GÉOPOLITIQUES

Géopolitique de l'EUROPE

Le crépuscule d'une puissance ?

Préface de Philippe Raynaud

Guillaume Lagane

puf

Collection « Géopolitiques »
dirigée par Frédéric Encel

ISBN Numérique : 9782130878490

Dépôt légal – 1re édition : 2025, septembre
© Presses Universitaires de France / Humensis
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

GUILLAUME LAGANE

GÉOPOLITIQUE DE L'EUROPE

Le crépuscule d'une puissance ?

Préface de Philippe Raynaud

puf

Préface

Si l'on en croit la plupart des observateurs politiques, la « géopolitique de l'Europe » est dominée par un paradoxe majeur : ce continent, qui a jadis semblé donner ses lois à la terre entière, qui est à l'origine de la plupart des inventions techniques et institutionnelles sur lesquelles repose le monde actuel et qui jouit encore d'une prospérité enviable, apparaît aujourd'hui comme un enjeu *passif* – une « variable d'ajustement » – dans des relations internationales dominées par des puissances dont beaucoup lui sont hostiles et dans lesquelles la protection de l'allié américain est elle-même devenue incertaine.

Cette situation est d'autant plus troublante qu'elle fait suite à une assez longue période d'euphorie qui semblait devoir déboucher sur une extension considérable de l'influence, sinon de la puissance européenne. Cette période a commencé avec la chute du mur de Berlin, qui apparaissait à la fois comme une « réunification » de l'Europe et comme le début d'une longue paix – sinon d'une paix perpétuelle. Dans ce contexte nouveau, l'Europe avait quelques chances de devenir un acteur majeur, puisque toute sa dynamique reposait sur l'économie et le droit, qui semblaient alors l'emporter sur les ressorts classiques, étatiques et militaires de la puissance. Aujourd'hui, l'Europe est le théâtre d'une guerre qu'elle n'a ni voulue ni pu empêcher, que son ennemi ne peut perdre sans une solidarité atlantique fragilisée par son principal garant. Sa croyance au multilatéralisme et à la suprématie du droit international est fragilisée par le retour massif de la politique de puissance, et le choix unilatéral d'une politique agressivement protectionniste et même mercantiliste par les États-Unis remet en question toute sa stratégie économique. Ce renversement est au cœur de l'ouvrage de Guillaume Lagane, mais celui-ci ne nous donne pas seulement une brillante analyse de la crise, ou des crises, actuelles : il les replace dans la longue durée de l'histoire de l'Europe, pour se demander si elles annoncent le « crépuscule d'une puissance » dont les gloires et les tragédies sont bien antérieures à la très récente « construction européenne ». Le déclin de l'Europe se marque par une « réticence devant la puissance » qui est à la fois « la conséquence d'un passé trop orgueilleux, aujourd'hui difficile à assumer devant le "Sud global" » et « le résultat de la présente faiblesse de l'Europe », devenue un « poids plume », « qui hésite à parler le langage de la force faute de pouvoir s'imposer » ; la décolonisation a cantonné l'Europe à une forme de « provincialisme », son modèle économique paraît prospère et attirant

mais est financièrement fragile, et le déclin de l'Europe est également « idéologique » puisque son credo démocratique et libéral, qui semblait devoir triompher après 1989, est aujourd'hui « battu en brèche ».

L'Europe et sa géographie

Cette *Géopolitique de l'Europe* est l'œuvre d'un homme qui, avant d'être un haut fonctionnaire expérimenté et un observateur reconnu des conflits en cours, est d'abord un historien qui unit d'ailleurs très heureusement le sens de la longue durée et l'attention minutieuse aux contraintes et aux aléas de l'histoire politique, diplomatique et militaire. Même si l'histoire et la géographie sont depuis longtemps l'objet de deux agrégations distinctes, cet historien est aussi, me semble-t-il, un « historien-géographe » dans la meilleure tradition française, et c'est pourquoi son livre s'ouvre par une « Géographie de l'Europe » qui classiquement, y voit d'abord un « prolongement de l'Asie » ou, selon la célèbre formule de Valéry, un « petit cap du continent asiatique ». Ce continent se distingue de l'Asie par quelques caractères dont le principal est sans doute son « climat modéré » qui a d'ailleurs joué un certain rôle dans la manière dont les Européens ont pensé ce qui les distingue du monde : on sait (ou l'on croit savoir) depuis Montesquieu que le climat tempéré est favorable à la modération et à la liberté, et que c'est ce qui préserve l'Europe du « despotisme » si présent en Asie. À rebours de certains courants des sciences sociales contemporaines, Guillaume Lagane ne récuse pas totalement cette approche climatique, dont il note qu'elle continue de jouer un certain rôle dans la conscience des Européens – y compris dans la manière dont ils mettent eux-mêmes en scène l'opposition entre une Europe du Nord libérale et économe et une Europe du Sud étatiste et dépensière ; mais cette spécificité durable (et heureuse) d'une Europe où, à l'opposé du « despotisme asiatique », « la modération du climat a favorisé des structures économiques plus décentralisées, sur le modèle de la cité grecque » est aussi une des raisons qui expliquent sa difficulté à se définir comme une entité une et distincte. L'Europe est (relativement) homogène par son climat et son hydrographie, mais elle est un « continent sans frontières » – ou du moins sans frontière à l'Est, où la chaîne russe de l'Oural n'est qu'une « frontière toute conventionnelle », qui ne se comprend vraiment qu'à partir de l'action volontariste et violente de Pierre le Grand.

De la géographie à l'histoire

Comme le note Guillaume Lagane, le fait que les Européens n'aient pris conscience que tardivement de leur unité n'est pas en soi une exception, et on peut même considérer qu'aujourd'hui le continent européen est politiquement plus intégré que l'Asie et même que l'Amérique, l'Afrique ou l'Océanie. La singularité de l'Europe vient plutôt de ce qu'aucune définition géographique ne peut rendre compte de ce qu'elle est. Pour s'en tenir à un exemple bien connu, on se souviendra, là encore, de Paul Valéry, qui définissait l'Europe comme le résultat de trois « influences » durables et du reste liées – l'Empire romain, la religion chrétienne et la rationalité grecque. Or, aucune de ces trois sources n'était ni ne s'est vue comme européenne : les Hellènes se plaçaient eux-mêmes entre l'Asie despotique et l'Europe anarchique, l'Empire romain s'est construit sur le monde méditerranéen, qui est largement africain, et le premier christianisme est fondamentalement une religion orientale. Ce qu'il importe de comprendre, ce n'est donc pas seulement le fait que l'identité européenne soit récente, c'est aussi et surtout la façon dont cette unité tardive s'est assez tôt accompagnée d'une influence mondiale sans équivalent.

On peut sans doute discuter à l'infini des raisons qui ont fait que, de la Renaissance au XIXe siècle en passant par les Lumières, les transformations intérieures qui ont abouti aux actuelles sociétés européennes soient allées de pair avec l'expansion mondiale de l'Europe et avec un certain progrès de l'idée d'une identité européenne commune. Guillaume Lagane note à juste titre l'importance prépondérante de l'histoire religieuse dans la formation d'une Europe qui apparaît souvent comme l'aire par excellence où s'épanouit aujourd'hui un monde post-religieux. Même si ses frontières ne sont pas les mêmes, ce qui va devenir l'Europe s'inscrit dans la continuité de l'Empire romain, et c'est pour cela que le christianisme deviendra la « religion majoritaire de la population européenne », même si certaines parties de l'Europe restent longtemps « païennes » (Lituanie) ou soumises au monde musulman (Grenade). Progressivement, c'est en fait de la rivalité et du conflit entre l'Islam et la chrétienté que va naître l'affirmation de la conscience européenne : « La naissance de l'Europe est un fait spirituel, idéologique, religieux, mais surtout une réaction politique. La religion dominant les représentations, c'est en effet l'expansion de l'islam puis de l'Empire ottoman qui va peu à peu faire apparaître la notion d'Occident et, avec elle, l'idée que l'Europe existe. ». Ce lien entre l'Europe et la chrétienté survivra aux croisades et à la *Reconquista* et se retrouvera au cœur des relations entre les États européens et la Turquie, qui apparaît souvent comme

l'adversaire commun contre lequel les Européens doivent s'unir en surmontant leurs divisions. Cette unité, autant subie que voulue, n'est pas un achèvement mais un début : « Peu après la naissance de l'idée européenne, les États occidentaux se lancent dans des mutations intellectuelles (Renaissance), religieuses (Réforme) et techniques (grandes explorations) qui vont faire sortir l'Europe d'elle-même. À l'époque moderne, l'expansion de l'Europe lui permet en effet d'unifier la planète. À peine les Européens ont-ils commencé à réfléchir sur leur continent qu'ils entreprennent d'en repousser indéfiniment les limites. »

Le fait remarquable est que cette conscience d'appartenir à un monde commun ne débouche ni sur une unification autoritaire ni sur une fermeture autarcique, mais au contraire sur une projection sur l'ensemble du monde qui se combine avec la permanence des divisions territoriales, politiques, ethniques et religieuses des Européens. L'Europe chrétienne reste donc indéfiniment divisée, sur les plans ethnique, linguistique et même religieux, comme le montreront au XI^e^ siècle le schisme orthodoxe et au XVI^e^ siècle la Réforme. Aucune autorité politique supérieure n'étant assez forte pour transcender ces divisions, elle sera également politiquement divisée. De là sans doute vient la centralité de la nation dans l'histoire européenne, qui va jouer contre le modèle impérial, à travers l'opposition des deux grandes monarchies nationales – l'Angleterre et la France – à la « monarchie universelle » et, plus tard, avec le développement du « principe des nationalités » contre les Empires centraux. De là aussi, le paradoxe de l'expansion européenne, y compris dans la période coloniale, qui a unifié le monde en répandant toutes les composantes de la culture européenne sans pour autant mettre fin à ses divisions et qui a créé des « empires » britannique ou français, mais qui n'a pas débouché sur un Empire européen ni, *a fortiori*, sur un État mondial. Comme le disait déjà au XVIII^e^ siècle Emmanuel Kant – que l'on peut tenir pour un des pères spirituels de l'Europe –, la nature (ou la Providence) use de deux moyens pour empêcher la formation d'un État mondial : la diversité des langues et celle des religions.

Guillaume Lagane est donc parti de ces tensions constitutives de l'identité européenne et il déploie dans toutes ses dimensions le paradoxe d'une Europe en quête d'unité pour retrouver la grandeur perdue de l'époque où elle était à la fois sûre d'elle-même et consciemment divisée. Il le fait dans un ouvrage à la fois dense et plaisant, qui ne laisse de côté aucun aspect de cette histoire – d'ailleurs pas terminée. Désenchanté sans être désespéré, il ne reprend pas l'optimisme quasi-mystique qui régnait il y a trente ans dans les milieux européens, mais il ne se rallie pas non plus aux actuels fossoyeurs de l'idée européenne. Il envisage trois scénarios

dans lequel le plus probable n'est ni le meilleur ni le pire ; cela peut paraître décevant, mais on peut également se dire que l'histoire européenne tout entière est une longue réfutation des prédictions funestes dont elle était l'objet.

Philippe Raynaud

Introduction

Le second mandat de Donald Trump à la Maison-Blanche devrait faire la fortune des auteurs de géopolitique. Annexion envisagée du Canada, taxation douanière de la petite île australienne de McDonald, propos méprisants contre le royaume africain du Lesotho : tous les continents ont été visés par le milliardaire américain. Mais c'est l'Europe qui s'inquiète le plus : les échanges avec les États-Unis s'élèvent à 1 500 milliards de dollars par an, la protection militaire de Washington est au cœur de la sécurité militaire du Vieux Continent alors que la guerre en Ukraine se poursuit. Autant dire qu'à Bruxelles, la capitale de l'Union européenne (UE), on suit avec inquiétude la situation et on ouvre avec une certaine fièvre les manuels de géopolitique.

Analyser la géopolitique de l'Europe devrait être facile : c'est en Europe qu'a été inventé le mot, par Leibniz en 1679, comme la discipline, qui désigne les rivalités de pouvoir autour d'un territoire[1]. Mais, comme l'a plaisamment montré Voltaire avec le personnage de Pangloss dans *Candide*, comprendre la pensée de Leibniz n'est jamais facile. Et la géopolitique semble une drôle de monade. Peut-être est-ce pour cela, par incompréhension, que l'Europe semble rétive aux enjeux de puissance. Elle n'ose pas élever la voix : « Quand l'Europe ouvre la bouche, ironisait François Mitterrand, c'est pour bâiller. » Il est vrai que la géopolitique a connu, chez certains de ses adeptes, un usage dévoyé dans le nazisme, et que deux guerres mondiales, résultat de ces politiques de puissance, ont ruiné le continent[2]. Depuis lors, les Européens ont appris à se méfier du concept. C'est donc sur des bases nouvelles, économiques, pacifiques, « iréniques » diront certains, qu'a été lancée la construction de ce que Victor Hugo appelait ces « grands États-Unis d'Europe qui couronneront le vieux monde ».

Peut-être cette réticence devant la puissance est-elle également la conséquence d'un passé trop orgueilleux, aujourd'hui difficile à assumer devant le « Sud global ». Les Européens ont été les acteurs les plus actifs dans l'invention de la modernité. Depuis l'émergence de celle-ci au XVI^e^ siècle, l'Europe a joué un rôle pionnier dans les sciences et les arts. Elle a aussi dominé la planète : l'ensemble du continent américain jusqu'à la fin du XVIII^e^ siècle, la totalité du Pacifique et de l'Afrique – à part le petit Liberia, une création américaine, et la vieille Éthiopie –, ainsi qu'une large partie de l'Asie ont été des colonies européennes. Péché d'orgueil, elle a cru incarner la civilisation. Au début d'*Ali et Nino*, un professeur du lycée impérial de Bakou, alors en

Russie, explique à ses élèves qu'ils habitent aux frontières de l'Europe, une notion avant tout spirituelle : s'ils travaillent bien et progressent, alors ils résideront en Europe. S'ils ne travaillent pas, stagnent, régressent, ils demeureront asiatiques.

Kurban Saïd, le célèbre mais mystérieux écrivain auteur de ce premier grand roman caucasien, développe ensuite sa pensée :

> Certains érudits jugent que le sud des montagnes du Caucase appartient à l'Asie, expliqua le professeur Sanine, tandis que d'autres, au vu de l'évolution culturelle de la Transcaucasie, croient que cette partie du monde devrait revenir à l'Europe. On peut par conséquent dire, mes chers enfants, qu'il vous appartient de choisir si notre ville sera une partie de l'Europe du progrès ou de l'Asie réactionnaire[3].

Si le jeune héros, un « mahométan », c'est-à-dire, dirait-on de nos jours, un Azéri[4], se dit fier d'être asiatique, il change d'idée lorsque Nino Kipiani, une Géorgienne dont il est amoureux et que, métaphore politique, il rêve d'imiter, lui explique qu'ils sont en Europe car elle devrait, sinon, porter un voile et lui cacher, entre autres, « le plus joli nez du monde ».

Peut-être aussi cette réticence est-elle le résultat de la présente faiblesse de l'Europe. Si l'on regarde les données de la puissance, territoire et population, le continent européen est devenu un poids plume, qui hésite à parler le langage de la force faute de pouvoir s'imposer. L'Europe est la plus menue parmi ces découpages géographiques avec 10 millions de kilomètres carrés, quatre fois moins que l'Amérique. C'est, dans les mots de Paul Valéry diagnostiquant *La Crise de l'esprit* en 1919, un « petit cap du continent asiatique[5] ». L'Europe compte aujourd'hui cinquante-deux États, soit un quart des 193 États reconnus par les Nations unies. Son bilan démographique n'est pas très brillant. L'Europe était le continent le plus dynamique à partir du XVI^e^ siècle, déversant son trop-plein de population sur le reste des continents. Au terme de l'expansion coloniale, les Européens étaient 400 millions en 1900, soit le quart de la population mondiale. En 1913, le taux de fécondité de l'Angleterre (le nombre moyen d'enfants par femme) était de 2,9, celui de l'Allemagne était de 3,5, très au-dessus du seuil de renouvellement des générations. Sous l'effet de la transition démographique, les Européens, dont la natalité décline, ne représentent aujourd'hui plus que le dixième de la population mondiale, soit 750 millions d'habitants (Russie incluse mais Turquie exclue). Les vingt-sept États de l'UE proprement dite en comptent 450 millions.

On peut dresser le même constat pour la géographie de la puissance économique ou militaire. Avec 17 000 milliards d'euros, l'UE représente 15 % du PIB mondial. Réunissant des pays riches, les vingt-sept États de l'UE comptent ainsi dans la compétition mondiale, mais moins que les États-Unis (25 %) ou que la Chine (20 %). Malgré les

efforts de l'UE, les Vingt-Sept peinent à attirer le capital des investisseurs avides de rendements. L'ancien secrétaire d'État au Trésor de Bill Clinton, Lawrence Summers, disait plaisamment qu'il ne faut pas investir en Europe car c'est un « musée » (le Japon étant une « maison de retraite » et la Chine une « prison »). En 2025, la croissance de l'Europe ne devrait être comprise qu'entre 0 % et 1 %, mais ce chiffre pourrait s'améliorer si l'investissement se détournait des États-Unis, devenus protectionnistes, ou de la Chine, engagée dans une guerre commerciale avec Washington. Dans le domaine de la défense, s'il existe deux puissances nucléaires européennes, l'Angleterre et la France, c'est l'Alliance atlantique, donc les États-Unis d'abord, qui a longtemps constitué l'assurance-vie des Européens. Les Américains comptent plus de soldats en Europe (100 000) que la plupart des États européens, sauf la France et la Pologne. Ils partagent avec certains États européens (Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Italie, Turquie) leur protection nucléaire, mais conservent dans leurs mains la maîtrise de l'arme.

Le déclin de l'Europe est une réalité territoriale : le monde n'est plus européen. Ce déclin s'inaugure avec la Première Guerre mondiale, qualifiée de véritable « suicide européen[6] », de « suicide de l'Europe civilisée[7] » puis se poursuit avec la Seconde, qui a laissé l'Europe exsangue et bientôt divisée par la guerre froide[8]. Le mouvement de décolonisation a triplé le nombre des États à l'ONU mais renvoyé les Européens, congédiés par les nouvelles autorités, vers le Vieux Continent. L'Europe est alors revenue à une forme de provincialisme géopolitique. Les Pays-Bas, et leurs 10 millions d'habitants en 1949, dominaient l'Indonésie, sept fois plus peuplée. Ils étaient, de fait, comme la France ou l'Angleterre ou même le Portugal (Macao, Timor), une puissance asiatique. S'ils conservent encore un territoire dans les Antilles actuelles, les Néerlandais sont devenus une puissance uniquement européenne.

Le déclin de l'Europe est également une réalité économique et sociale, même s'il faut nuancer le constat pessimiste que font tant de contemporains. L'Europe, ruinée par les guerres mondiales, s'est rapidement reconstruite pour s'établir aux tout premiers rangs du développement. Les populations européennes n'ont jamais été aussi nombreuses, aussi bien nourries, aussi matériellement prospères qu'aujourd'hui. Le salaire annuel moyen dans l'UE va de 73 000 euros au Luxembourg à 12 400 euros en Bulgarie. Il est d'un peu plus de 3 000 euros au Maroc (qui possède le salaire minimum le plus élevé d'Afrique). L'Europe concentrerait la moitié du total des dépenses sociales mondiales. Son mode de vie, marqué par la démocratie, la tolérance et l'ouverture, attire les migrants. Mais l'Europe peine à financer ce modèle comme à réguler ces flux.

Le déclin de l'Europe est enfin idéologique. On va le voir dans cet ouvrage : l'Europe n'a pas de véritables frontières géographiques. Reflet d'une histoire ancienne et souvent violente, sa population est extrêmement diverse. Elle n'a jamais connu de véritable unité politique, sinon sous la forme douce, imparfaite et récente de l'UE, objet institutionnel à mi-chemin d'un État et d'une organisation internationale. Mais cette Europe liquide a une originalité : elle a inventé la démocratie dans l'Antiquité et le libéralisme à l'époque moderne. Après la Seconde Guerre mondiale, elle est devenue le continent le plus libre du monde, un destin que le reste de la planète a semblé vouloir suivre après que le communisme s'est considérablement affaibli dans les années 1990. Cet « esprit » européen, ce *credo* occidental, est aujourd'hui battu en brèche.

Autour de lui, le Vieux Continent voit de nouveaux concurrents, plus carnivores que lui, rejouer à son encontre la grande partition de l'impérialisme. La métaphore animalière est à la mode : le président français Emmanuel Macron appelle les Européens à ne plus être « herbivores ». Aux frontières de l'UE, la Russie a entrepris en 2022 de conquérir l'Ukraine, remettant en question la stabilité des frontières qui avait été un héritage de la Seconde Guerre mondiale. La Chine, devenue la deuxième puissance économique mondiale en 2010, dépassant le Japon, lui fait une rude concurrence. En Afrique ou au Moyen-Orient, sur ses périphéries immédiates qu'elle a jadis dominées, l'Europe est menacée par des États radicaux comme l'Iran ou des groupes terroristes.

Pourtant, le déclin n'a rien d'inéluctable. Cette Europe démocratique et libérale, pacifique, prospère et tolérante, cette Europe de la « fin de l'histoire », du « rêve européen », des « dividendes de la paix », peut redevenir puissante. Face au retour de la guerre sur son sol depuis 2022, l'Europe se trouve confrontée au triple défi de ses rapports avec les États-Unis, l'allié traditionnel mais qui prend ses distances, de ses relations avec le Sud global, autrefois soumis, aujourd'hui revanchard, et de sa confrontation avec la Russie, immense et agressive. Le « gouvernement » de l'UE, la Commission von der Leyen, en se voulant « géopolitique », a sans doute pris conscience qu'une rupture était en cours et que les logiques de puissance étaient à nouveau à l'œuvre. La géopolitique est de retour en Europe. Il est temps de relire Leibniz.

Sans rechercher l'originalité mais plutôt la synthèse dans la masse immense des informations existantes, nous tenterons de comprendre cette géopolitique européenne en gestation. Pour cela, nous examinerons d'abord la géographie du continent, qu'elle soit physique ou humaine, avec l'enjeu démographique et les défis économiques auxquels les Européens font face. Puis notre propos s'orientera vers la

politique actuelle des États européens, politique qui résulte tout à la fois d'un héritage historique particulier, de la construction en cours d'un continent unifié et d'une situation militaire précaire. Enfin, nous nous tournerons vers l'avenir de la géopolitique européenne, un futur qui se dessine aujourd'hui au contact des voisins de l'Europe, entre rapports difficiles avec l'allié américain, tensions avec les États d'Afrique et du Moyen-Orient, et rivalité croissante avec la Chine et la Russie.

1

Géographie de l'Europe

La géopolitique de l'Europe n'est pas compréhensible sans un peu de géographie. Celle du Vieux Continent est originale : prolongement de l'Asie, l'Europe s'en distingue par son climat modéré et surtout sa culture. Devenue récemment consciente d'elle-même, elle a exporté son modèle sur la planète. Diverse par sa population, elle est aujourd'hui confrontée à un « hiver démographique ». Enfin, encore riche mais plus tout à fait prospère, elle s'efforce de relancer son économie face à la puissance des États-Unis et à la montée de la Chine.

Une « annexe de l'Asie »

Un continent sans frontières

Avec l'Amérique, tout est simple. On sait que le nom du continent vient d'Amerigo Vespucci, l'un de ses premiers explorateurs. Avec l'Europe, l'étymologie se complique[1]. L'Europe serait la partie occidentale de la mer Égée, appelée ainsi par les Grecs par opposition à l'Asie mineure et à la Libye (l'Afrique actuelle). Certains voient dans le mot une origine sémitique. L'Europe viendrait d'*Ereb*, le « Couchant » en phénicien, la langue des anciens habitants du Liban, et serait le côté occidental de la mer Égée, le côté oriental étant l'Asie, c'est-à-dire l'Anatolie (*Anatole* étant, en grec, le « Levant »). Mais d'autres auteurs, recourant à la mythologie, attribuent le nom du continent à Europe, la princesse de Tyr (encore le Liban…) enlevée par Zeus. Europe est un prénom grec qui désigne celle qui a de « grands (*eurus*) yeux (*ops*, notre optique) ». La princesse de Tyr, fille d'Agénor, le roi local, est séduite par le dieu grec, toujours avide de conquêtes féminines et pour l'occasion métamorphosée en taureau. Transportée en Crète, Europe donne naissance à Minos, roi fameux de cette île. Le mythe a suscité de nombreuses interprétations, pas toujours très flatteuses. Il serait, par exemple, le souvenir du pillage de la Phénicie par les Grecs. Au-delà de l'étymologie assez incertaine, la définition de l'Europe pose la question de ses limites, entre Grèce et

Levant, Europe donc et Asie. On pourrait dire, à cet égard, que l'Europe est un continent qui n'en est pas un. L'Amérique, l'Afrique ou l'Asie ont des frontières maritimes assez claires qui sont celles d'îles dans la grande masse océanique de la « planète bleue ». Lors de sa confrontation avec Donald Trump dans le Bureau ovale, le président Zelenskyï a d'ailleurs rappelé aux Américains combien le « bel océan » les protégeait d'une invasion. Pas l'Europe qui, délimitée au nord par l'océan Arctique, au sud par la mer Noire et la Méditerranée, à l'ouest par l'Atlantique, n'a à l'est qu'une frontière toute conventionnelle, la chaîne russe de l'Oural. C'est dire que les frontières de l'Europe sont culturelles ou politiques, plus que géographiques. Hormis le fait que cette continuité géographique a permis de multiples invasions au cours de l'histoire, on peut dire que le sujet des frontières de l'Europe, au fond assez théorique pour ses habitants, n'intéressait pas grand monde jusqu'au XVIIIe siècle. Mais au début du siècle des Lumières, préfigurant les propos du professeur Sanine d'*Ali et Nino*, le tsar Pierre le Grand décide de moderniser la Russie. Il cherche pour cela à affirmer l'identité européenne de la Russie et à rappeler que son déjà vaste empire s'étend sur deux continents.

Outre la fondation de Saint-Pétersbourg (1703), Pierre le Grand confie à un gouverneur géographe, Vassili Tatichtchev, le soin de faire de la Russie une nation européenne[2]. Celui-ci ne part pas de rien : les cartographes bornaient traditionnellement l'Europe au cours du paisible fleuve Don, dans le sud de la plaine russe. Mais, dans son *Histoire de la Russie* (publiée à titre posthume en 1767), il choisit de faire de l'Oural la frontière de l'Europe. Tatichtchev trace ainsi une ligne imaginaire, valorisant les reliefs comme c'était alors à la mode chez les géographes, qui présente un grand avantage : elle met du côté européen les grandes villes de l'empire et rejette en Asie la Sibérie. De l'Atlantique à l'Oural, l'Europe a désormais une frontière à l'est. Au sud-est, les choses sont moins claires du fait de l'expansion turque. À l'époque contemporaine, les frontières de l'Europe y demeurent incertaines. L'Empire ottoman, qui disparaît en 1918, possédait des territoires européens (les Ottomans sont allés jusqu'à assiéger Vienne où la légende leur prête l'invention du croissant), asiatiques et africains. Son fossoyeur, Mustafa Kemal Atatürk, le père de la Turquie moderne, était lui-même né à Thessalonique, en Macédoine, dans l'actuelle Grèce. L'État turc, successeur du sultanat ottoman, est le maître des détroits séparant la mer Noire et la Méditerranée. Le Bosphore, qui coupe en deux la métropole d'Istanbul, sépare le continent européen, la Thrace turque, et l'Asie (l'Anatolie). En Méditerranée, la logique est plus politique que géographique. Pendant près d'un siècle, l'expansion coloniale a étendu l'influence européenne en Afrique du Nord. Jusqu'en 1962, la France s'étendait ainsi « de

Dunkerque à Tamanrasset », avec dans le nord de l'actuelle Algérie trois départements intégrés à son ensemble administratif, Alger, Constantine et Oran (qui portait le numéro 93, réattribué plus tard à la Seine-Saint-Denis). L'Espagne possède encore, au nord du Maroc, des « places de souveraineté », Ceuta et Melilla, survivances de son expansion du nord vers le sud de la péninsule Ibérique, consécutive à la Reconquista.

On peut donc considérer les frontières de l'Europe comme bien établies aujourd'hui que la décolonisation est dans l'ensemble achevée. Séparée de l'Amérique par l'océan Atlantique, l'Europe a comme frontière méridionale la Méditerranée. À l'est, les choses se compliquent un peu : le Vieux Continent finit quelque part au milieu de la Russie, englobant sans limites très précises les nations du Caucase. L'Azerbaïdjan, qui a intégré le Conseil de l'Europe en 2001, fait donc de la mer Caspienne une frontière européenne, donnant raison à Kurban Saïd. Une partie de la Turquie, la Thrace, est européenne, tout comme l'île de Chypre, qui a adhéré à l'UE en 2004[3].

Un continent au climat modéré

Sur le plan géographique, cette frontière incertaine peut sembler faire de l'Europe une simple péninsule du continent asiatique. Il est vrai qu'elle appartient, du point de vue géologique, à la plaque eurasiatique, sans véritable rupture entre les deux continents. Mais si l'on accepte d'en fixer la limite quelque part au milieu du territoire russe, le territoire européen possède des traits distinctifs, à la fois sur le plan du relief et sur celui du climat. Si l'on devait donner une idée générale pour le distinguer de l'Asie, elle serait sans doute à trouver dans son caractère modéré.

Sur le plan climatique, l'Europe ne connaît pas les excès des déserts africains, asiatiques ou même américains. Certes, au nord de sa péninsule, la Scandinavie éprouve les rigueurs du climat polaire. Mais l'ouest du continent est dominé par un climat océanique, pluvieux et doux pendant l'hiver. Cette douceur et cette humidité dégénèrent, au fur et à mesure que l'on marche vers l'est, en un climat continental, froid et sec l'hiver, avec de chauds étés. Enfin, de l'Espagne à la Grèce, le climat méditerranéen assure un hiver doux et ensoleillé, que l'aristocratie britannique fut la première à apprécier à l'époque contemporaine (un premier cimetière anglican est édifié à Nice dès 1775). Ces climats ont varié dans l'histoire de l'Europe. Sans remonter aux temps préhistoriques, où une partie de l'Europe a connu l'invasion des glaces, on a ainsi attribué à une vague de froid qui a débuté au XIVe siècle le petit âge glaciaire, l'échec de la première colonie danoise

au Groenland, la forte mortalité de l'hiver 1709 en France aggravant l'impopularité de Louis XIV, ou encore les innombrables paysages glacés de la peinture de genre hollandaise du XVIIe siècle, avec leurs patineurs et leurs traîneaux[4]. On a aussi élaboré, au sujet de l'Europe, des théories climatiques dont la plus célèbre est celle de Montesquieu qui explique le début du libéralisme en Angleterre et le triomphe de la monarchie absolue en Espagne par les différences de températures et de tempéraments, les hommes du Sud étant plus sujets aux nerfs que ceux du Nord. « Il ne faut pas être étonné », explique le propriétaire de vignes dans le Bordelais, lui-même très soucieux du régime des pluies, « que la lâcheté des peuples des climats chauds les ait presque toujours rendus esclaves, et que le courage des peuples des climats froids les ait maintenus libres »[5].

La science politique contemporaine a eu tendance à disqualifier ces approches climatiques, en expliquant que l'important était moins le déterminisme du climat que la manière qu'avait chaque société de s'y adapter. À l'époque de Montesquieu, l'observation de la vie politique européenne pouvait toutefois tromper un analyste tant les pays du Nord, de la Hollande à l'Angleterre, semblaient sur le plan du libéralisme en avance par rapport à l'Europe du Sud, plus encline à l'absolutisme (Espagne) ou à la tyrannie (Empire ottoman). Il en est longtemps resté un préjugé associant le Nord européen à la liberté. Les auteurs anglo-saxons virent dans l'invasion de l'Angleterre romaine par les peuples germaniques les ferments les plus anciens du libéralisme, cette création majeure de l'Europe. Le XIXe siècle a cru à cette répartition climatique des modèles politiques. Évoquant Ophélie effrayée par le Danois Hamlet, Rimbaud peut écrire : « C'est que les vents tombant des grands monts de Norvège/ T'avaient parlé tout bas de l'âpre liberté[6]. » L'on retrouve aujourd'hui cette admiration du climat froid dans les critiques formulées lors de la crise de 2008 contre les États dépensiers d'Europe du Sud, le « Club Med », ou dans le prestige des modèles scandinaves, conciliant État-providence et responsabilité individuelle, sur fond de religion protestante.

Sur le plan du relief, la géographie de l'Europe est plus variée que celle de l'Australie par exemple. L'Europe est formée de vastes plaines, notamment au nord et à l'est, qui courent de la façade atlantique à la Russie, et qui furent historiquement des couloirs de peuplement et d'invasions. Mais elle possède également, davantage vers le sud du continent, des chaînes de montagnes, Pyrénées, Alpes, Carpates, Balkans et Rhodopes, Caucase, dont certaines sont parmi les plus élevées du monde (le mont Blanc culmine à 4 807 mètres d'altitude, mais le mont Elbrouz – dans le Caucase, où Prométhée aurait été enchaîné – le dépasse de près de 1000 mètres). L'Europe est ainsi à l'origine du ski, une activité scandinave qui prend son essor, dans sa

forme moderne, dans les Alpes à la fin du XIXe siècle avant de connaître un succès planétaire. La topographie a joué, dès les origines, un rôle souvent important dans la géopolitique européenne. À partir du Moyen Âge, l'Angleterre a voulu dominer l'ensemble des îles Britanniques. De même, à la fin du XVIIIe siècle, la théorie des frontières naturelles faisait des Pyrénées et des Alpes les limites de la France. Ces bornes du royaume de France n'ont pas bougé depuis le traité des Pyrénées au XVIIe siècle, mais la logique est bien géographique et non ethnique : les divisions des Basques ou des Catalans, aujourd'hui contestées par certains mouvements autonomistes, en témoignent. Avec l'Italie, elles ont évolué sur le même logiciel géographique au profit de la France avec l'annexion de la Savoie et du comté de Nice en 1860, puis de la commune de Tende en 1947. Le massif alpin sert également de frontière à l'Italie et à l'Autriche, avec l'annexion du Trentin Haut-Adige en 1918, là aussi dans une logique plus topographique – qui permet une défense plus facile – qu'ethnique, la région étant en large part germanophone[7]. De même, la Hongrie a longtemps été bornée par le massif des Carpates, englobant la Slovaquie, la Transylvanie et la Ruthénie, jusqu'au traité de Trianon qui, en 1918, a ramené le pays à ses frontières actuelles. Les Européens ont utilisé dans le reste du monde cet élément topographique pour fixer des frontières, depuis la Chine et l'Inde britannique (Himalaya) jusqu'aux limites administratives de l'Amérique latine (séparation du Chili et de l'Argentine le long de la cordillère des Andes).

Sur le plan de l'hydrographie, l'Europe est un continent bien arrosé qui, contrairement à certaines parties de l'Asie ou de l'Afrique, ne subit nul stress hydrique. En Europe occidentale, le massif alpin est un château d'eau qui voit naître de grands fleuves comme le Rhin, le Rhône ou le Pô. Le Danube draine l'Europe centrale, la Volga et le Dniepr la grande plaine russe. Voies de commerce et de pénétration, les fleuves ont également été utilisés comme frontières. L'occurrence la plus connue, dans l'Antiquité, est sans doute la frontière du Rhin et du Danube entre l'Empire romain et les espaces barbares germaniques. Mais, plus récemment, les frontières de la Pologne après la Seconde Guerre mondiale ont englobé les territoires jusque-là peuplés d'Allemands de la Poméranie et de la Silésie pour s'établir sur l'Oder et la Neisse. L'abondance des précipitations a joué un rôle déterminant dans la géopolitique européenne. En Égypte ou en Chine, ou encore en Mésopotamie, régions dans lesquelles la rareté de l'eau rendait la culture difficile, on a pu expliquer l'essor des structures étatiques par la nécessité de canaliser l'usage d'un fleuve tel que le Nil, le Tigre, l'Euphrate ou le Yangzi Jiang. Le despotisme asiatique de ces premiers empires, où le poids de l'État est écrasant pour organiser l'exploitation

d'un fleuve vital, ne se retrouve pas en Europe où la modération du climat a favorisé des structures économiques plus décentralisées, sur le modèle de la cité grecque[8]. Certains auteurs renouent ainsi avec la théorie des climats, en faisant de la modération climatique la source du libéralisme européen. Au total, l'Europe conserve aujourd'hui ses traits de modération climatique et topographique. Seul continent à n'avoir aucune partie tropicale ou équatoriale, elle ne souffre pas des manifestations du climat les plus brutales, comme les tornades américaines ou les typhons asiatiques. Il est vrai toutefois que le changement climatique en cours pourrait, à l'avenir, faire perdre au climat européen son caractère modéré. Les inondations de 2024 dans la région de Valence témoignent en partie de ces évolutions radicales même si la mauvaise administration locale, le développement dangereux de l'urbanisation, la mauvaise surveillance des cours d'eau ont aussi pris leur part.

Une identité récente, une influence mondiale

La naissance de l'idée européenne

Mal définie, plutôt favorisée par le climat, la péninsule asiatique européenne a longtemps vécu dans l'ignorance d'elle-même. La prise de conscience de l'Europe comme sujet géographique est assez récente à l'échelle de l'histoire. En cela, sa situation n'est guère différente que celle des autres continents. Rappelons que si l'Amérique, l'Afrique et l'Océanie se sont dotées récemment d'organisations régionales (respectivement l'Organisation des États américains, OEA ; l'Organisation des États africains, OEA, devenue en 2002 l'Union africaine ; et enfin le Forum des îles du Pacifique), l'Asie ne compte aucune structure similaire. L'éclosion de l'idée européenne à la fin de la période médiévale est à peu près concomitante de la formation des premiers États-nations. Dans l'Antiquité, les Grecs essaiment sur tout le pourtour du Bassin méditerranéen, mais ils ne sont en rien spécifiquement européens : ils vivent dans le Péloponnèse comme en Asie mineure ou en Afrique. Le Thébain Pindare, « Pindare serein plein d'antiques rumeurs » (Hugo), chante ainsi les mérites du roi de Cyrène, dans l'actuelle Libye, sans distinguer les deux continents, où règle la même culture hellénique. L'idée européenne n'appartient pas à l'Antiquité. L'Empire romain unifie bien sûr tout le sud de l'Europe actuelle, allant jusqu'au mur d'Hadrien entre l'Angleterre et l'Écosse, dominée par les féroces Pictes. Mais l'empire est surtout organisé autour de la Méditerranée, son *Mare nostrum*. Il surveille avec inquiétude les Barbares germaniques du reste de l'Europe, au-delà de son *limes* nord. Il ne franchit qu'un temps le Danube, pour romaniser

la Dacie (l'actuelle Roumanie). La partie de l'empire la plus prospère est l'Asie mineure. Ponce Pilate devait se réjouir de gouverner la Palestine plutôt qu'une pauvre province gauloise.

Avec la fin de l'Empire romain et le début du Moyen Âge, le christianisme devient la religion majoritaire de la population européenne. Mais il y a des chrétiens en Afrique comme en Orient : saint Augustin, évêque d'Hippone (devenue Bône puis Annaba, en Algérie), a été éduqué à Carthage, dans l'actuelle Tunisie, avant de vivre à Milan. Et certaines parties de l'Europe demeurent païennes : le grand-duché de Lituanie ne se christianise qu'au XIVe siècle pour faire face à la pression des chevaliers Teutoniques et il faut attendre le XVe siècle pour voir disparaître le royaume de Grenade. L'identité géographique est beaucoup moins importante que la proximité religieuse dans un monde où, par ailleurs, les horizons de la majorité de la population se bornent aux limites des villages et des fiefs.

La naissance de l'Europe est un fait spirituel, idéologique, religieux, mais surtout une réaction politique. La religion dominant les représentations, c'est en effet l'expansion de l'islam puis de l'Empire ottoman qui va peu à peu faire apparaître la notion d'Occident et, avec elle, l'idée que l'Europe existe[9]. Un manuscrit espagnol, les *Chroniques mozarabes*[10], évoque pour la première fois les « Europenses » au sujet de la bataille de Poitiers en 732, mais le terme n'est guère repris. La première croisade, prêchée par le pape Urbain II à Clermont-Ferrand en 1095, s'adresse aux « chrétiens » contre les « païens », sans aucune référence à une quelconque notion d'Europe. Au milieu du XIIIe siècle, un état d'esprit nouveau apparaît chez les élites que l'on n'appelle pas encore européennes. Le roi de Hongrie Béla IV demande l'aide du pape et des « princes chrétiens d'Europe » pour faire face aux invasions mongoles. En 1453, les Turcs s'emparent de Constantinople, signant la fin de l'Empire romain d'Orient, que nous appelons l'Empire byzantin. L'année suivante, Piccolomini, l'évêque de Sienne, qui deviendra le pape Pie II, appelle à une nouvelle croisade contre les Ottomans. Son discours à la Diète de Francfort marque une inflexion notable : « Nos ancêtres ont souvent connu des revers en Asie et en Afrique, c'est-à-dire dans d'autres régions, mais nous, aujourd'hui, nous avons été battus et frappés en Europe même, dans notre patrie, dans notre propre maison et notre propre siège. » À partir de la fin du XVe siècle, l'idée que l'Europe est une réalité géographique et politique se développe.

Peu avant son élection au pontificat, Piccolomini écrit un *De Europa* dans lequel il retrace l'histoire des grands États européens. Il évoque, sans doute pour la première fois, les « *Europeos homines* », les Européens, qu'il tend à confondre avec les chrétiens. Son livre commence par la Hongrie, l'État converti au christianisme par son roi

Étienne, au tournant de l'an mille, et qui est alors le plus menacé par l'expansion turque, avant de s'intéresser aux Balkans et à l'Italie. Spirituelle, la réflexion sur l'Europe est aussi étroitement associée à la question de ses frontières.

Une référence incontournable

Peu après la naissance de l'idée européenne, les États occidentaux se lancent dans des mutations intellectuelles (Renaissance), religieuses (Réforme) et techniques (grandes explorations) qui vont faire sortir l'Europe d'elle-même. À l'époque moderne, l'expansion de l'Europe lui permet en effet d'unifier la planète. À peine les Européens ont-ils commencé à réfléchir sur leur continent qu'ils entreprennent d'en repousser indéfiniment les limites. On donne souvent la date de 1571, fondation de Manille, comme acte de naissance de cette mondialisation européenne. Depuis les Philippines, les Espagnols peuvent rallier l'Europe et l'Amérique latine. Ce « galion de Manille » symbolise la création des routes commerciales qui vont relier l'Asie à l'Europe sans passer par la « route de la soie » terrestre. Pendant les trois siècles suivants, l'Europe est partout, conquérant et cartographiant, nommant et peuplant la planète. L'Amérique est entièrement colonisée au XVI^e^ siècle. Une grande partie de la population américaine aujourd'hui, en particulier au nord du Mexique, est d'origine européenne, tout comme la religion, la toponymie ou les langues. Le Brésil, pays le plus peuplé d'Amérique latine, a 43 % de sa population d'origine européenne. Le marquis de Pombal y impose, en 1758, l'usage du portugais. Un « glotocide » s'ensuit où la plupart des mille cinq cents langues indigènes disparaissent. Le pays de 210 millions d'habitants a toutefois reconnu celles qui subsistent dans sa Constitution de 1988. L'Argentine, qui n'a pas connu d'arrivée massive d'esclaves africains à l'époque moderne et où la part de population indigène est très faible, se vante d'être le premier pays blanc au sud du Río Grande.

Ces liens entre Européens et Sud-Américains ne sont pas qu'historiques. Si l'Amérique latine fait aujourd'hui une place aux langues indigènes, elle continue d'employer massivement les langues européennes (portugais, espagnol, anglais, français et même néerlandais au Suriname). L'Espagne, par son influence dans le sous-continent (dix-neuf États sont hispanophones, soit plus de 400 millions d'habitants), donne le *la* dans les relations de l'UE avec lui. De même, les liens de l'Angleterre avec ses anciennes colonies du Pacifique sont très forts (c'est aux Samoa qu'a été organisé le sommet du Commonwealth en 2024 et Charles III a effectué à Sydney sa première visite officielle la même année). Selon le mot d'Oscar Wilde, les États-Unis et l'Angleterre sont « séparés par un idiome commun ». Au-delà de la langue, la religion est un autre vecteur d'influence de l'Europe,

héritage de l'expansion coloniale. Le catholicisme a son siège à Rome, même si le pape François était d'origine argentine. Les Églises protestantes ont pris leur essor dans le nord de l'Europe et conservent des liens privilégiés avec les communautés des autres continents. Le roi d'Angleterre est ainsi le chef de l'Église anglicane, dont les 90 millions de membres se retrouvent dans plus de cent soixante pays.

Enfin, l'Europe est le foyer du multilatéralisme. La première organisation internationale, la Commission centrale pour la navigation du Rhin, y est née au lendemain du congrès de Vienne en 1815. D'autres se constituent en Suisse à la fin du XIXe siècle, comme l'Union internationale des télécommunications. Les Pays-Bas ne sont pas en reste : La Haye abrite la Cour permanente d'arbitrage puis la première Cour internationale de justice (et aujourd'hui la Cour pénale internationale). À Genève est créée la Société des Nations (SDN) en 1919. Vienne accueille de son côté des institutions de l'ONU. Cette influence diplomatique perdure. Pour voter à l'Assemblée générale des Nations unies, les pays européens sont réunis dans un « groupe régional » depuis le début des années 1960. À New York, qui a remplacé Genève comme siège du multilatéralisme après 1945, l'Europe est toujours divisée, les États de l'ancien bloc soviétique votant au sein du groupe de l'Europe orientale (GEO, vingt-trois États). Le groupe des États d'Europe occidentale et autres (GEOA) réunit vingt-huit États, dont vingt-quatre États d'Europe de l'Ouest, mais il va bien au-delà : il intègre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, les États-Unis, le Saint-Siège (ces deux derniers étant observateurs), la Turquie, qui participe également aux travaux du groupe Asie et… Israël, expulsé du groupe asiatique.

Un continent à la population hétérogène et vieillissante

Peuples et patries

L'Europe de 1914

La diversité ethnique et linguistique

« J'ai vu dans ma vie des Français, des Italiens, des Russes ; je sais même, grâce à Montesquieu, qu'on peut être persan ; mais quant à l'homme je déclare ne l'avoir rencontré de ma vie ; s'il existe, c'est bien à mon insu », écrivait plaisamment Joseph de Maistre dans sa critique des grands principes de la Révolution[11]. Le célèbre théoricien du conservatisme réactionnaire voulait montrer, par contraste avec l'aspect éthéré des déclarations de 1789 sur les droits de l'homme, la variété des peuples qu'il avait rencontrés, étant piémontais de naissance, français de culture et russe par son émigration à Saint-Pétersbourg. Son mot révèle en creux un trait ancien du Vieux Continent : sa population est caractérisée par une grande hétérogénéité. Est-elle plus grande que dans les autres parties du monde ? C'est ce qui peut se plaider s'agissant de l'Amérique où la colonisation a répandu les langues espagnole, portugaise, anglaise ou française, unifiant les cultures. Même constat s'agissant de l'Afrique malgré la présence de très nombreuses langues vernaculaires. En Asie, l'usage du russe au nord, le poids de la Chine, avec plus d'un milliard de locuteurs du mandarin, le principal idiome chinois, celui du hindi ou de l'arabe, dessine de vastes aires plus ou moins unifiées. L'Europe apparaît en revanche beaucoup plus divisée sur le plan linguistique : les grandes familles des langues germaniques, latines ou slaves se

subdivisent en groupes plus réduits. Le latin, par exemple, parlé par la moitié occidentale de l'Empire romain, a donné l'italien, l'espagnol, le portugais, le français, le roumain, mais aussi un grand nombre de langues aujourd'hui minoritaires, comme le catalan, le valencien, l'occitan (dans le Midi de la France ou dans le val d'Aran, en Espagne) ou le romanche (parlé en Suisse).

Même diversité sur le plan religieux. Après la christianisation de l'Europe, qui se termine au Moyen Âge avec la conversion des Baltes, le temps des divisions commence. Le refus des Églises orientales d'obéir à l'évêque de Rome, proclamé pape, provoque le schisme orthodoxe de 1054. D'autres mouvements religieux n'ont pas connu un succès comparable, comme l'hérésie cathare, une croyance dualiste qui sera éradiquée au XIIIe siècle. En revanche, la Réforme au XVIe siècle entraîne la conversion d'une large partie du nord de l'Europe aux diverses formes du protestantisme. Mais l'Europe abrite aussi des communautés juives ou musulmanes. Les juifs sont présents sur le continent depuis l'Antiquité, où leur présence est attestée en Gaule et en Italie. Ce sont ces communautés que Paul évangélise au Ier siècle après J.-C.[12]. Les musulmans arrivent d'abord par l'Espagne puis, après le reflux de la première expansion de l'islam, c'est la conquête ottomane au XVIe siècle qui va convertir de nombreux Européens, la Sublime Porte dominant le Caucase, le sud de l'Ukraine et les Balkans jusqu'à, dans ce dernier cas, la veille de la Première Guerre mondiale. Certaines parties de l'Europe sont de ce fait de véritables mosaïques ethniques et religieuses. Le Caucase par exemple est une zone de contact entre le christianisme, orthodoxe en Géorgie ou en Russie, mais monophysite chez les Arméniens, et l'islam, tant sunnite (Caucase du Nord) que chiite chez les Azéris[13]. La région, surnommée la « montagne des langues » par les géographes arabes, abrite également près de quarante communautés linguistiques différentes, parfois issues de groupes plus larges (par exemple l'azéri, qui est cousin du turc), parfois propres à la région (les Avars, qui forment la majeure partie de la région russe du Daghestan[14]).

Pendant le Moyen Âge et l'époque moderne, ces différences ont eu moins d'importance que les liens féodaux qui étaient au cœur des rapports sociaux. Il est ainsi erroné de présenter la croisade des Albigeois, qui met fin au catharisme, comme un affrontement entre Français et Occitans, de même qu'il est anachronique de dépeindre la guerre de Cent Ans comme une lutte de deux idiomes : les rois d'Angleterre parlaient français et le Parlement londonien n'a choisi de débattre en anglais qu'en 1363.

L'essor des nationalités

À partir du XVIIIe siècle, le romantisme répand en Europe le goût des singularités et chaque groupe national connaît alors un essor

nationaliste. Souvent sous l'impulsion des élites érudites se constituent alors des « communautés imaginaires » qui, dans le sillage de la Révolution française, vont propager le mouvement des nationalités dans une Europe encore féodale[15]. Entre mille exemples, la petite nation slovène, jusque-là dominée par la culture allemande et le pouvoir autrichien, voit ainsi France Prešeren devenir son premier grand poète moderne. Quelques siècles après l'Europe, elle prend ainsi conscience d'elle-même.

Les Balkans sont par excellence, avec l'idée d'excès à laquelle invite l'homophonie, la région où ce mouvement des nationalités a produit les effets les plus profonds. Poudrière de l'Europe depuis la fin du XIXe siècle, cette péninsule européenne a peut-être comme étymologie le turc *bal*, « miel », et *kan*, « sang », un mélange détonnant entre religions et cultures. Cette diversité a eu des conséquences nombreuses sur un plan gastronomique (invention de la macédoine de légumes dans la cuisine française entre le XVIIIe et le XIXe siècle) mais surtout géopolitique. Au début du XXe siècle, l'Empire ottoman, mal réformé par le mouvement des Jeunes-Turcs, fait face à l'expansion de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, empires eux-mêmes travaillés par des nationalités contestataires.

Dirigée depuis Vienne par une dynastie catholique, l'Autriche-Hongrie a tenté d'apaiser les Hongrois en créant une double monarchie en 1867. Plutôt que de se lancer dans la colonisation extra-européenne, elle cherche ensuite dans l'expansion balkanique un dérivatif à ses tensions internes[16]. Profitant de la faiblesse de l'Empire ottoman, elle occupe la Bosnie-Herzégovine en 1878 et l'annexe au début du XXe siècle, ce qui augmentera d'ailleurs le nombre de ses sujets non germanophones et tendra ses relations avec la Russie dont le champion local, la petite monarchie serbe, avait lui aussi des vues sur la Bosnie.

Les Autrichiens, qui veulent apaiser les tensions nationales, se montrent assez ouverts aux multiples revendications des Slaves. En 1868, ils autorisent les noms de rue à Prague à être désignés par leurs noms allemand et tchèque. En 1905, Vienne accepte de dresser à France Prešeren (mort d'une cirrhose, sans doute liée à son alcoolisme, en 1849) une statue à Laibach, devenu Ljubljana, l'actuelle capitale de la Slovénie. Dans les cercles du pouvoir de la *k. und k.*[17], l'idée circule qu'une transformation de l'empire en fédération multinationale serait une solution. L'héritier François-Ferdinand a même épousé une Tchèque, de manière morganatique il est vrai, car Sophie Chotek est une aristocrate mais n'appartient pas à une famille régnante[18]. Si les Slaves sont réticents, d'autres peuples y sont favorables, comme les Musulmans de Bosnie, inquiets de l'irrédentisme serbe.

L'idée d'un « printemps des peuples » balkaniques a fait long feu.

L'assassinat du couple impérial en 1914 à Sarajevo a provoqué la Première Guerre mondiale et condamné l'Autriche-Hongrie que Clemenceau après la guerre, hostile aux puissances catholiques, ne voulut pas sauver. D'une certaine manière, c'est l'héritage austro-hongrois qui est également à l'origine de la Seconde Guerre mondiale. D'une part, Hitler était d'origine autrichienne et il avait malheureusement manqué une carrière de peintre à Vienne (l'Académie des beaux-arts conserve, mais n'expose pas, certains de ses tableaux). D'autre part, l'Anschluss et la question des Sudètes sont le produit direct de la disparition de la double monarchie qui n'a pas permis de régler les questions liées aux minorités allemandes des États successeurs de l'empire.

Le souvenir de l'Autriche-Hongrie

L'héritage de l'Autriche-Hongrie et la question des nationalités pèsent encore lourd dans les mentalités européennes. La double monarchie hante les mentalités de l'Europe centrale, émiettée par sa disparition. L'Autriche-Hongrie serait aujourd'hui le premier pays européen par la taille (676 000 km^2), derrière la Russie mais devant l'Ukraine ou la France. Les membres de la famille des Habsbourg sont un constant rappel de ce qui aurait pu être. Otto de Habsbourg-Lorraine, qui fut député européen, disait plaisamment quand on l'interrogeait sur les compétitions de football : « Autriche-Hongrie ? Mais contre qui ? » De ce passé tumultueux, il reste un grand nombre de questions nationales encore à fleur de peau. Parmi elles, on peut citer la postérité du traité de Trianon en Hongrie, pays pour lequel le hameau de la Reine évoque la même humiliation que la bataille de la Berezina en France, et la présence de minorités magyares en Slovaquie, en Ukraine (dans ce qui fut la Ruthénie subcarpatique) ou encore dans la Transylvanie roumaine (minorités hongroises et sicules, qui disposent de leur propre parti). Cette réalité explique en partie les positions prorusses de Viktor Orbán dans la guerre en Ukraine ou bien les choix politiques de la Slovaquie et de la Roumanie, deux États hostiles à toute tentative de sécession : ainsi, ils n'ont pas reconnu le Kosovo après sa proclamation unilatérale d'indépendance en 2008.

Il demeure également la conviction, ancrée chez nombre de dirigeants européens, qu'il faut à tout prix éviter le retour des guerres balkaniques. C'est cette conviction qui a présidé, dans les années 1990, aux interventions occidentales en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo ou, dans une moindre mesure, en Macédoine. Après le déploiement de troupes, l'arrivée d'experts et des transferts de fonds sont venus soutenir l'européanisation des Balkans. Mais la hantise suprême est bien le délitement de l'Union européenne, qui a débuté avec le Brexit en 2016 et se poursuit aujourd'hui, à grand renfort de néologismes, sous l'influence de programmes eurosceptiques de

nombre de mouvements d'extrême droite, que ce soit en France (le « Frexit »), aux Pays-Bas (le « Nexit ») ou en Roumanie (le « Robrexit »[19]). Derrière cette possible fragmentation, les observateurs voient le spectre de la balkanisation de l'Europe.

Certains auteurs font d'ailleurs un parallèle entre la construction européenne et le fonctionnement de l'Autriche-Hongrie. Caroline de Gruyter rappelle ainsi que les Habsbourg ont cherché à unifier leur empire en créant un marché commun, soumis à des normes juridiques, comme le fait le tribunal de l'UE, la Cour de justice de l'UE (CJUE), tout en imposant des règles sanitaires strictes à l'extérieur de leurs frontières[20]. La journaliste néerlandaise montre aussi que, comme ils parlaient une langue d'origine finno-ougrienne, complexe et sans rapport avec les autres groupes de langues slaves, germaniques ou latines, les Hongrois y avaient une place particulière. Autre similitude avec la période actuelle, ils se considéraient comme des victimes, cultivant l'image de gardiens des principes de l'empire, dont ils grippaient souvent la prise de décision. Vienne, comme Bruxelles aujourd'hui, pratiquait le *fortwursteln* (« se débrouiller »), la capacité à avancer cahin-caha. L'héritage austro-hongrois continue de peser sur les esprits et d'y exercer une saine influence. À l'exception des dirigeants conservateurs britanniques, héritiers d'une tradition différente sur laquelle nous reviendrons, les élites européennes continentales ne semblent toutefois pas vouloir reproduire avec l'UE les décisions funestes qui ont mené à la fin de l'Autriche-Hongrie. Il est vrai aussi que l'Europe se préoccupe aujourd'hui moins de sa diversité venue du passé que des changements de sa démographie.

Familles, je vous hais

On le sait : *demography is destiny*. Or, la population du continent, historiquement diverse, est uniformément en déclin. L'Europe est actuellement peuplée d'environ 750 millions de personnes. Pendant des siècles, la démographie européenne a été assez identique à celle des autres continents. La fécondité y était importante, comme la mortalité infantile. Les familles n'avaient par conséquent qu'une descendance limitée. À l'époque moderne, l'Europe invente ce que l'on appellera bien plus tard la « transition démographique ». Les progrès de l'économie, joints à ceux de la médecine, diminuent le nombre d'enfants qui meurent en bas âge. Les Européens n'en réduisent pas pour autant leurs habitudes de natalité et la croissance naturelle s'envole.

Issu d'un milieu de musiciens animés d'une intense foi luthérienne, Jean-Sébastien Bach, né en 1685 et mort en 1750 à Leipzig, est assez

représentatif de cette nouvelle réalité démographique qui voit le continent distancer les autres parties de la planète. La population du Saint Empire romain germanique, où vit le célèbre organiste et qui est le plus peuplé des États européens de l'époque moderne, va fortement augmenter durant cette période. Bach se marie deux fois et il aura vingt enfants au total, sept de Maria Barbara, qui meurt à 36 ans, et treize de sa seconde épouse, Anna Magdalena Wilcke. Dix meurent à la naissance ou en bas âge, mais dix survivent (et quatre deviendront à leur tour compositeurs). Cet essor démographique se constate dans tous les pays européens, même si le Bassin parisien, en France, voit dès la fin du siècle des Lumières le modèle de la famille à deux enfants se généraliser sous la double influence du recul de la pratique catholique, minée par la critique des philosophes, et de l'adoption croissante du modèle bourgeois, dans lequel la réduction de la descendance permet de préserver le capital hérité. Ailleurs en Europe, les familles sont nombreuses. Ainsi le Royaume-Uni, peuplé de sept millions d'habitants en 1750, en abritait plus de quarante millions à la veille de la Première Guerre mondiale[21]. Reflet de ce dynamisme, et des conquêtes coloniales consécutives aux Grandes Découvertes, l'émigration européenne s'envole. À la fin du XVII^e siècle, le quaker William Penn, dont les disciples prétendent « trembler » (*to quake*) en présence de Dieu, se voit concéder un territoire par le roi d'Angleterre, désireux de voir les sectes protestantes quitter les îles Britanniques. Il y fonde Philadelphie, une ville fondée sur « l'amour des frères », et un État, la Pennsylvanie (« forêt de Penn »), qui accueille toutes les minorités persécutées dans l'ancien monde. Les Églises anabaptistes et germanophones, amish et autres mennonites, chassées du Saint Empire, s'y implantent. On dit ainsi plaisamment à l'époque que les habitants des États-Unis sont des Allemands qui parlent anglais. Au total, pendant le XIX^e siècle, l'Europe a envoyé près de cent millions de personnes à travers l'Atlantique.

Aujourd'hui, le tableau des populations européennes est radicalement différent. Le niveau de santé général a continué de progresser : un Français peut espérer vivre 45 ans en 1900, 74 ans en 2000 et 80 ans en 2025. Mais les habitudes de natalité se sont adaptées à la réalité d'une mortalité infantile en plein recul. Se conformant au modèle de la transition démographique, la descendance des familles s'est partout réduite. Certes, après la guerre – et même légèrement avant, peut-être pour éviter la mobilisation –, un essor des naissances a été constaté dans de nombreux pays européens, c'est le fameux baby-boom. Mais celui-ci n'a duré qu'une trentaine d'années et le nombre de naissances a reculé à partir du milieu des années 1970. La croissance naturelle de l'Europe est désormais faible et la taille des familles européennes se réduit.

Ce recul de la démographie européenne s'est produit au moment où le reste du monde était en pleine transition démographique, profitant des progrès médicaux diffusés par la modernité. Si le mouvement se ralentit partout, voire s'inverse dans le cas de l'Asie, la dynamique du Sud reste forte : les États du Sahel ont un taux de fécondité de 6, soit près de trois fois le seuil de renouvellement des générations. Les familles y ressemblent, dans leur descendance, à celle de Jean-Sébastien Bach. En conséquence, l'Europe est devenue un « nain démographique », moins peuplée que l'Asie (quatre milliards d'habitants), l'Afrique (un milliard et demi) ou l'Amérique (un milliard). Le Vieux Continent, dont la taille est réduite, conserve toutefois de fortes densités, notamment dans certaines régions de l'Ouest comme les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne ou le nord de l'Italie (la « banane bleue » des géographes).

Dans le détail, les pays européens appartiennent à trois groupes démographiques distincts. Le premier, plutôt situé en Europe de l'Ouest, est formé d'États dont la population continue d'augmenter grâce aux migrations. L'Allemagne, héritière du Saint Empire et géant démographique de l'UE avec 85 millions d'habitants, a une faible fécondité (1,46 enfant par femme). Si elle recevait déjà Turcs et Yougoslaves arrivés après-guerre, elle est devenue un pays d'immigration depuis la fin des années 2000, à l'inverse de la France qui accueille des immigrants depuis longtemps, à travers plusieurs vagues successives. Cette évolution en Allemagne coïncide avec des besoins en main-d'œuvre nés de la pénurie démographique. La population allemande a ainsi augmenté de 1,7 million de personnes entre 2000 et 2020. Sans l'arrivée de nouveaux immigrés, elle aurait diminué de plus de 5 millions de personnes. De même, la population italienne a augmenté de 2,7 millions de personnes sur la même période, mais aurait, sans apport extérieur, diminué de 1,6 million de personnes. L'Espagne a un taux de fécondité très bas (1,12), mais le pays va atteindre les 50 millions d'habitants grâce à l'immigration, notamment latino-américaine : plus de 9 millions de personnes, soit 19 % des habitants, sont nées à l'étranger.

Le deuxième groupe de pays concerne les pays d'Europe centrale et orientale, qui ont historiquement souffert d'un faible dynamisme démographique pendant deux générations sous le communisme. Par la suite, ces pays ont vu leur population qualifiée fuir vers les pays les plus riches de l'UE lors de leur adhésion. Cela a entraîné une diminution de la population dans des pays comme la Hongrie ou la Slovaquie. Un pays comme la Moldavie a perdu le quart de sa population depuis son indépendance en 1990. Le cas de la République tchèque est intéressant : sa démographie la rapproche des anciens « pays frères » du bloc soviétique. Mais, bien située à proximité de

l'Allemagne, locomotive économique de l'UE, elle a reçu une immigration importante qui représente aujourd'hui 10 % des 10 millions de Tchèques. Les nationalités les plus nombreuses sont les Slovaques, les Ukrainiens (depuis le début de la guerre en 2022) et – cas particulier en Europe de l'Est où les populations non européennes sont rares – les Vietnamiens, au nom des liens tissés entre États communistes pendant la guerre froide.

Enfin, le troisième groupe de pays européens est le plus dynamique. Il inclut la France, l'Irlande et le Royaume-Uni. Ces trois pays, dont les deux premiers sont de tradition catholique, avec un biais culturel en faveur des familles nombreuses, s'étaient jusqu'à présent mieux adaptés que d'autres à la situation démographique de l'Europe contemporaine. Leur dynamisme a tendance à s'émousser comme le montrent les exemples français (1,79 enfant par femme), irlandais (1,70) ou anglais (1,57). Ils conservent une fécondité plus élevée que la moyenne européenne, toutefois inférieure au seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme). Leur destin les voue à rejoindre le premier groupe, avec une population qui n'augmentera plus que sous l'effet positif des migrations : en France, chaque jour, 1 800 enfants naissent et deux mille personnes dépassent 60 ans. Seuls de rares territoires européens, comme le Kosovo, un des États les plus pauvres d'Europe, à majorité musulmane, avec un taux de 2,2, ou les îles Féroé, une dépendance du Danemark aux longues nuits polaires, avec un taux de 2,05, font suffisamment d'enfants pour assurer ce renouvellement.

L'Europe n'est pas le seul continent confronté à cet « hiver démographique ». L'Asie du Nord-Est (Corée du Sud, Japon, Chine) est dans une situation identique. De manière générale, le monde développé ne fait plus suffisamment d'enfants : la moitié des États de la planète ont des taux de fertilité inférieurs au seuil de 2,1. La Corée du Sud est le pays du monde avec la plus faible natalité (0,72 enfant par femme). En 1970, un million d'enfants sud-coréens naissaient, pour 230 000 en 2024. Au Japon, le nombre de naissances n'a jamais été aussi faible depuis que le pays a commencé à tenir une telle statistique, en 1899. Dans une Chine minée par la politique de l'enfant unique (1980-2016), l'indice de fécondité est tombé à 1,09. Le pays a perdu deux millions d'habitants en 2023, passant derrière l'Inde. Selon les Nations unies, la population chinoise devrait diminuer de deux cents millions de personnes d'ici à 2050 et chuter de moitié en 2100 par rapport à son niveau actuel[22]. L'amusante chanson de Jacques Dutronc devrait redevenir d'actualité[23]. Notons qu'en Asie, les sociétés vieillissent mais ne s'ouvrent pas. Elles placent leurs espoirs dans la technologie et le Japon a d'ambitieux programmes de fabrication de robots. Elles sont encore caractérisées par une forte homogénéité

ethnique. À l'exception des Coréens, l'archipel nippon n'abrite aucune diaspora importante. De même, la Chine n'accueille aucune immigration importante : il y a plus de Chinois en Afrique que d'Africains en Chine. Par contraste, l'Europe de l'Ouest, comme l'Amérique du Nord, recourt aux apports extérieurs à travers l'immigration. En réalité, il n'est guère de solution au problème épineux de la démographie qui ne soit une combinaison de réponses. L'immigration, qui est presque consubstantielle à la géographie même du Vieux Continent, proche de l'Asie et surtout d'une Afrique à la natalité très forte, en fera évidemment partie. Mais la relance de la natalité européenne est sans doute aussi nécessaire, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit facile. En Allemagne, géant démographique à la natalité en berne, le gouvernement tente de favoriser les naissances, mais les obstacles culturels sont réels : libéré du communisme il y a trois décennies (la RDA avait d'ailleurs une législation très libérale sur l'avortement), le pays se méfie des incursions de l'État dans les choix individuels. Par ailleurs, le souvenir du passé nazi, et de son programme de naissances d'enfants « aryens », freine le recours aux crèches. Marqué par le conservatisme religieux, le modèle familial dominant valorise l'éducation des enfants par les mères, ce qui freine la natalité des jeunes femmes désireuses de mener une carrière professionnelle. La mère qui ne s'occupe pas de sa progéniture en bas âge reste souvent la *Rabenmutter*, la « mère corbeau ».

Terminons sur un exemple extrême. Le seul État européen, et même mondial, à ne pouvoir s'appuyer sur sa croissance naturelle pour élargir sa population est le Vatican. L'Église catholique reste opposée à l'interruption volontaire de grossesse et favorable aux politiques familiales, mais en même temps le pape François (1936-2025) insistait régulièrement sur l'importance de l'accueil des migrants. En pratique, la très grande majorité du millier d'habitants de la cité pontificale est constituée de citoyens temporaires possédant, dans cet État théocratique, une citoyenneté accordée par le pape pour la durée de leurs fonctions au service de l'Église catholique. Ils sont donc tous, par nature, binationaux. La seule croissance naturelle vient du contingent des gardes suisses, dont la vingtaine d'enfants réside dans l'enceinte du Saint-Siège. Face à l'échec des politiques natalistes, le « modèle démographique » du Vatican pourrait se répandre dans l'Europe entière, privilégiant la migration comme seul vecteur de croissance.

Les enjeux migratoires

Migrations du passé

Étant donné sa situation péninsulaire, l'Europe a été le réceptacle de

grandes migrations venues d'Afrique puis d'Asie. Si l'on remonte très loin dans l'histoire de l'humanité, et au vu des récentes découvertes en matière d'ADN, il semble que le continent européen ait d'abord accueilli de premiers groupes humains il y a un million et demi d'années. Les plus anciens fossiles ont été trouvés dans l'actuelle Espagne et en Bulgarie. Vers −700 000, ce peuplement, encore mystérieux, est renouvelé par l'arrivée de l'homme de Heidelberg, un tailleur de pierre prolifique qui, outre l'Allemagne, a laissé des traces en France sur le site méridional de Tautavel[24] et en Grèce. En réalité, reflet de la diversité des temps paléolithiques (de la « pierre ancienne ») en Europe, *Homo heidelbergensis* coexistait avec d'autres espèces appartenant toutes au genre *Homo*. L'une de ces branches a évolué pour donner le fameux homme de Neandertal, qui dans sa forme définitive est constitué autour de −100 000. Il ne s'agit pas d'une population uniquement européenne : la répartition aujourd'hui connue des néandertaliens couvre l'Europe du Sud-Ouest, de l'Angleterre au Caucase, mais également le Moyen-Orient et le centre de l'Asie. Plus lourd, plus robuste, plus trapu, mais doté d'un cerveau plus petit que celui d'*Homo sapiens*, le néandertalien est toutefois bien adapté au climat froid qui caractérise le Vieux Continent durant la période glaciaire.

Le peuplement actuel de l'Europe résulte en fait, selon les découvertes récentes de la génétique, de l'arrivée de plusieurs grands groupes d'*Homo sapiens*[25]. Il y a soixante mille ans environ, un premier groupe aurait quitté l'Afrique et séjourné au Moyen-Orient pendant quinze mille ans avant de pénétrer en Europe. Les personnes de ce groupe, tout au plus quelques milliers d'individus, auraient eu la peau sombre et les yeux clairs. Remontant le Danube depuis la mer Noire, elles mènent une vie de chasseurs-cueilleurs et se mêlent aux Néandertaliens qui disparaissent vers – 40 000, dans des conditions mystérieuses et peut-être dramatiques[26]. Ceux-ci laissent un héritage génétique aux Européens d'aujourd'hui : 2 % du génome moyen en Europe, mais aucune trace en Afrique. Vers −15 000, alors que le climat se réchauffe, les hommes migrent plus loin vers le nord de l'Europe, améliorent leur technique de taille de la pierre – on parle de mésolithique (« pierre du milieu ») – et se regroupent en petits villages où ils pratiquent la chasse et la pêche. On a longtemps pensé que ces populations avaient adopté l'agriculture inventée au Moyen-Orient. Mais les découvertes génétiques montrent que la révolution néolithique (« pierre nouvelle ») – l'invention de l'agriculture, de l'élevage, de la poterie – a été propagée par un second groupe de nouveaux venus, des migrants d'Anatolie ayant à leur tour remonté le Danube et colonisé les îles de la Méditerranée. La peau claire, les yeux sombres, ils ont coexisté, sans se mélanger, avec les chasseurs locaux

du premier groupe.

Avec le début de l'histoire et de l'Antiquité, le tableau ethnographique de l'Europe se complique encore. Reflet de sa proximité avec l'Asie, l'Europe reçoit des migrants dont les vagues viennent généralement de l'est par les grandes plaines de l'Europe centrale, et déferlent jusqu'à buter sur l'océan Atlantique. Les populations néolithiques originelles voient ainsi arriver les Celtes, des îles Britanniques (Gaéliques) jusqu'au nord de l'Italie (Ligures) ou à l'Espagne (Ibères), en passant par la France actuelle (Gaulois). Puis la colonisation grecque (Sicile) précède la création d'un vaste Empire romain qui est la première unification politique du sud de l'Europe. La transformation culturelle est profonde (expansion du latin à l'ouest, christianisation).

En 476, la fin de l'Empire romain d'Occident, après presque mille ans d'existence, s'accompagne des invasions barbares : venues de l'Allemagne actuelle, les populations germaniques franchissent le Rhin et se répandent dans la Bretagne romaine (Angles et Saxons, provoquant le départ des Celtes vers l'actuelle péninsule bretonne), le nord de l'Italie (Lombards) ou la Gaule (Francs). Ailleurs, Ostrogoths en Italie, Wisigoths en Espagne, Suèves au Portugal, Vandales en Afrique du Nord, leur implantation sera vite oubliée. Ces mouvements migratoires, dont l'effectif n'est guère considérable, sont à l'origine de mutations politiques durables : les Francs de Clovis, convertis au christianisme, forment le noyau de la France actuelle. À l'est de l'Europe, l'Empire romain d'Orient – hellénophone – se maintient jusqu'au milieu du XVe siècle. Il recule dans les Balkans, où déferlent les populations slaves : Bulgares, Serbes, Croates, Slovènes et, plus au nord, Russes, Ukrainiens, Tchèques, Polonais et autres Slovaques. Les Russes voisinent avec des groupes moins nombreux, Lapons, Finnois et Baltes. Du centre de la Sibérie, les Magyars arrivent au Moyen Âge, se taillant un vaste royaume autour du Danube. Puis les peuples turcophones effectuent à leur tour leur mouvement vers l'ouest. Ils viennent eux aussi du centre de l'Asie, le mythique Touran, près de la Mongolie, et pénètrent par la Turquie actuelle, repoussant les Grecs, et le nord de la mer Noire, où subsistent aujourd'hui les minorités de Tatars en Crimée, en Roumanie ou en Moldavie (les Gagaouzes, turcophones mais chrétiens).

À cette grande vague de peuplement est-ouest, il faut ajouter d'autres mouvements. Venus du Proche-Orient et d'Afrique : les Arabes envahissent l'Espagne et le sud de l'Italie ; chassés au moment de la Reconquista, ils laisseront des traces multiples dans l'architecture, la toponymie ou la langue espagnole, notamment le son guttural qu'est la *jota*. Les Scandinaves quittent leurs terres nordiques pour se répandre vers le sud : on les retrouve en Normandie, où le

traité de Saint-Clair-sur-Epte leur confère un duché, en Sicile où ils chassent les Arabes et se taillent un royaume, dans les terres slaves où ils fondent une principauté, Kiev, appelée à devenir la Russie puis l'Ukraine actuelle.

Migrations d'aujourd'hui

Ces multiples déplacements de population n'ont en soi rien d'original : on les retrouve en Afrique, où les Bantous sont descendus vers le sud du continent, repoussant les Pygmées et les Hottentots, ou dans la plaine centrale de la Birmanie, avec l'arrivée des Bamas. Mais, étant à l'origine de la diversité ethnique et religieuse du Vieux Continent, ils se poursuivent aujourd'hui. Pour l'essentiel, les migrations actuelles viennent du sud vers le nord. Pour des raisons diverses – proximité culturelle née de la colonisation, pauvreté ou instabilité des États de départ –, les foyers de migration principaux sont l'Asie et l'Afrique. Sans passé colonial important, l'Allemagne a ainsi accueilli de nombreux Turcs (*Gastarbeiter*, « travailleurs invités ») et autres Balkaniques. Héritage de l'empire, l'Angleterre reçoit majoritairement des populations venues des Antilles (*West Indies*), d'Afrique et du sous-continent indien. La France est davantage tournée vers l'Afrique, comme l'Espagne (avec une importante veine sud-américaine : quatre millions, contre un million de Marocains) et désormais l'Italie. Comparés aux migrations du passé, ces mouvements se distinguent par leur importance et leur rapidité. La Suède, longtemps pays d'émigration, notamment vers l'Amérique, comptait, en 1970, 2 % de personnes nées à l'étranger. Aujourd'hui, ce taux atteint 24 %, soit 9 % de plus qu'aux États-Unis, pays traditionnellement très ouvert aux migrants. Seule l'Europe de l'Est reste pour l'heure en marge de ces flux migratoires, si l'on excepte l'arrivée de nombreux Ukrainiens.

Au total, en 2024, les migrations ont accru de quatre millions la population de l'UE (sept millions d'entrées, pour près de trois millions de départs). Ce nombre est le plus élevé depuis 2013 (il était alors de moins de deux millions). Il faut noter que 90 % des entrées dans l'UE sont légales. Un million de demandes d'asile ont été formulées (150 000 en 1980). En fin de compte, 27 millions d'étrangers résident dans l'UE, soit 6 % de la population de 450 millions d'habitants. Si l'on intègre les naturalisations, ce sont 42 millions de personnes qui sont nées hors de l'UE, soit 9 % de la population. À noter que certains États européens, hors UE, présentent des taux plus élevés encore : 30 % pour la Suisse, 20 % pour l'Islande, 16 % pour la Norvège. Les travailleurs étrangers représentent 11 millions de personnes, soit 6 % du total[27]. Ces migrations ne vont pas s'arrêter, compte tenu des besoins de l'économie et des forts écarts de revenu entre l'Europe et ses voisins. Le pouvoir d'achat d'un Éthiopien équivaut à 5 % de celui

d'un Européen. Agrégeant les sondages Gallup, un économiste américain a calculé que 1,1 milliard de personnes répondent oui, dont 41 % des 15-24 ans, à la question de savoir si la migration les tente[28]. L'Afrique, en particulier, est prise dans le piège de Malthus : ses 5 % de croissance économique annuelle ne suffisent pas à augmenter le train de vie de sa population en pleine croissance. Il y avait 300 millions d'Africains en 1960, pour 1,5 milliard aujourd'hui ; les Africains seront 2,5 milliards en 2050 et 3,8 milliards en 2100.

Le débat sur les effets de ces migrations est très vif en Europe, comme dans d'autres parties du monde qui connaissent ce phénomène (Amérique du Nord, pays d'Afrique comme l'Afrique du Sud). Bien qu'elles n'aient pas le caractère politique des migrations du passé, les Barbares étant entrés dans l'Empire romain avec une structure hiérarchique et des armes, elles suscitent des craintes de nature culturelle (accroissement de l'hétérogénéité ethnique et religieuse, peur du « grand remplacement » par des populations non européennes et musulmanes, difficulté à définir la « culture dominante » – *Leitkultur*[29]) et dopent les résultats de l'extrême droite dans l'ensemble des pays européens, y compris ceux qui ne sont pas, ou peu, concernés par les flux.

Sur un plan social, les observateurs considèrent que les migrations ont des effets positifs (jeunesse, diversité culturelle) et plus négatifs (délinquance, tensions culturelles). L'intégration est réelle comme le montre l'exemple de la Grande-Bretagne : le maire de Londres est d'origine pakistanaise et Rishi Sunak, un hindouiste dont les parents sont venus d'Ouganda, est devenu Premier ministre ; le Parti conservateur est dirigé depuis 2024 par Kemi Badenoch, une Anglaise d'origine nigériane née à Wimbledon. Néanmoins, il faut souligner que les changements démographiques à l'œuvre sont sans précédent par leur ampleur, leur rapidité et leur nature, notamment leur origine extra-européenne et la forte prégnance de l'islam : ainsi, en 2024, le prénom le plus donné parmi les nouveau-nés britanniques est… Mohammed. Sur un plan économique, le consensus des experts est que la migration contribue à la croissance en augmentant le nombre de travailleurs et la diversité de leurs qualifications[30]. Un exemple classique est celui des clubs de football ethniques : composés au départ de ressortissants d'un groupe donné, ils s'ouvrent au fil des ans pour recruter les meilleurs éléments. En l'absence d'une relance de la natalité européenne[31], les migrations peuvent également contribuer à réduire le déficit de travailleurs dans l'UE : avec le vieillissement de la population, il manque un million de personnes chaque année sur le marché du travail européen. Mais, dans la grande compétition de la géopolitique mondiale, l'apport du travail ne suffira pas : il faut maintenant examiner la contribution du capital, c'est-à-dire l'état de

l'économie européenne.

Berceau de la révolution industrielle, l'Europe lutte pour garder son rang

Une terre généreuse

L'Europe est depuis la révolution néolithique un riche continent agricole. Sur la Méditerranée, la triade blé/oliviers/vigne s'est développée dès l'Antiquité puis répandue avec l'expansion grecque et romaine. Les Romains auraient ainsi implanté en Gaule la culture de la vigne. Les pays méditerranéens restent aujourd'hui des géants de la viticulture (l'UE représente 40 % de la production mondiale de raisin, 60 % de la production de vin, 60 % des exportations de vin et 48 %… de la consommation). L'UE produit également 70 % des olives et 80 % de l'huile d'olive dans le monde. Plus au nord, la production de céréales et l'élevage dominent le monde agricole. À l'est, la grande céréaliculture fait de l'Europe orientale un exportateur majeur. L'Europe produit surtout des céréales (l'UE est le troisième producteur mondial), des fruits et légumes (deuxième producteur mondial), des pommes de terre (la seule véritable « culture stratégique », dirait un géopoliticien). Le blé représente la moitié des céréales cultivées en Europe. L'UE possède le premier cheptel du monde. On compte 75 millions de bovins et 134 millions de porcs dans les vingt-sept pays européens. Si l'élevage laitier existe (l'UE représente un quart de la production mondiale de lait et, si elle se place derrière l'Inde pour la production de beurre, elle fabrique une variété de fromages sans équivalent dans le reste du monde[32]), la plupart des bêtes élevées en Europe sont destinées à l'abattage.

L'UE est une grande puissance agricole[33]. En 2025, la production agricole représente 500 milliards d'euros, avec une contribution majeure de la France (17 % du total). L'agriculture représente 40 % du territoire de l'UE. On compte 9 millions de fermes, dont 3 millions dans la seule Roumanie. Le secteur agricole emploie 20 millions de travailleurs, soit 4 % de l'emploi (20 % en Roumanie, 1 % en Allemagne). L'agriculture européenne a été la première se moderniser avec la révolution agricole au XVIIIe siècle. Cette modernisation se poursuit aujourd'hui sous l'impulsion des États et de l'UE qui, dès 1962, avec la politique agricole commune (PAC), a mis en place un système de subventions aux exploitations (un quart du budget de l'UE, soit 50 milliards par an) et des droits de douane élevés. La France en

est le principal bénéficiaire (9 milliards d'aides chaque année). L'Europe possède également un riche sous-sol. À l'époque contemporaine, l'Angleterre a dominé la production de charbon, combustible indispensable à la première révolution industrielle. L'Allemagne et la France ont exploité leurs propres gisements (Lorraine, Ruhr). La Pologne demeure un producteur majeur (leader européen, 45 % de ses besoins énergétiques). Sur le plan énergétique, les pays riverains de la mer du Nord disposent de ressources dont la Norvège est la principale exploitante. D'autres régions productrices jouent un rôle mineur (pétrole en Roumanie). On trouve aussi du gaz aux Pays-Bas (région de Groningue).

Globalement, ces richesses sont moins exploitées aujourd'hui. La marche de l'économie et le choix du libre-échange ont tourné les pays européens vers les services et l'industrie, au détriment du secteur primaire ; l'agriculture représente 1,7 % du PIB, l'industrie 23 %, les services 65 %. Nombre de mines, devenues trop chères à exploiter, ont fermé après la crise pétrolière de 1973. Le monde agricole s'est modernisé, l'emploi agricole a fortement reculé et, si l'Europe reste productrice, c'est au prix d'un système protectionniste assez généreux. Le secteur agricole devrait encore se réduire : un tiers des chefs d'exploitation ont plus de 65 ans en 2025. Ce déclin du secteur agricole et minier a été compensé par une plus grande ouverture internationale et des importations massives. L'Europe est un importateur majeur en matière agricole, minière et énergétique de produits venant de pays à bas coûts. Il est à noter que ces flux commerciaux sont apparus peu après la fin des empires coloniaux. Si, contrairement à ce qu'affirme la vulgate marxiste et anti-impérialiste, ces empires n'ont jamais été vraiment profitables aux métropoles[34], si la demande coloniale a toujours été réduite, en matière d'offre, le tableau était un peu différent. Les empires coloniaux donnaient à l'Europe un accès privilégié à certaines ressources. Avec l'Algérie, perdue en 1962, la France commandait un vaste bassin pétrolier et gazier. Les choix qui ont été opérés par les Européens apparaissent rationnels sur le plan de l'efficacité économique dans un marché mondialisé où les principaux pays producteurs sont les États-Unis, l'Australie, la Chine et l'Amérique du Sud. Certains facteurs nouveaux pourraient les remettre en cause et favoriser une moindre dépendance aux importations. Le changement climatique accélère la transition énergétique, initiée par les États consommateurs de ressources, vers davantage de sobriété et d'énergies renouvelables. Des risques croissants pèsent sur la fiabilité, la durabilité et la diversité des chaînes d'approvisionnement. Ces nouveautés devraient encourager les Européens à réduire leurs dépendances et donc à diversifier leurs stratégies d'accès, sans doute au prix d'une moindre efficacité dans

l'affectation des ressources. La disponibilité des ressources minières est notamment une source d'inquiétude. « *No metal, no transition* » : cuivre, cobalt, lithium et graphite sont indispensables à la fabrication des batteries électriques, des panneaux solaires ou des éoliennes. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime ainsi que d'ici à 2050 les projets actuels de développement minier ne permettront de couvrir que 70 % des besoins en cuivre. En 2023, la Commission européenne a adopté un plan visant à garantir à l'UE l'accès à ces matières essentielles. Une liste de seize métaux et minerais critiques a été établie dans laquelle la contribution européenne doit augmenter : 10 % pour l'extraction, 40 % pour la transformation, 15 % pour le recyclage. Mais la question du financement de ce plan et de l'adoption d'une stratégie de sécurisation des importations venues des pays producteurs se pose, tout comme celle de la réouverture de sites européens.

Sur fond de guerre commerciale déclenchée par Donald Trump en 2025 (10 % de droits de douane pour l'ensemble de la planète) et de découplage sino-américain, la politisation croissante des échanges est un autre obstacle au fonctionnement optimal du commerce international[35]. De nouveaux concurrents apparaissent. La croissance économique spectaculaire de la Chine, grâce à une stratégie énergétique de temps long qui lui a permis de compenser d'importantes fragilités dans ce domaine et de capter ressources et technologies, en a fait le premier importateur mondial d'énergie depuis 2008. La « russification » du marché mondial du blé est utilisée comme un moyen de pression géopolitique par Moscou. Enfin, l'indépendance énergétique des États-Unis, obtenue par une politique volontariste (premier producteur de gaz naturel liquéfié dans le monde), interroge les Européens sur le choix qu'ils ont fait de renoncer au gaz et au pétrole de schiste.

Une riche économie

Grâce aux innovations de l'époque moderne, l'Europe a accumulé les richesses depuis plusieurs siècles[36]. En 1850, la Grande-Bretagne, foyer de l'expansion coloniale puis de la première révolution industrielle, représente la moitié de la production industrielle mondiale. Dépassée par les États-Unis en 1873, elle décline ensuite lentement alors que l'Europe du Nord s'industrialise à son tour. Les deux guerres mondiales ont provoqué un recul de la production européenne, tué des millions de travailleurs et détruit une énorme quantité de capital. Mais la reconstruction de l'après-guerre puis l'expansion économique des « Trente Glorieuses » (Jean Fourastié) ont

permis un retour de l'Europe au premier rang. Au cœur du continent, longtemps terre pauvre et foyer de migrations, l'économie allemande s'est développée rapidement à la fin du XIXe siècle autour de la seconde révolution industrielle (Daimler aurait inventé le moteur à explosion) et d'une production de qualité (le « *Made in Germany* », une appellation imposée par les Britanniques comme mesure protectionniste, devenant *in fine* un atout pour l'exportation). Affaiblie par la Première Guerre mondiale, ruinée par la Seconde (comme en témoigne le film de Rossellini, *Allemagne année zéro*), elle connaît ensuite un « miracle » économique et se trouve au second rang mondial en 1968. Elle reste aujourd'hui la plus riche économie européenne (un quart du PIB de l'UE).

Reflet de ce prestigieux héritage économique, l'Europe demeure le plus riche des continents. Les autres parties du monde font souvent coexister les richesses et la pauvreté. L'Afrique est formée d'États pour la plupart très pauvres – la majorité des États appartenant à la catégorie des pays les moins avancés (PMA) est africaine – mais çà et là, de l'île Maurice à l'Afrique du Sud, quelques noyaux de développement existent. Reste que 40 % de la population des États africains au sud du Sahara est pauvre au sens de l'ONU (moins de 1,25 dollar par jour). Le contraste avec l'Europe est saisissant : il existe un écart de 1 à 10 entre le PIB par habitant du Maroc (3 000 dollars par an) et celui de l'Espagne. En Asie, la croissance économique a été fulgurante depuis la fin de la guerre froide, en grande partie du fait de la Chine. La Corée du Sud, un État plus pauvre que le Liberia en 1950, est aujourd'hui une des économies les plus avancées, intégrant même le club restreint des États qui, au sein de l'OCDE, distribuent de l'aide aux pays les plus pauvres. Mais au cœur du continent asiatique, l'Afghanistan des talibans demeure un pays misérable (revenu par habitant d'environ 400 dollars par an). Enfin, l'Amérique voit coexister la première puissance économique mondiale, les États-Unis, et Haïti, un des pays les plus pauvres de la planète.

Rien de tel en Europe, où le PIB par habitant s'établit à 43 000 dollars (60 000 en parité de pouvoir d'achat, ou PPA). Bien sûr, certains États européens, à l'ouest du continent, présentent des niveaux de richesse bien supérieurs aux autres (le Luxembourg a un PIB par habitant en PPA de 150 000 dollars, quatre fois supérieur à celui de la Bulgarie). Certes, hors de la « banane bleue » reliant les Pays-Bas au nord de l'Italie, les régions européennes ne sont pas toutes aussi riches que certains Länder allemands. Il va enfin de soi que l'Europe du Sud, moins touchée par la révolution industrielle au XIXe siècle, et l'Europe de l'Est, marquée par l'héritage communiste, semblent en retard en matière de revenu par habitant et constituent

d'ailleurs des foyers de migration. Mais, comparé aux autres continents, le paysage est ici très homogène : l'ensemble des États européens est à classer dans la catégorie des États à revenu intermédiaire. À l'échelle de l'histoire, jamais les peuples européens n'ont été aussi prospères[37]. Les Européens vivent dans les sociétés les plus égalitaires de la planète. Avec un coefficient de Gini de 29, l'UE a un degré d'inégalité de revenu moindre que celui du reste du monde. Cette prospérité générale explique d'ailleurs une partie de la radicalisation des électorats : les électeurs remontent la pyramide de Maslow et se divisent sur des questions morales qui dépassent les enjeux matériels[38].

À l'accumulation des richesses, il faut ajouter la douceur de la vie. En 1960, en France, 38 % des logements n'ont pas l'eau courante, 73 % ne disposent pas de toilettes privées, 90 % n'ont pas de salle de bains. Rien de tel aujourd'hui où le confort s'est généralisé. Même constat s'agissant de la santé. Depuis 1945, l'État-providence s'est répandu en Europe avec sa médecine gratuite : on est passé du *warfare* au *welfare*. Le niveau de santé des Européens n'a jamais été aussi bon : entre 1960 (70 ans) et aujourd'hui (82 ans), la population française a gagné douze ans d'espérance de vie. Par contraste, selon l'OMS, un Africain peut espérer vivre 61 ans et un sur deux n'a pas accès aux services de santé essentiels. En 2025, l'Afrique subsaharienne compte 2,3 médecins pour 10 000 habitants, contre 40 en Europe.

En somme, tout va plutôt bien pour le Vieux Continent : les pays de l'UE ayant le troisième PIB mondial (15 %), l'Europe apparaît comme un des trois pôles de ce que l'on appelle parfois « la triade ». Elle dispose d'une industrie puissante, aux produits variés et très en avance. Elle est l'objet de nombreux investissements internationaux. À quelques exceptions près (Andorre, Biélorussie, Vatican), les pays européens appartiennent tous à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis sa création en 1994 ; celle-ci est d'ailleurs basée à Genève. Le marché européen est ouvert comme jamais dans l'histoire et l'on y trouve une variété de produits sans égale ; l'UE représente 15 % du commerce international. Les grands désordres monétaires appartiennent au passé : l'hyperinflation allemande des années 1920 n'a laissé de traces que dans les esprits outre-Rhin, rétifs à la création monétaire excessive. Les monnaies européennes – l'euro, la livre sterling, le franc suisse – sont jugées stables et recherchées par les épargnants. L'euro, la monnaie de l'UE en circulation depuis 2000 et utilisée par vingt États sur vingt-sept (plus six États dont l'euro est la monnaie officielle ou *de facto*[39]), est la seconde monnaie de commerce et de réserve au monde. Sur le plan financier, l'Europe possède un vrai poids : les paiements interbancaires utilisent tous les services de l'entreprise belge Swift[40].

Sur la route de la servitude ?

Pourtant, *trouble in paradise*, tout n'est pas si rose dans l'économie européenne, avec des effets profonds sur la géopolitique du continent. L'Europe souffre de maux divers, tout aussi bien identifiés qu'ils paraissent difficiles à résoudre. On prête au général MacArthur un mot fameux : « L'histoire des défaites peut se résumer en deux mots : trop tard. » L'Europe sait depuis longtemps ce qu'il lui faut changer. Outre sa démographie déclinante, elle est moins innovante que d'autres régions. Ses États-providence sont généreux mais mal financés (les vingt-sept États de l'UE ont 88 % de dette par rapport au PIB en 2024, dette alimentée par un déficit moyen de 4,7 % du PIB). Sa croissance est faible par rapport à celle de l'Asie ou des États-Unis. L'Europe souhaite s'adapter et trouver sa place dans la compétition mondiale du XXIe siècle. Mais elle ne veut pas abandonner certaines des politiques qui font son originalité : un modèle social généreux au nom de la lutte contre les inégalités et, au nom de la défense de l'environnement, des politiques écologiques ambitieuses. L'UE a adopté un programme de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre qui porte ses fruits : grâce au remplacement du charbon par du gaz et des énergies renouvelables, elle a réduit ses émissions de 4 % en 2024, là où les États-Unis ne les ont diminuées que de 0,6 % et où l'Inde les a augmentées de 4,6 % (8,2 % en 2023). Il est vrai que l'Inde n'émet que 2,1 tonnes par habitant, contre 5,6 pour un Européen et 14,4 pour un Américain.

Toutefois, ces engagements ont un coût pour l'économie européenne, et le secteur automobile est symptomatique de ces difficultés. Pendant un siècle et demi, il a été un des moteurs de la croissance européenne jusqu'à représenter aujourd'hui 8 % du PIB et 13 millions d'emplois. Toutefois, dans la période récente, on assiste à un transfert de la production vers la Chine (30 % des voitures neuves, 60 % des voitures électriques). Son propre marché est jeune (30 ans à l'achat, contre 56 ans dans l'UE). Une voiture est développée en Chine en un peu plus d'un an, contre quatre en Europe. Les voitures européennes sont 50 % plus chères, du fait d'un coût du travail plus élevé (40 %) et d'une énergie deux fois plus coûteuse, du poids de la réglementation (un quart de la R&D de Renault y est consacré). En 2030, le *software* représentera 40 % de la valeur d'une voiture[41].

Un autre exemple est celui de l'intelligence artificielle, la technologie qui devrait révolutionner le XXIe siècle. Or, les Européens semblent en retard dans le développement de ce secteur. Un dirigeant l'explique ainsi : « L'intelligence artificielle est un match entre la Chine et les États-Unis dans lequel l'Europe a un rôle d'arbitre. » Or, ajoute-t-il, être un arbitre comporte deux défauts : aucune des deux

équipes ne vous porte dans son cœur et vous ne pouvez pas gagner le match. Les déboires de l'IA en Europe révèlent en creux la faiblesse de l'innovation dans l'économie européenne, qui se renouvelle moins vite que celle de son partenaire américain. Un chiffre à ce sujet est éclairant : en 2005, aux États-Unis, les cinq sociétés ayant déposé le plus de brevets étaient Procter & Gamble, 3M, General Electric, DuPont et Qualcomm, c'est-à-dire de l'électricité, de la chimie, des télécoms. On trouvait à peu près le même classement en Europe avec Siemens, Bosch, Ericsson, Philips et BASF. Mais, vingt ans plus tard, alors que la nature de l'activité des sociétés européennes n'a guère bougé (Bosch, Ericsson, Philips, BASF, Bayer sont toujours en haut de la liste), le classement américain s'est entièrement renouvelé. Les cinq groupes les plus créatifs sont Microsoft, Apple, Google, IBM et Qualcomm. Le numérique a renouvelé le capitalisme américain sans que l'Europe connaisse la même révolution. En 2025, la Bourse américaine représente 70 % de la capitalisation mondiale, contre 40 % en 2010. Wall Street est revenu au niveau qui était le sien en 1970, avant que les émergents ne prennent leur essor. Ce dynamisme est porté par les nouvelles technologies, représentées par les « sept magnifiques », sept sociétés dont la capitalisation est supérieure à l'ensemble des Bourses européennes : Alphabet (Google), Apple, Amazon, Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp), Microsoft, Nvidia et Tesla.

Nihil novi : l'idée qu'il faut faire de l'UE une zone de croissance était déjà au cœur de la stratégie de Lisbonne, un ensemble de réformes proposées en 2000 et visant à faire du continent « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » d'ici à… 2010. Les dirigeants de l'UE tentent aujourd'hui de relancer le projet. Ils ont confié à Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) et du Conseil italien, la rédaction d'un rapport en 2024 qui a mis en lumière les obstacles actuels qui entravent la compétitivité européenne : manque de compétences dans les technologies stratégiques et faible capacité d'innovation, prix de l'énergie élevés. L'Italien insiste sur l'urgence de la situation pour faire face à la concurrence internationale, mentionnant clairement la Chine de Xi Jinping et les États-Unis de Donald Trump.

Le sursaut est possible : avec les réformes libérales de l'agenda 2010, le chancelier Schröder, pourtant social-démocrate, avait réussi à transformer l'économie allemande. D'homme malade de l'Europe elle était devenue la première exportatrice mondiale. Un consensus existe aujourd'hui en Europe sur l'excès de réglementations. Pour pasticher Maurice Druon, l'Europe dite « libérale » serait paradoxalement aux ordres d'un « cadavre », un système de type socialiste[42]. On pourrait résumer le problème ainsi : « Les Chinois

innovent plus vite que nous ; les Américains investissent plus que nous ; nous réglementons plus que tout le monde. » La Commission européenne voudrait donc proposer d'alléger les contraintes réglementaires, au détriment des avancées sociales ou du pacte vert. Pas si simple : la transition énergétique est aussi un vecteur de croissance et d'indépendance[43]. Les importations européennes de gaz en provenance de la Russie s'élèvent toujours à près de 15 %, contre plus de 40 % avant le début de la guerre en Ukraine. À court terme, l'Europe a remplacé les hydrocarbures russes par d'autres fournisseurs sur le marché mondial, à un coût considérable. À long terme, le développement des énergies renouvelables renforcera l'indépendance énergétique de l'Europe. Si l'UE ne possède pas de vastes réserves de pétrole et de gaz, elle dispose d'un fort potentiel de production d'énergies renouvelables abordables, telles que le solaire et l'éolien. Ces énergies représentaient déjà 22 % de la consommation énergétique de l'Europe en 2023. Si l'UE parvient à atteindre son objectif de 45 % d'ici à 2030, elle renforcera considérablement sa capacité à faire face aux futures crises géopolitiques. Une autre piste serait de réduire le prix de l'énergie en Europe en allégeant les exigences en matière de décarbonation ou en achetant davantage de gaz américain, à l'heure où la guerre en Ukraine empêche une reprise des achats à la Russie (achats qui pourraient néanmoins reprendre à l'avenir).

La relance du nucléaire est également une piste d'avenir. Treize États de l'UE possèdent à eux seuls une centaine de centrales et l'énergie nucléaire représente un quart du bilan énergétique des Vingt-Sept. La France est bien positionnée : elle possède 60 % du parc nucléaire de l'UE, le second au monde. Elle pousse en faveur de cette énergie qui permettrait à l'Europe d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, mais elle se heurte aux réticences de certains États comme l'Allemagne, qui a renoncé à l'énergie nucléaire au lendemain de l'accident de Fukushima en 2011[44]. Il serait aussi envisageable d'investir dans le numérique ou dans les nouvelles technologies pour combler un retard que le rapport Draghi évalue à 800 milliards d'euros par an, une somme considérable, difficile à réunir sans un endettement commun. Mais cette dernière option se heurte cette fois aux réticences des États « frugaux » du nord de l'Europe (Allemagne, Danemark, Suède, Autriche, Pays-Bas, pays Baltes), qui rechignent à creuser des déficits déjà importants. Ces derniers préfèrent favoriser les investissements du secteur privé à travers l'union des marchés de capitaux, qui pourrait arriver en 2026. Une dernière option serait de relancer les négociations d'accords de libre-échange avec les autres États. Certains succès ont été enregistrés, comme l'accord commercial avec le Canada, qui contient des clauses miroirs, permettant d'exiger

du partenaire la réciprocité en matière environnementale et sanitaire. À l'heure où les États-Unis de Donald Trump font le choix du protectionnisme, c'est un moyen pour l'UE de faire progresser les échanges, d'attirer les investissements, tout en élevant les exigences écologiques et de santé publique. Mais l'opposition d'États partenaires à ce qu'ils perçoivent comme une sorte de colonialisme vert, voire tout simplement comme une forme de protectionnisme, rend la signature de tels accords difficiles (l'UE taxe ainsi à 10 % les importations de véhicules américains). Les négociations entre l'UE et les pays d'Amérique latine regroupés dans le Mercosur (Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay) en sont un bon exemple : certains États européens les appuient, comme l'Allemagne soucieuse de trouver des débouchés commerciaux pour son industrie, l'Espagne, dont la relation avec la « Sud-Amérique » est le poumon diplomatique, ou bien les États baltes ; d'autres au contraire les rejettent, comme la Pologne ou la France, arc-boutées sur la défense de leur agriculture.

Néanmoins, si le constat économique semble clair, la solution est politique, ou plutôt géopolitique. L'Europe n'est plus seulement une « expression géographique », comme le disait Metternich de l'Italie au XIX^e^ siècle dont, en dirigeant conservateur de l'Autriche, il refusait l'unité. Mais elle n'est pas encore un État qui aurait la capacité d'impulser des réformes et de prendre des positions tranchées sur la scène internationale. « Unité dans la diversité » : le slogan de l'UE n'a jamais été aussi vrai, surtout dans son second terme. Les divisions de l'Europe, héritage de son histoire, pèsent encore lourd dans la géopolitique du Vieux Continent et dans sa capacité à jouer un rôle de premier plan dans les affaires du monde.

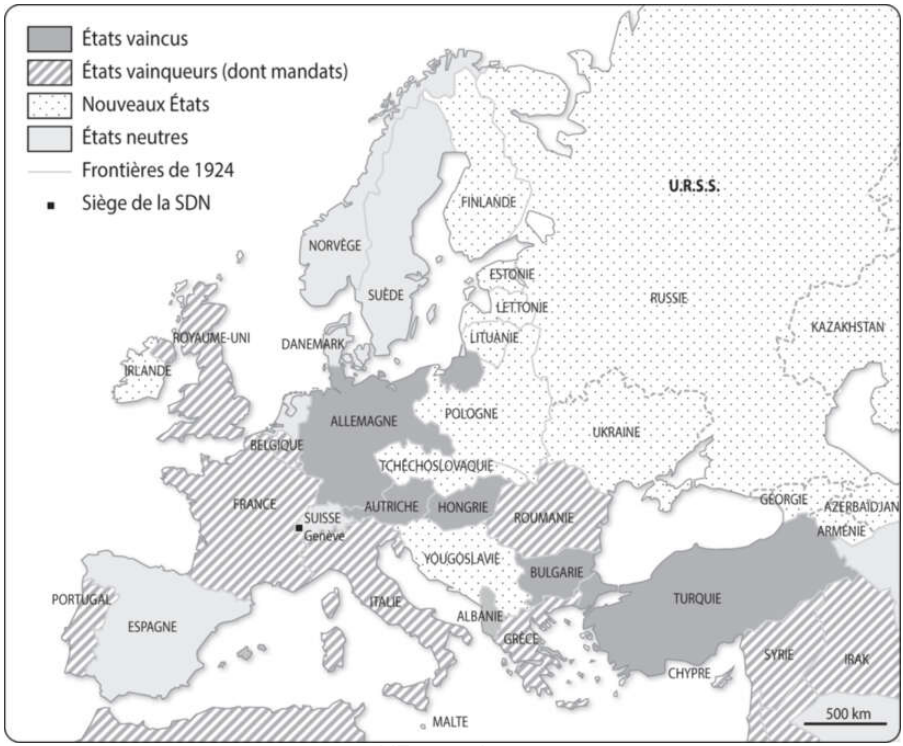
2

Politique de l'Europe

La géopolitique de l'Europe est le reflet de ses divisions : affrontements entre nationalités depuis le XIXe siècle, affrontements entre idéologies au XXe siècle. Pour sortir de ces crises, qui ont causé deux guerres mondiales, l'Europe a tenté de créer une unité, dont l'UE est la forme la plus aboutie, même si nombre de pays européens n'en font pas partie. Mais, sur le chemin de la puissance, l'UE se heurte à un obstacle majeur : celui de sa sécurité. Construite sur les bases de la paix et du libre commerce, elle doit aujourd'hui se poser des questions nouvelles sur sa puissance militaire, sur ses alliances, principalement l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), et enfin sur l'avenir de ses États neutres.

Européens, trop européens

Empires et nationalités



L'Europe de 1924

L'exemple irlandais

L'Europe à la fin du XIXe siècle est composée d'États peu nombreux et, à l'exception de la France et de la Suisse, généralement monarchiques. Ces puissances, à l'instar de l'Autriche-Hongrie, sont des États multiethniques, fragilisés par l'héritage de la Révolution française et le mouvement des nationalités. La géopolitique du XXIe siècle s'explique en grande partie par l'héritage, non soldé, de ces querelles nationales. L'exemple de l'Irlande, émancipée de l'Empire britannique, en constitue une bonne illustration[1]. Voici un peu plus d'un siècle, le 6 décembre 1921, l'Irlande accédait à son indépendance. Indépendance mais pas unité : six comtés, sur les trente-deux que compte l'île, demeuraient sous souveraineté britannique. Aux yeux des Irlandais, la réintégration de la partie britannique de l'Ulster devrait réparer une injustice historique. Depuis le système des plantations du XVIIe siècle, l'Irlande a fait l'objet d'une véritable colonisation avec l'arrivée de protestants, la généralisation de l'anglais et la domination d'une oligarchie foncière, l'*Ascendancy*. C'est cette injustice qu'ont prétendu combattre, souvent par la violence, les nationalistes irlandais du XIXe siècle. Après l'échec de l'insurrection de Pâques (1916), Londres leur a offert l'indépendance mais en gardant l'Irlande du Nord. Le traité de 1921, en créant l'État libre d'Irlande, a divisé le mouvement nationaliste. Si la majorité a

accepté le compromis avec Londres, une minorité l'a condamné au nom de l'unité de l'île. Il en est résulté une sanglante guerre civile, gagnée par les partisans du traité. Cette guerre n'est pas tout à fait de l'histoire ancienne. Elle structure la vie politique irlandaise, assez différente des standards européens car dominée par deux partis à l'idéologie plastique. Le Fine Gael, plutôt libéral, était le parti des vainqueurs de la guerre civile. Le Fianna Fáil, conservateur, a été fondé par les vaincus.

Quant à l'Irlande du Nord, dominée par les protestants (formant les deux tiers de sa population en 1921), elle a connu une histoire tragique au XXe siècle. Mal intégrée, la minorité catholique a basculé dans la violence à la fin des années 1960. L'affrontement de l'*Irish Republican Army* (IRA), qui se veut l'héritière des insurgés de 1916, et de l'armée britannique a causé 3 500 morts. La période, pudiquement appelée des « Troubles », a duré trente ans. L'accord du Vendredi Saint, en 1998, a désarmé forces catholiques et protestantes, instaurant une autonomie de la région et un partage du pouvoir local (le Stormont). Mais le traité de 1921 pourrait devenir obsolète. D'après le recensement de 2021, les catholiques sont maintenant plus nombreux que les protestants (45,7 %, contre 43,5 %). Si la natalité des deux communautés est aujourd'hui proche (et faible), pendant longtemps les familles catholiques furent plus prolifiques. Dans une scène célèbre du *Sens de la vie* (1983), les Monty Python font dire à un protestant, qui regarde une interminable procession d'enfants d'une famille catholique : « C'est insupportable, ils ont un enfant chaque fois qu'ils ont un rapport. » À quoi son épouse, assise avec son seul enfant, lui répond : « Mais n'est-ce pas le cas pour nous aussi ? » La dynamique politique du camp nationaliste est aujourd'hui réelle. Le Sinn Féin (« nous-mêmes »), parti le plus radical, présent au nord comme au sud, obtient de bons résultats en Irlande du Sud, le « *free state* » selon le vocable des Irlandais catholiques, mais également en Ulster où il concurrence le Parti unioniste démocrate, le DUP, principal parti protestant en Irlande du Nord. Son essor reflète le déclin du DUP, dont le conservatisme (rejet de l'avortement comme du mariage homosexuel), inspiré par l'Église presbytérienne, a troublé l'électorat modéré. Enfin, le Brexit de 2016 a joué un rôle : le DUP, qui rejette l'idée d'une frontière douanière entre l'Ulster et l'Angleterre, prévue par le divorce avec l'UE, ne siège plus au Stormont.

La dernière évolution majeure est celle de l'Irlande elle-même[2]. Membre de l'UE depuis 1973, elle y est restée. Ayant attiré les grands groupes internationaux par sa fiscalité (le siège de la filiale européenne de Google est à Dublin), elle est désormais plus riche que l'Irlande du Nord. Autorisation de l'avortement, du mariage

homosexuel, déclin de la pratique religieuse : elle n'est plus la forteresse catholique qui faisait dire, voilà un siècle, aux adversaires de son autonomie, que le gouvernement local que revendiquaient les Irlandais, le *home rule*, était surtout le *Rome rule*. Pourtant, les partisans de l'unification de l'Irlande ne doivent pas oublier les obstacles importants qui continuent de se dresser sur leur route. Comme l'a montré l'échec du référendum écossais de 2014, le changement peut faire peur aux électeurs nord-irlandais. Rester dans le Royaume-Uni n'est pas sans avantages. L'Irlande du Nord profite du généreux système social britannique (le *National Health Service*, NHS) et Londres accorde chaque année au gouvernement local plusieurs milliards de livres de subventions. En Irlande même, le soutien à la réunification est massif et consensuel. Mais les bons résultats du Sinn Féin ne doivent pas faire illusion : ses électeurs sont plus intéressés par les promesses de dépenses sociales, qui le placent à l'extrême gauche du spectre politique, que par son discours sur l'Irlande du Nord. Seuls 40 % des Irlandais seraient d'ailleurs prêts à payer pour la réunification de l'île. Enfin, la question de la minorité protestante continue de se poser. L'expérience de la partition de 1921, comme celle du Donbass ukrainien dans un autre contexte, montre la difficulté d'intégrer des communautés réticentes dans un ensemble national. Or, dans la géographie des villes et des comtés de l'Ulster, les protestants forment des groupes distincts, aux maisons proprettes décorées de l'Union Jack. Certains de leurs éléments, proches des anciens groupes paramilitaires, ont déjà fait savoir qu'ils refuseraient par la violence une entrée dans l'Irlande.

L'unification est-elle donc pour demain ? Du côté de Dublin, la réunification ne fait l'objet d'aucun plan établi et précis. Parmi les mesures débattues en Irlande, certaines pourraient viser à rassurer les protestants nord-irlandais. Sont évoqués une modification du drapeau tricolore (pourtant consensuel : le vert catholique coexistant avec l'orange protestant, un blanc pacificateur les séparant), la garantie d'un particularisme juridique, voire d'une autonomie de l'Irlande du Nord, enfin un éventuel retour de l'Irlande dans le Commonwealth. Un siècle après le traité de 1921, la réunification de l'Irlande n'est donc pas complètement inimaginable. L'un des chefs nationalistes ayant accepté le traité, Michael Collins, qui sera tué par ses adversaires pendant la guerre civile, avait résumé le problème par une boutade. Lors de la passation des pouvoirs entre le vice-roi d'Irlande et les nouvelles autorités, comme le représentant du gouvernement britannique se plaignait des sept minutes de retard de Collins, l'Irlandais répondit : « Vous pouvez bien attendre sept minutes puisque, pour notre part, nous avons attendu sept siècles. »

Bon nombre d'États européens pourraient aujourd'hui reprendre les mots de Michael Collins. En Belgique, Flamands et Wallons coexistent difficilement. En Espagne, Basques et Catalans revendiquent qui une large autonomie, qui une indépendance complète. En Italie, venu de la partition, au Moyen Âge, entre l'influence germanique (gibelins) et celle du pape (guelfes), le fossé entre le Nord et le Mezzogiorno reste profond et le gouvernement Meloni, sous l'influence de la Ligue, parti au départ régionaliste, a voté une loi sur l'autonomie différenciée des régions qui pourrait faire évoluer la péninsule vers un système fédéral.

En Europe centrale, l'héritage impérial qui a le plus pesé sur l'histoire est celui de l'Autriche-Hongrie. C'est le refus des nationalistes serbes d'une évolution décentralisatrice de l'empire qui est à l'origine de l'assassinat de François-Ferdinand et du déclenchement de la guerre en 1914. On a beaucoup glosé sur les causes profondes du conflit. Mais, de la même manière que Clemenceau avait raison de rappeler que ce n'est pas « la Belgique qui a envahi l'Allemagne », le rôle du nationalisme serbe ne doit pas être minimisé dans ce qui allait devenir le « suicide de l'Europe ». Les conséquences de la fin de l'Autriche-Hongrie, décidée par le traité de Saint-Germain, ont été très lourdes. Aucune grande puissance centre-européenne ne venait désormais contrebalancer le poids de l'Allemagne qui, malgré les pertes de la guerre, était très important. Le refus de l'union de la petite Autriche avec la nouvelle république de Weimar a préparé le terrain de l'Anschluss en 1938. De même, l'existence d'une minorité germanophone, les Sudètes, dans la République tchécoslovaque, est à l'origine des revendications exprimées par l'Allemagne nazie lors de la conférence de Munich, en septembre 1938, qui prélude au déclenchement du second conflit mondial.

En Europe orientale, l'affrontement des empires et des nationalités est toujours actif[3]. La Russie était, au XIXe siècle, une « prison des peuples » que fuyaient les minorités opprimées, au premier chef les juifs. Avec la Première Guerre mondiale et la paix de Brest-Litovsk face à l'Empire allemand, la Russie perd de nombreux territoires : les Finlandais et les Baltes accèdent à l'indépendance, Moldaves et Ruthènes sont intégrés dans des États nouveaux, les Biélorusses, les Ukrainiens, les peuples du Caucase ou d'Asie centrale luttent pour leur souveraineté, mais ils sont finalement intégrés dans la nouvelle URSS[4]. La glaciation soviétique a contenu les revendications nationales mais sans les faire disparaître. À la fin des années 1980, le déclin de l'Union soviétique rouvre ces vieux contentieux historiques et, en 1991, la dissolution de l'Union soviétique laisse la place à quinze nouveaux États indépendants, dont onze en Europe. À la Russie, État successeur de l'URSS, il faut ajouter les trois républiques baltes, la Biélorussie, la

Moldavie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans l'espace européen, auxquels s'ajoutent les cinq républiques d'Asie centrale. Le territoire anciennement soviétique est le dernier en Europe à être traversé de conflits militaires. Dans le Caucase, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés au sujet d'une région sous la souveraineté de Bakou mais peuplée d'Arméniens, le Haut-Karabakh. Après une victoire initiale qui a permis à Erevan de chasser les Azéris de plusieurs régions et la proclamation d'un État indépendant, le Haut-Karabakh a été reconquis par les Azéris en 2020 et 2023.

En Géorgie, une guerre civile a opposé le gouvernement central aux minorités adjare, abkhaze et ossète au début des années 1990, sur fond de nationalisme local mais aussi de manipulation par Moscou de ces tensions internes dans un État que la Russie voulait garder sous son influence. En 2008, Tbilissi a rattaché l'Adjarie autonome à son territoire mais pour voir ses tentatives vers les deux autres républiques sécessionnistes défaites par une intervention militaire de la Russie, qui a ensuite reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

En Moldavie, historiquement peuplée de roumanophones, la Russie a soutenu sa minorité russophone dans un bref conflit en 1990 qui a débouché sur la création d'une république sécessionniste en Transnistrie. Si les combats ont cessé, la Transnistrie est un obstacle à l'évolution vers l'ouest de la Moldavie. Moscou favorise par ailleurs dans cet État très pauvre les revendications des autres minorités locales, notamment les Gagaouzes, une population orthodoxe mais de langue turcique[5].

Enfin, l'Ukraine, devenue indépendante en 1991, a hésité pendant plusieurs décennies entre un rapprochement avec la Russie et l'intégration aux États d'Europe de l'Ouest. La Russie appuyait les populations russophones, notamment à l'est du pays, tandis que le nationalisme ukrainien, et l'usage de la langue ukrainienne, était plus présent dans la partie occidentale, en Galicie, qui faisait partie de l'Autriche-Hongrie jusqu'en 1918 puis de la Pologne jusqu'en 1945. En 2014, le renversement du gouvernement prorusse par des manifestants favorables au rapprochement avec l'UE a provoqué l'intervention de Moscou, d'abord pour annexer la Crimée, ensuite pour fomenter une insurrection dans le Donbass.

En 2022, la Russie s'est lancée dans une invasion à grande échelle de l'Ukraine dans le but de renverser les autorités locales. Si elle n'est pas parvenue à atteindre Kiev, elle a étendu sa zone d'influence à l'est et proclamé l'annexion des territoires qu'elle occupe (oblasts de Donetsk, Kherson, Louhansk et Zaporijjia). Beaucoup d'observateurs voient dans ce conflit à grande échelle (1 200 kilomètres de front) un affrontement entre le nationalisme ukrainien et l'impérialisme russe,

Vladimir Poutine voulant restaurer une forme de « grande Russie ». Mais il est également possible d'y lire une guerre entre idéologies, la Russie contestant le libéralisme occidental alors que l'Ukraine compte sur le soutien du « camp des démocraties ».

Libéraux et marxistes

L'Europe des nationalités

Le débat sur la question ukrainienne nous rappelle qu'il existe une autre manière d'expliquer l'histoire de l'Europe à partir du XIXe siècle. Dans cette lecture plus axée sur les idées que sur les peuples, l'héritage de la Révolution française est celui du libéralisme et surtout du socialisme[6]. L'idéologie n'est pas absente de l'histoire ancienne de l'Europe. On peut ainsi considérer, en lisant le récit de *La Guerre du Péloponnèse* par Thucydide, que l'affrontement d'Athènes et de Sparte fut autant une rivalité entre cités, dont la Grèce fut si prodigue, qu'une *stasis* au sein même des cités, entre les partisans de la démocratie et ceux de l'oligarchie.

Le Moyen Âge a bien davantage insisté sur les affrontements entre souverains et les querelles religieuses que sur l'idéologie en tant que telle. À l'époque moderne, avec l'apparition de la Réforme, politique et religion se mêlent. Les Provinces-Unies au XVIIe siècle, la Grande-Bretagne postérieure à la *Glorious Revolution* de 1685, sont autant des forteresses protestantes que des régimes protolibéraux opposés à l'absolutisme français, lequel mêle volonté de puissance d'un État français alors le plus peuplé d'Europe occidentale et promotion d'un modèle catholique et centralisateur.

Avec la révolution américaine, et plus encore la Révolution française, l'idéologie fait son entrée dans la géopolitique européenne. « Paix aux chaumières, guerre aux châteaux » : les révolutionnaires français veulent transformer l'ordre européen, renverser les monarchies, propager l'idée républicaine. L'aventure impériale reprend les idéaux de la Révolution, mais pour les mettre au service des ambitions de la famille Bonaparte, dont les rejetons peuplent les trônes d'Europe. En 1815, le congrès de Vienne entend revenir à la situation d'avant 1789, en affirmant le droit des souverains contre celui des peuples.

La géopolitique de la première moitié du XIXe siècle repose sur ce dualisme entre États soutenant l'ordre ancien, notamment la Sainte-Alliance, qui prévoit une intervention dans les régimes menacés de révolution, et libéraux reprenant les idées françaises[7]. Après l'Espagne dans les années 1820, deux cycles révolutionnaires, les printemps des peuples, se déclenchent en 1830, avec l'arrivée aux affaires de Louis-

Philippe puis en 1848, et la proclamation de la IIe République et du Second Empire. Allemands et Italiens s'agitent pour constituer des États à la fois nationaux et républicains. Mais ils se heurtent à Vienne où Metternich refuse une unité allemande qui menacerait l'Autriche. En 1858, le comte de Hübner, ambassadeur d'Autriche à Paris, déclarait ainsi à Napoléon III :

> Chaque puissance a une base morale, un principe duquel elle ne peut s'écarter impunément. L'Autriche a pour principe le respect dû aux droits imprescriptibles des souverains et la non-reconnaissance des prétentions des nationalités de s'établir en États politiques. […]
> Le véritable objet du conflit entre les deux empereurs [est que] l'un veut l'Europe des traités et l'autre l'Europe des nationalités, c'est-à-dire le bouleversement de ce qui est, et la fin de l'Autriche.

La seconde moitié du XIXe siècle voit triompher ce principe des nationalités, nourri des idées libérales, mais qui en Prusse comme dans le Piémont est propagé par des États monarchiques. La France aide le Piémont à réaliser l'unité italienne (1860) puis la Prusse de Bismarck conduit, « par le fer et par le sang », une politique qui mène, de la défaite du Danemark (1864) à celle de l'Autriche (1866) puis de la France (1870), à l'unité de l'Allemagne. Le paysage idéologique a changé : les patriotes libéraux, italiens ou allemands, ont été supplantés par les fidèles des familles régnantes, Savoie du Piémont, Hohenzollern de Prusse. Les nouveaux États sont d'imparfaites démocraties. Au même moment, un « spectre » nouveau apparaît, comme le souligne Marx dans la célèbre préface du *Manifeste du Parti communiste* (1848) : celui du socialisme, qui veut aller plus loin que les idées « bourgeoises » de 1789 et prétend renverser l'ordre économique et social. Le socialisme travaille tous les États européens. La Russie orthodoxe et absolutiste en développe des formes radicales, populistes ou nihilistes. L'empereur Alexandre II, émancipateur des serfs de son vaste empire, est perçu comme un obstacle qui risque d'affaiblir le désir de révolution : il est assassiné. Michelet, prémonitoire, s'inquiète : « Aujourd'hui, la Russie nous dit : je suis le christianisme ; demain, elle nous dira : je suis le socialisme[8]. »

La Première Guerre mondiale voit l'ordre religieux et féodal, héritage prérévolutionnaire, disparaître de la géopolitique européenne[9]. Le 30 novembre 1916, les funérailles de François-Joseph illustrent cette transition. Ce sera la dernière fois que le convoi funèbre se présente devant la crypte des Capucins, où reposent les corps des Habsbourg. Au nom de l'empereur défunt, le grand maître de la Cour frappe trois coups sur la porte d'entrée. « Qui demande à entrer ici ? », demande le capucin qui la garde. « Sa Majesté l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie », proclame le grand maître. « Je ne le connais pas », reprend le capucin. Le grand maître reprend

alors et énumère l'ensemble des titres de l'empereur, telle une promenade dans la géopolitique de l'Autriche-Hongrie :

> Je suis François-Joseph, empereur d'Autriche, roi de Hongrie, roi de Bohème, de Dalmatie, de Croatie, de Slavonie, de Galicie, de Lodomérie [la Volhynie, au nord-ouest de l'Ukraine] et d'Illyrie, roi de Jérusalem, archiduc d'Autriche, grand-duc de Toscane et de Cracovie, duc de Lorraine, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole [la Slovénie] et de Bucovine, grand prince de Transylvanie, margrave de Moravie, duc de Haute et Basse-Silésie, de Modène, Parme, Plaisance et Guastalla, d'Auschwitz et de Zator, de Teschen [villes de Pologne actuelle], Frioul, Raguse et Zara [Zadar, en Croatie], comte princier de Habsbourg et du Tyrol, de Kybourg, Gorizia et Gradisca, prince de Trente et de Bressanone, margrave de Haute et Basse-Lusace [région allemande] et en Istrie, comte de Hohenems, de Feldkirch, Bregenz et Sonnenberg, seigneur de Trieste, de Kotor, grand voïvode du voïvodat de Serbie.

« Je ne le connais pas », répète le capucin. « Qui demande à rentrer ici ? – Je suis François-Joseph, un pauvre pécheur, et j'implore la miséricorde de Dieu. » La lourde porte s'ouvre : « Alors, tu peux rentrer. »

L'Europe des idéologies

Un an après cette cérémonie si anachronique, où la grandeur temporelle s'efface devant la transcendance chrétienne, l'Europe bascule définitivement dans un âge nouveau, celui des idéologies[10]. La Russie connaît une révolution libérale en février 1917, puis, en octobre, une faction de socialistes radicaux, les bolcheviques, menés par Lénine, s'empare du pouvoir. La Russie rouge, qui devient l'Union soviétique en 1922, cherche à exporter le marxisme dans une Europe où la fin de la guerre a balayé nombre de monarchies. Le roi d'Angleterre est toujours là, mais l'Europe royale est décimée : Guillaume II est en exil aux Pays-Bas, renversé par la république de Weimar, Charles de Habsbourg a perdu son trône et meurt en exil à Madère, Nicolas II est assassiné avec sa famille et ses domestiques.

La création d'un État communiste dans le plus grand pays du monde entraîne des conséquences considérables pour la géopolitique européenne. L'échec des bolcheviques en Pologne, l'écrasement des spartakistes en Allemagne et le renversement du régime de Bela Kun en Hongrie, enfin la constitution d'un cordon sanitaire d'États tampons, de la Finlande à la Roumanie, vont au départ freiner l'expansion du communisme. Mais la peur de « l'homme au couteau entre les dents » a nourri la radicalisation de la droite et, en Italie d'abord, apparaît le fascisme qui arrive au pouvoir en 1922. La vague fasciste déferle ensuite sur l'Europe où bon nombre d'États, avec des nuances nationales, sont désormais des régimes autoritaires ou totalitaires, comme l'Allemagne nazie.

La naissance du totalitarisme, à la fois produit du communisme et du fascisme – cette catégorie de régime qui nie à l'individu toute forme d'autonomie –, est un trait original de la géopolitique

européenne[11]. « À partir de maintenant, dira Robert Ley en 1934, les seules personnes à avoir une vie privée en Allemagne seront celles qui dorment. » Cette radicalisation des régimes européens va provoquer des persécutions sans précédent en Russie (1929 : collectivisation des terres qui provoque la Grande Famine, puis procès de Moscou), de même qu'en Allemagne, et précipiter l'Europe dans une série de conflits, au premier chef la guerre d'Espagne (1939), qui débouchent sur le déclenchement d'une guerre générale.

La Seconde Guerre mondiale constitue un tournant majeur pour la géopolitique de l'Europe[12]. Certes, le fascisme est vaincu, l'Italie et l'Allemagne de l'Ouest sont démocratisées par la force des armes américaines. Mais l'Europe est divisée : la moitié orientale est occupée par l'Union soviétique qui, derrière le « rideau de fer » que dénonce Churchill en 1946 lors de son célèbre discours de Fulton (Missouri), y impose le communisme sous la forme de « démocraties populaires ». La création d'un système de partis uniques, l'étatisation de l'économie, le remodelage social vont profondément transformer des sociétés plus rurales, moins industrialisées, moins avancées que celles de l'Europe de l'Ouest, sans vraiment combler le fossé économique entre Est et Ouest. Selon le mot de Churchill : « Dans les systèmes capitalistes, on trouve davantage de voitures ; dans les systèmes communistes, plus de places de parking. »

Pendant la guerre froide, l'idéologie communiste a exercé une influence profonde sur la géopolitique européenne. La rivalité entre l'URSS et la Yougoslavie, qui refuse de s'aligner sur Moscou, provoque un « schisme » en 1948. Le voisin albanais de Tito, Enver Hoxha, se rapproche de la Chine rouge après que Mao a dénoncé la déstalinisation entamée par Khrouchtchev après la mort du dictateur en 1953. La remise en question du communisme est férocement réprimée par Moscou à Berlin, à Budapest en 1956 ou, sous la forme d'un « socialisme à visage humain », à Prague en 1968. Cette privation de liberté façonne les mentalités. Une plaisanterie classique de l'ère soviétique résume cet état d'esprit empreint de méfiance envers le pouvoir : « Quel est le meilleur moment de la journée ? – Quand la police politique sonne chez vous à six heures du matin, demande à voir M. Oulianov et que vous répondez : c'est la porte d'à côté ! »

La fin du bloc soviétique en 1989 a permis de réunifier l'Europe. Plus de trois décennies après la disparition de l'URSS, force est de constater que le communisme s'est effacé à une vitesse étonnante[13]. Tous les grands débats idéologiques qui animaient les années de la guerre froide – la question de savoir si le marxisme était la bonne manière de comprendre le monde, si le communisme soviétique était fidèle au marxisme, si le socialisme pouvait être réformiste, si la voie allemande était préférable à la voie hongroise, si la Roumanie pouvait

s'émanciper du pacte de Varsovie tout en restant proche de Moscou, etc. – semblent soudain aussi éloignés de notre modernité que les discussions théologiques de la période médiévale. Cependant, l'héritage idéologique du communisme demeure bien vivant. « Nous nous sommes endormis en rêvant du paradis », disait Joachim Gauck, un pasteur, opposant en RDA, devenu président de la RFA (2012-2017), « et nous nous sommes réveillés en Rhénanie du Nord-Westphalie ». La déception post-guerre froide a nourri « l'ostalgie[14] ». En Russie, le communisme est désormais intégré à la période tsariste dans une étonnante synthèse nationaliste. En Europe orientale, il explique un retard économique encore manifeste, des pratiques sociales plus conservatrices qu'en Europe de l'Ouest et un vote volontiers plus radical (cas des Länder allemands[15]). Les démocraties d'Europe de l'Est sont souvent fragiles et la tentation de revenir à l'autoritarisme existe, comme le montrent les exemples de la Pologne, de la Hongrie ou de la Slovaquie.

Reste que l'Europe, où les idées libérales sont apparues, est le continent où elles règnent en maître aujourd'hui. Hegel, au début du XIXe siècle, avait vu dans Napoléon le modèle du « grand homme » faisant progresser la raison et l'esprit dans l'histoire. Marx, autre penseur européen, a repris cette idée de Hegel, mais, selon le mot célèbre, il a remis le philosophe prussien sur ses pieds en faisant des classes sociales, et non des dirigeants politiques, le moteur de l'histoire. Si les grandes philosophies politiques de l'histoire sont des créations européennes, le XXIe siècle semble les avoir éteintes. Ou plutôt, il n'en reste qu'une, le libéralisme politique et économique. En 1989, Francis Fukuyama avait déclaré vainqueur le camp occidental dans le grand débat sur le meilleur modèle politique[16].

La situation de l'Europe actuelle confirme ce diagnostic, même si le tableau est plus nuancé qu'avant. L'Europe, selon l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), une organisation basée à Stockholm, est la région la plus performante du monde en matière d'État de droit et de liberté d'expression. La totalité des États de l'ouest de l'Europe et de l'UE sont des démocraties libérales, avec des nuances d'un pays à l'autre quant à l'état d'avancement des libertés. En revanche, le tableau se dégrade à l'est où la Biélorussie, la Russie ou l'Azerbaïdjan peuvent rentrer dans la catégorie des régimes autoritaires. Le succès de l'Europe dans le maintien d'une forme d'unité autour du libéralisme politique, manifeste si on la compare avec l'Amérique latine et les Caraïbes (dictature communiste de Cuba, régime autoritaire du Venezuela), l'Asie (qui ne comporte aucune organisation régionale à l'échelle du continent et où perdurent des « démocraties populaires », de la Chine à la péninsule indochinoise), ou encore l'Afrique (constellée de

régimes autoritaires), tient à plusieurs facteurs. La construction d'une unité européenne après la Seconde Guerre mondiale, notamment, a joué un rôle majeur. Seule l'Europe est allée aussi loin dans l'unification de ses principaux États.

Les institutions de l'Europe

Les premiers essais d'unité

Le bilan de la Seconde Guerre mondiale fut si tragique qu'il a marqué profondément les esprits. Ruinés, affaiblis, dépeuplés, les États européens décident de se lancer dans une union politique et militaire. Le projet n'était pas nouveau. La France et l'Angleterre réfléchissent dès 1939 à un rapprochement pour faire face à l'Allemagne. Jean Monnet, qui anime à Londres un comité de coordination visant à mettre en commun les capacités de production, prépare un projet d'union pour la durée de la guerre. De concert avec l'ambassadeur de France Charles Corbin, il présente son projet à de Gaulle, alors sous-secrétaire d'État à la Défense, qui semble dubitatif : « Monsieur Monnet, voulez-vous marier le président Lebrun au roi Georges VI[17] ? » Mais de Gaulle et Churchill acceptent de jouer le jeu pour relever le moral des troupes. Afin de lutter contre un régime « qui abaisse l'homme à vivre une vie d'automate et d'esclave », la note « Anglo-French Unity » prévoit la fusion des armées, des ressources et du Parlement. Mais le gouvernement français ne soutient pas l'idée. Anglophobe et germanophile, fine connaisseuse de l'histoire, Hélène de Portes, la maîtresse du président du conseil Paul Reynaud, prétend que la France ne doit pas suivre l'exemple d'Isabeau de Bavière, l'épouse du roi Charles VI, qui avait déshérité son fils pour livrer la France à l'Angleterre. L'idée d'une union franco-britannique réapparaît en 1956 au moment de la crise de Suez. Cette fois, c'est William Eden qui refuse un projet de « Frangleterre » formulé par Guy Mollet, qui aurait vu Paris adhérer au Commonwealth. Ayant perdu le pouvoir en 1945, le même Churchill, dans un discours célèbre à l'université de Zurich, appelle l'Europe à unir ses forces après la guerre. C'est une idée ancienne que l'abbé de Saint-Pierre avait déjà développée dans ses *Mémoires pour rendre la paix perpétuelle en Europe* (1713), où il ébauchait un « grand projet de l'union des princes chrétiens ». William Penn, le fondateur quaker de la Pennsylvanie, imagine une « Diète européenne, un Parlement ou des États », seuls à même d'apaiser les conflits européens, en l'occurrence la guerre de la ligue d'Augsbourg et de la France entre 1688 et 1697, qui ralentissent ses projets de colonisation et ses idéaux pacifistes. Autre retraité forcé de la politique, Napoléon l'évoque également à Sainte-Hélène :

> Français, Italiens, Allemands, Espagnols, j'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. […] Après cette simplification sommaire, il eût été plus possible de se livrer à la chimère du beau idéal de civilisation […] de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du Congrès américain, ou celle des amphictyons[18] de la Grèce. […] De la sorte, nous n'eussions réellement, en Europe, composé qu'une seule et même famille. Chacun, en voyageant, n'eût pas cessé de se trouver chez lui.

L'idée court tout au long du XIXe siècle[19]. En 1848, Émile de Girardin souhaite voir advenir « une sainte alliance des peuples, une vaste confédération républicaine, industrielle, commerciale et maritime, qui pourrait s'appeler : les États-Unis d'Europe, qui aurait ses congrès, sa flotte, son armée (armée considérablement réduite, volontairement recrutée, largement soldée, sévèrement choisie), la même monnaie, le même système métrique, les mêmes impôts, le même maximum d'heures de travail, le même minimum de salaire, etc. ». À la même époque, Victor Hugo développe une idée similaire :

> Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous toutes nations du continent […] vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos nations se sont fondues dans la France.

Ces idées circulent mais peinent à convaincre les esprits, alors profondément pénétrés par le nationalisme romantique. Mazzini, le patriote italien du Risorgimento, voit dans l'unification de l'Europe la continuation de l'unité italienne. Mais quand en 1851 le député Victor Hugo revient sur les « États-Unis d'Europe » devant l'Assemblée, il suscite des « approbations à gauche » et des « rires sur les bancs de la majorité ». Les idées d'unité demeurent assez largement des projets utopiques d'une Europe qu'un Valery Larbaud imagine composés de régions, dont l'Occitanie à laquelle rêve le natif de Vichy, et dirigées par une « direction centrale d'un Conseil amphictyonique européen[20] ». Stefan Zweig se risque également à rêver d'une future fédération et Aristide Briand la croit possible par une réconciliation franco-allemande. En 1946, le discours de Churchill impulse en tout cas un mouvement réel et le Conseil de l'Europe est constitué par le traité de Londres en 1949. Basé à Strasbourg, doté de deux langues officielles (français et anglais), il est aujourd'hui l'organisation européenne la plus représentative avec quarante-six États (sur cinquante) et 675 millions d'habitants. Certains États européens demeurent à l'écart : la Biélorussie, qui refuse d'y participer, le Kosovo, le Vatican, la Russie depuis son invasion de l'Ukraine en 2022. Si son rôle ne doit pas être exagéré, le tribunal qui lui est rattaché, la Cour européenne des droits de l'homme, est très actif et contribue à faire du continent celui où les droits de l'homme sont le plus respectés.

Au-delà du Conseil de l'Europe, qui demeure une organisation régionale aux faibles pouvoirs, une impulsion majeure est donnée par le traité de Rome en 1957 et la création de la Communauté économique européenne (CEE). Jean Monnet, un de ses concepteurs, avait une carrière originale d'homme d'affaires familier du grand monde, conscient des faiblesses d'une Europe divisée. Issu d'un milieu de négociants en cognac, il se familiarise dès l'enfance avec le marché anglo-saxon. Il n'appartient donc pas aux élites, militaires ou universitaires, plus étroitement françaises, qui dominent la IIIe République. Au début du conflit, il met ses compétences au service de l'effort de guerre et propose de coordonner l'approvisionnement maritime de l'Alliance[21]. Un premier pas dans l'unité européenne avait été la réconciliation franco-allemande avec la mise en commun des ressources minières, qui furent quelques années auparavant si nécessaires à l'effort de guerre, par le traité sur le charbon et l'acier de 1950 (création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ou CECA). L'Allemagne se lance avec enthousiasme dans une entreprise qui lui permet, cinq ans après la fin de la guerre, de se faire pardonner son impérialisme : pour reprendre les mots de Thomas Mann, « pour éviter une Europe allemande, il faut une Allemagne européenne ». Mais l'étape suivante, le lancement d'une communauté européenne de défense (CED), qui visait à mettre sur pied une armée européenne, échoue face au refus de la France. Le Parlement français vote contre le projet en 1954, du fait d'une alliance de circonstance entre la droite gaulliste, inquiète de la reconstitution d'une armée allemande, et la gauche communiste, soucieuse des intérêts de l'URSS.

Le traité de Rome, du 25 mars 1957, choisit donc de relancer la construction européenne sur des bases économiques. La Communauté économique européenne (CEE) se voulait au départ un espace de libre-échange, avec la création d'un marché commun et d'une union douanière. Bruxelles négocie désormais, pour les États membres, les traités de commerce. On sait que Monnet dira plus tard qu'il aurait dû « commencer par la culture ». En réalité, le levier économique se révèle très puissant. Les normes européennes s'imposent dans tous les secteurs d'activité. En 1999, certains États européens décident même d'adopter une monnaie commune, l'euro, devenue depuis la deuxième devise de réserve mondiale. De manière surprenante, alors qu'il revient aux affaires en 1958, le général de Gaulle accepte le principe de « sortir la France de l'ancien protectionnisme qu'elle pratique depuis un siècle ».

> Certes, à l'abri de ce rempart, elle avait pu, avant les grandes guerres, amasser une énorme fortune et, ensuite, quoique ruinée, retrouver sa vie économique propre sans devenir la colonie d'autrui. Mais, à présent, le système l'isole et l'endort, alors que de

> vastes courants d'échanges innervent l'activité mondiale. C'est une certaine sécurité mais une médiocrité certaine que les barrières des douanes, les bornes des interdictions et les clôtures des contingents ont apportée à notre industrie, à notre agriculture, à notre commerce. Au contraire, la compétition leur fera tout à la fois courir des risques et sentir l'aiguillon. On peut penser que, dans le combat, l'économie française adaptera son équipement, son esprit d'entreprise, ses méthodes, aux exigences de la productivité et fera de l'expansion au-dehors le critérium de sa réussite[22].

Mais l'objectif d'une union « toujours plus étroite » est aussi politique. Les institutions européennes ressemblent à un État en gestation : une Commission qui serait son gouvernement, un Conseil, représentant les États, qui en serait le Sénat, enfin un Parlement, élu depuis 1979. De manière significative, la CEE a changé de nom en 1992 en devenant l'UE. Celle-ci devient un acteur à part entière de la vie internationale, appuyée sur un corpus de valeurs. L'UE élabore des positions de politique étrangère, se dote d'un représentant diplomatique et réfléchit à une politique européenne de défense.

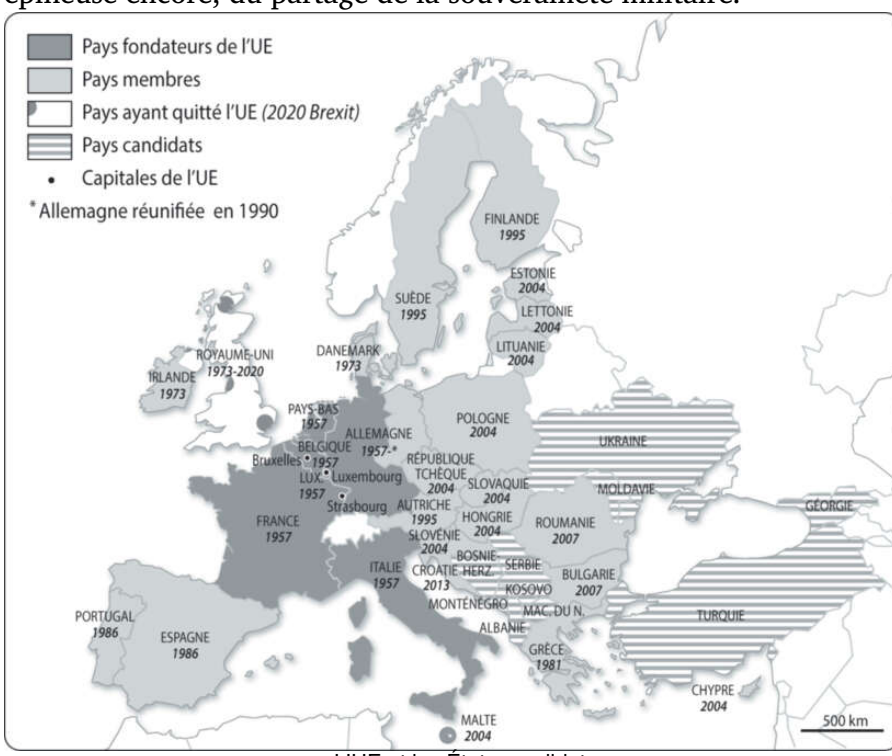
L'UE a élu, dans la décennie 2020, une Commission qui se veut « géopolitique ». Mais elle demeure, dans le champ des relations internationales, un objet étrange qui ressemble à la chauve-souris de La Fontaine : « Je suis Oiseau ; voyez mes ailes […] Je suis Souris ; vive les Rats ». Elle est plus qu'une organisation internationale classique, comme l'Union africaine ou l'Organisation des États américains. Mais, laissant à chacun de ses membres une souveraineté diplomatique et un outil de défense autonome, elle est aussi moins qu'un État. Elle ressemble, au fond, à ce qu'ont pu être les États-Unis avant l'adoption de la Constitution de 1787, une confédération assez lâche et sans pouvoir central fort. Mais si les États européens, au sortir du second conflit mondial, ont pu consentir à des renoncements de souveraineté considérables, il n'en est pas de même aujourd'hui où les égoïsmes nationaux resurgissent. La manifestation la plus radicale de cette tendance a été le Brexit de 2016 : la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE a semblé remettre en question, non seulement le fonctionnement actuel de l'Union, mais surtout la perspective fédérale qu'elle continue de porter. Plus que jamais, le « *F-word* » a mauvaise presse dans bien des capitales européennes[23].

Il est pourtant difficile de concevoir une solution alternative crédible à l'approfondissement de l'UE. Sur un plan économique, l'union monétaire devrait logiquement s'accompagner d'une plus grande dépense commune. Or, aujourd'hui, le budget de l'UE ne dépasse pas 1 % de son PIB, bien loin des niveaux de chaque État membre. Sur un plan militaire, une plus grande intégration des armées et de l'effort industriel, en laissant jouer le marché comme il l'a fait dans les autres secteurs de l'économie, ne peut être que bénéfique.

Face aux enjeux globaux, qui vont de l'environnement à la gestion des migrations, aux progrès technologiques ou aux fluctuations de

l'économie, à quoi s'ajoute la question de la défense du continent, l'idée de l'école fonctionnaliste des relations internationales, selon laquelle l'échelon supranational est le seul pertinent pour répondre à des problèmes qui dépassent le cadre de l'État-nation westphalien, demeure valide. De la même manière que l'Inde de Narendra Modi se fixe un objectif de développement en 2047 pour le centenaire de son indépendance ou que la Chine souhaite arriver à la parité économique et militaire avec Washington en 2049 pour les cent ans de la proclamation de la république populaire, les États-Unis d'Europe apparaissent encore comme l'horizon géopolitique du continent.

Bien sûr, peu d'hommes politiques européens aujourd'hui admettraient que la construction d'un État fédéral en Europe est le but ultime de leur action. L'époque est au contraire à la défense obstinée des intérêts nationaux face à ce qui est perçu comme une immixtion insupportable de Bruxelles dans la marche paisible des États membres[24]. Mais, alors que les pays européens veulent peser davantage dans l'arène internationale, le principal obstacle à cette évolution réside dans la question de l'élargissement et dans celle, plus épineuse encore, du partage de la souveraineté militaire.



L'UE et les États candidats

Une unité imparfaite

L'expansion de l'UE

Les partisans de l'approfondissement de la construction européenne ont longtemps porté le projet de son extension. Les avis sont plus partagés aujourd'hui que l'UE compte vingt-sept membres. Certes, la CEE s'est étendue depuis sa création sans cesser pour autant de se doter de compétences nouvelles. En 1957, elle ne comptait encore que six États, trois républiques et trois monarchies : la France, l'Allemagne, l'Italie et les trois entités du Benelux que sont la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. La question de l'entrée du Royaume-Uni se pose au cours des années 1960[25]. Mais deux tentatives échouent, respectivement en 1963 et en 1967. La France du général de Gaulle s'oppose à ce qu'il appelle le « cheval de Troie » des États-Unis. Pour celui qui vient de signer un traité bilatéral avec l'Allemagne (le traité de l'Élysée de 1963), et qui ne cache pas son scepticisme face à la construction européenne (laquelle est « comme faire une omelette avec des œufs durs que sont les nations »), la présence de Londres empêche toute avancée dans la consolidation d'un cœur continental et carolingien de la CEE. L'Angleterre tente alors de fédérer un groupe de nations européennes au sein de l'Alliance européenne de libre-échange (AELE), qui regroupe en 1960 de nombreux États scandinaves pour contrebalancer le projet de la CEE. Toutefois, le départ du Général en 1969 ouvre les portes de l'Europe bruxelloise au Royaume-Uni. Il entre en 1973 avec l'Irlande et le Danemark. La majorité des États de la CEE est alors constituée de monarchies.

En 1981, la chute du régime des colonels débouche sur l'adhésion de la Grèce. C'est un pays pauvre, le premier État à majorité orthodoxe, isolé au sud de Balkans dominés par le communisme auquel la guerre civile de 1946-1949 lui a permis de résister, et dépourvu de continuité territoriale avec le reste de la CEE. Mais le pays qui a vu naître la démocratie, et dont beaucoup d'intellectuels exilés par la dictature militaire ont fait rayonner la culture, ne pouvait rester en dehors de l'aventure européenne. L'expansion de l'UE en Méditerranée se poursuit. En 1986, l'Espagne et le Portugal rejoignent l'Union. Leur intégration est une manière de soutenir deux États récemment sortis de régimes autoritaires, le salazarisme pour Lisbonne, renversé par la « révolution des œillets », le franquisme pour Madrid. Il n'y a plus à cette date en Europe de dictatures de droite issues de la vague fasciste qui avait déferlé sur le continent dans l'entre-deux-guerres.

La fin du communisme permet une nouvelle expansion de la démocratie et de l'UE. En 1990, la RDA disparaît et son territoire fusionne avec celui de la RFA, membre de l'UE. En 1995, l'Autriche, la

Finlande et la Suède, trois États neutres, situés aux confins de l'ancien bloc soviétique, mais désormais convaincus que Moscou ne prendra pas ombrage de leur choix, adhèrent au bloc européen. L'UE est lors forte de quinze membres, sept monarchies, huit républiques, désormais majoritaires.

En 2004, c'est au tour de l'ancien bloc soviétique de rejoindre l'UE. Une grande vague d'élargissement de dix États permet d'intégrer les États baltes – l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie – mais aussi la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, premier État de l'ex-Yougoslavie. En Méditerranée, Malte rentre également, tout comme Chypre. L'UE continue son expansion vers les Balkans. En 2007, l'entrée de la Roumanie puis de la Bulgarie permet à l'UE d'obtenir une frontière sur la mer Noire. En 2013, c'est le tour de la Croatie. Cet ultime élargissement donne à l'UE sa plus vaste expansion avec vingt-huit États membres, avant la sortie du Royaume-Uni en 2016.

Il ne faut pas se tromper sur l'expansion de l'UE. Elle résulte d'un immense, mais discret, succès géopolitique : celui du *soft power*[26]. L'inventeur du terme, l'Américain Joseph Nye, rappelait un fait que connaissent bien tous les parents d'adolescents : vient toujours un temps, dans la jeunesse d'un enfant, où la contrainte physique ne s'exerce plus. Le sujet qu'est l'enfant s'émancipe, comme le font les États, et seules les convictions morales garantissent aux parents la poursuite de leur influence. Rousseau l'avait dit plus élégamment dans un célèbre passage du *Contrat social* : « Le fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître s'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir. » Dans le cas de l'UE, nul État n'est contraint d'y entrer. Dans ce sens, l'Union est bien éloignée d'un régime politique tel que l'empire. Mais les États subissent une pression douce qui vient des avantages qu'ils voient à l'adhésion. Avantage politique : formée de démocraties, l'UE attire les États qui ont subi des régimes autoritaires et désirent en sortir, cas des anciennes dictatures méditerranéennes ou est-européennes. Avantage économique : l'UE, fondée sur le marché libre, est une promesse de prospérité pour beaucoup d'États. Avantage social : avec la Convention européenne des droits de l'homme, l'UE a fait progresser les droits individuels. Expression du libéralisme politique, économique et social, l'UE est donc très attrayante.

Des limites incertaines

La candidature turque

L'expansion de l'UE devrait se poursuivre car de nombreux pays

sont candidats. L'article 237 du traité de Rome dispose d'ailleurs que « tout État européen peut demander à devenir État membre ». En 2025, les dix pays candidats sont situés au sud-est de l'Europe : il s'agit, outre la Turquie, le plus ancien de ces candidats, de la totalité des États balkaniques non encore membres de l'UE, sauf le Kosovo pour des raisons que nous détaillerons plus loin, et enfin des anciennes républiques soviétiques de Moldavie et d'Ukraine, ainsi que de la Géorgie.

La candidature de la Turquie est ancienne[27]. La fin de l'Empire ottoman en 1922 a fait place à un État turc nouveau, tout à la fois laïc et désireux de se moderniser, sous la houlette de Mustafa Kemal Atatürk. Il faut rappeler que celui-ci est né en 1881 à Thessalonique, alors port important de la Macédoine ottomane, aujourd'hui une grande ville de Grèce. Le kémalisme a voulu à la fois européaniser la Turquie et se détacher de l'Europe (la nouvelle capitale, Ankara, était située au cœur de l'Anatolie). L'hymne national turc, écrit en 1921 au moment où le nouvel État contestait le traité de Sèvres[28], fustige le « monde occidental » (le « monstre édenté que tu appelles la "civilisation" »). Après le conflit gréco-turc qui lui permet de chasser les Grecs de Smyrne et des environs de Constantinople, Kemal choisit une politique neutraliste. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie s'inquiète de la puissance de l'URSS. Elle choisit de se tourner vers l'Occident, entre dans l'Otan en même temps que la Grèce (1952) puis ambitionne de rentrer dans l'Europe, ce que légitime sa situation géographique (le traité de Lausanne, en 1923, lui a donné un morceau de la Thrace). En 1959, elle fait officiellement acte de candidature à la CEE, qui la rejette, sans fermer définitivement la porte pour l'avenir. La Turquie devient membre de l'OCDE en 1961. En 1963, un accord d'association est conclu entre Ankara et la CEE. Après un nouvel acte de candidature en 1987, six ans après l'entrée de la Grèce, la Turquie signe, en 1995, une union douanière. Les négociations préalables à l'adhésion commencent enfin en 2005.

La Turquie fera-t-elle un jour partie de l'UE ? Depuis vingt ans, les progrès du pays en direction d'une meilleure adéquation aux normes européennes ont été réels, avec notamment l'abolition de la peine de mort et une plus grande tolérance de la langue kurde[29]. Mais les « islamo-démocrates » du président Erdoğan ont changé de politique étrangère depuis leur arrivée au pouvoir au début des années 2000. Tout en maintenant la candidature européenne, ils ont multiplié les entorses aux règles de l'UE : au durcissement politique intérieur à la suite du coup d'État avorté de 2016, ils ont ajouté le renoncement à la politique « zéro problème avec les voisins » au profit d'une politique du « zéro voisin sans problèmes ». Les litiges territoriaux et mémoriels (statut de Sainte-Sophie, devenue une mosquée) avec la Grèce et

Chypre (occupation du nord de l'île depuis 1974) comme le soutien à l'Azerbaïdjan dans sa reconquête du Haut-Karabakh au détriment de l'Arménie, ont été prolongés par une intervention militaire au nord de l'Irak contre le PKK kurde et une occupation d'une partie de la Syrie après le début de la guerre civile en 2011, à la fois contre la branche locale des Kurdes et en soutien à certains groupes rebelles, pour certains des islamistes radicaux, dans la province d'Idlib. Premier partenaire commercial, l'UE continue d'aider la Turquie qui, en échange, régule les flux migratoires. Mais le pays, pourtant membre de l'Otan, multiplie les partenariats extérieurs, au point de songer à intégrer le groupe des Brics. La candidature de la Turquie divise les États de l'UE. Si certains s'y opposent (Autriche, France) au nom des différences culturelles ou du poids qu'aurait Ankara, à la tête du pays le plus peuplé (85 millions d'habitants, de peu devant l'Allemagne), dans les institutions de l'Union, d'autres la soutiennent (Grèce) en considérant qu'elle permettrait à l'UE de pacifier sa marche sud-est, voire d'exercer une influence pacificatrice dans un Moyen-Orient troublé.

La candidature turque pose en tout cas la question de la dimension méditerranéenne de l'UE. Si la CEE a eu, à ses débuts, un cœur « carolingien » avec les six États fondateurs, si elle s'est ensuite élargie à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal, la fin du communisme l'a tournée vers les anciennes démocraties populaires à la suite de la réunification allemande. Dans les années 1990, l'idée que l'Union pourrait s'étendre vers le sud, en compensant son expansion vers l'est, avait le vent en poupe. Au fond, jusqu'en 1962, la France avait des départements en Algérie et un État comme Israël est, à bien des égards, plus proche de l'Europe que de ses voisins arabes. Mais le lancement de l'Union pour la Méditerranée en 2008 a fait long feu. L'organisation, basée à Barcelone, est demeurée une coquille vide. L'échec du « printemps arabe » de 2011 à démocratiser la région a pesé tout comme le rapport avec Israël, toujours problématique pour nombre de pays arabes. À l'horizon visible, les différences politiques (régimes autoritaires *vs.* démocraties), économiques (pays pauvres *vs.* pays développés), culturelles (sociétés musulmanes et homogènes *vs.* sociétés chrétiennes mais de plus en plus diverses), entre les deux rives de la Méditerranée, sont trop profondes pour engager un rapprochement ou envisager que l'UE puisse retrouver, sur le modèle romain, la logique du *Mare nostrum*.

Les Balkans

Autre région d'une possible expansion de l'UE, les Balkans semblent coincés dans un durable entre-deux[30]. La Grèce a longtemps été la seule enclave occidentale dans une péninsule que le titisme et l'occupation soviétique avaient rattachée au bloc de l'Est. La fin du

communisme a provoqué l'implosion de la Yougoslavie et de nombreux conflits dans les années 1990. Ceux-ci sont aujourd'hui apaisés mais non résolus, et ils freinent les perspectives d'adhésion à l'UE d'une péninsule où les États, faiblement peuplés (20 millions d'habitants) et pauvres, sont tous candidats à l'exception du petit Kosovo, qui n'en peut mais. Parmi les pays de l'ex-Yougoslavie, la Slovénie, la plus riche des républiques de la fédération titiste, a été intégrée la première. Elle a été suivie par la Croatie en 2013, qui a même adopté l'euro. À noter que ces deux États, parmi les plus stables des Balkans, entretiennent néanmoins un contentieux territorial au sujet du golfe de Piran. Plus au sud, les candidatures sont freinées par le retard de la région dans la lutte contre la corruption mais surtout l'héritage des guerres yougoslaves. La Yougoslavie, constituée en 1918 après la fin de l'Autriche-Hongrie, a d'emblée été considérée par les peuples balkaniques comme une simple extension du royaume de Serbie, mis à la tête du nouvel ensemble. L'entre-deux-guerres a vu les tensions se multiplier, le roi Alexandre Ier étant même assassiné en 1934 à Marseille par un nationaliste croate de l'Oustacha. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'invasion allemande a provoqué le morcellement du pays.

La « grande Allemagne » annexe, après l'Autriche, la Slovénie. La Bulgarie annexe la Macédoine, qu'elle considérait comme sienne depuis les guerres balkaniques. L'Italie, maîtresse de l'Albanie depuis 1939, s'est emparée du Kosovo, majoritairement peuplé d'Albanais, et de la côte dalmate. La Croatie, devenue indépendante sous la houlette d'Ante Pavelić[31], s'est étendue sur la Bosnie-Herzégovine, en obtenant le soutien des Musulmans. Enfin, la Serbie, sans la province de la Voïvodine, devenue hongroise, a connu l'occupation allemande, combattue par des résistants monarchistes et communistes. En 1945, l'effondrement de l'Axe permet la reconstitution de la Yougoslavie, devenue une république fédérative sous une direction communiste[32]. Au début de la guerre froide, elle soutient les insurgés communistes grecs lors de la guerre civile de 1946-1949. Mais, à la suite du schisme titiste, elle s'éloigne du bloc soviétique et participe au mouvement neutraliste, tenant une position d'équilibre avec le monde occidental. La mort du dictateur en 1980 réveille des contestations nationales qui donneront lieu à plusieurs guerres successives en Croatie (contre la région serbe de la Krajina), en Bosnie entre les trois composantes de l'État, enfin au Kosovo en 1999.

La géopolitique actuelle de la région est le produit de ces conflits. La Serbie, qui cultive une mémoire nationale nourrie des catastrophes du passé (la fête nationale commémore une défaite, la bataille de Kosovo au XIVe siècle, qui vit l'État serbe perdre son indépendance face aux Turcs), n'a pas fait son deuil de la fin de la Yougoslavie. Dominé

par un régime de tendance autoritaire, l'État serbe entretient un savant équilibre entre proximité avec la Russie, son protecteur historique, slave et orthodoxe, partenariat commercial avec la Chine, et rapprochement avec les pays européens de l'UE. Sans approuver l'attaque contre l'Ukraine, Belgrade ne sanctionne pas la Russie. En 2024, il achète toutefois des avions Rafale à la France. En Bosnie-Herzégovine, la paix a été obtenue par une intervention de l'Otan contre les forces serbes et la signature d'un compromis, les accords de Dayton, en 1995. Ceux-ci ont créé un ensemble institutionnel complexe, doté d'un gouvernement aux effectifs pléthoriques, et où une région – la République serbe – coexiste avec une « Fédération croato-musulmane ». Le pays est pauvre, corrompu, miné par le départ de nombreux travailleurs vers l'UE. Dominée par un parti nationaliste proche de la Serbie et de la Russie, la République serbe menace régulièrement de faire sécession et freine tout rapprochement avec l'Otan et l'UE.

Principauté historiquement proche de la Serbie, le Monténégro a été intégré à l'ensemble yougoslave en 1918. Il fut le dernier État membre de la Yougoslavie jusqu'à son indépendance en 2006. Depuis, la jeune république s'est rapprochée de l'Occident, adhérant même à l'Otan. Mais, sur fond de corruption, le Monténégro demeure en proie à l'influence serbe, très forte dans l'Église orthodoxe, et soumis aux intérêts de la Russie, qui investit ses capitaux sur sa pittoresque côte.

La Macédoine est un autre petit État balkanique pauvre et enclavé. Sa situation politique demeure fragile à cause d'un contentieux historique entre les Slavo-Macédoniens, majoritaires, et la minorité albanaise. Le conflit, qui aurait pu dégénérer en guerre civile, a été apaisé par les accords d'Ohrid en 2001. Skopje a ensuite affronté l'ire de la Grèce, mécontente de voir son gouvernement nationaliste revendiquer l'héritage de la Macédoine antique. Un compromis a été trouvé par l'accord de Prespa et le pays a changé de nom, devenant la Macédoine du Nord. Aujourd'hui, son rapprochement avec l'UE est freiné par un contentieux historique avec la Bulgarie, qui considère le macédonien comme une branche du bulgare. Sofia exige que Skopje modifie sa Constitution pour reconnaître sa minorité bulgare.

Mais la question balkanique la plus sensible demeure celle du Kosovo[33]. Province historique de la Serbie, la région a connu, à une date encore controversée mais postérieure à la conquête turque du XIVe siècle, un changement démographique : les Serbes sont devenus minoritaires et les Albanais, catholiques mais surtout musulmans, constituent au XXe siècle la majorité des habitants. Les troubles entre les deux communautés se poursuivent pendant la Yougoslavie de Tito, où Belgrade prend soin, en fixant des critères de taille de population, de ne pas donner au Kosovo le statut de république, qui lui aurait

donné droit à la sécession sur la base du droit international. Dans les années 1990, les affrontements s'aggravent au moment où, en Bosnie-Herzégovine, le président yougoslave Slobodan Milošević évoque une « épuration ethnique » en cours. En 1999, l'intervention militaire de l'Otan fait reculer les forces serbes et le Kosovo accède à l'autonomie puis, en 2007, à la pleine indépendance. Mais le nord du pays et certains villages restent sous le contrôle de la minorité serbe, que Belgrade manipule. La Russie refuse de reconnaître la souveraineté de l'État kosovar, tout comme certains États européens, inquiets de la remise en cause des frontières internationales (Espagne, à cause des velléités d'indépendance de la Catalogne, Slovaquie ou Roumanie, qui abritent des minorités hongroises, Grèce et Chypre, alors que la Turquie occupe le nord de l'île). Bien que très proeuropéen, le Kosovo n'est donc pas officiellement candidat.

L'Albanie est le dernier État balkanique candidat à l'adhésion à l'UE. Indépendante depuis les guerres qui ont chassé l'Empire ottoman d'Europe peu avant le premier conflit mondial, l'Albanie a connu des débuts difficiles, son roi Zog ayant dû accepter l'occupation italienne. Après la guerre, le pays passe sous tutelle communiste et se voit dominé par un homme fort, Enver Hoxha, nationaliste et paranoïaque. L'Albanie fera partie pendant la guerre froide des rares États ayant choisi le camp prochinois après la rupture, consécutive à la déstalinisation, entre Pékin et Moscou. Tirana se démocratise après 1990 et, sur fond de pauvreté et de corruption, entame un rapprochement avec l'Ouest qui débouche sur l'adhésion à l'Otan et la candidature à l'UE.

L'ex-URSS

Pauvre, roumanophone mais longtemps intégrée à l'URSS, dépeuplée par le départ de nombreux actifs depuis son indépendance en 1991, la petite Moldavie est aussi candidate à l'UE, mais elle se heurte aux menées de la Russie. Celle-ci soutient la sécession d'une région russophone, la Transnistrie, et manipule une part importante de l'opinion moldave, notamment les minorités comme les Gagaouzes, turcophones orthodoxes. Le succès très fragile du référendum sur l'adhésion à l'UE en 2024 montre l'efficacité de cette stratégie.

Depuis la décision d'accepter sa candidature en réponse à l'agression de la Russie en 2022, la question de l'Ukraine se pose également[34]. Sa candidature à l'UE a été acceptée, mais le chemin est long pour intégrer un État aussi vaste que la France et peuplé de 40 millions d'habitants (avant la guerre). L'absorption de l'Ukraine suppose de relever trois défis. Un défi politique car l'État ukrainien, démocratique, est miné par la corruption[35]. Un défi économique car le PIB par habitant était, avant la guerre, quatre fois inférieur à celui de la Pologne. Et enfin un défi militaire car, quand bien même la guerre

avec la Russie s'arrêterait, la menace constituée par son puissant voisin obligerait les Européens à un soutien constant à l'armée ukrainienne.

Dans le Caucase, la Géorgie a longtemps fait figure de poste avancé des valeurs occidentales. Porté par la « révolution des roses », son président au début des années 2000, Mikhaïl Saakachvili, a voulu rompre avec l'héritage soviétique. Mais son pouvoir a été affaibli après l'invasion de la Géorgie en 2008 par l'armée russe et la sécession de deux provinces rebelles. Un parti d'opposition, Rêve géorgien, arrivé aux affaires, a semblé maintenir l'orientation pro-occidentale du pays, mais ses liens avec Moscou l'ont poussé à durcir le régime. La Géorgie a été reconnue candidate à l'adhésion européenne en 2023. Cependant, depuis, la perspective européenne semble s'éloigner, le pouvoir persécutant l'opposition.

« L'autre » Europe

La question britannique

Si les candidats sont nombreux, l'UE bute sur deux grands obstacles. Le premier est la réticence des Européens à poursuivre un élargissement. La moitié des Européens (53 %) y sont favorables, mais les réponses varient beaucoup : 74 % des Lituaniens, pour seulement 25 % des Français. Les États qui restent à absorber sont pauvres et nécessitent une aide financière importante et peut-être militaire. La dernière adhésion à l'UE, celle de la Croatie, date de 2013. L'époque est au repli national, à la critique du libéralisme. Ce courant politique, fondé sur le primat de la liberté, est en recul face au prestige des régimes autoritaires et des « démocraties illibérales » sur le modèle hongrois. Le libéralisme économique pâtit de certains aspects déstabilisants de la mondialisation. Le libéralisme social est affaibli par les excès de certaines de ses formes (dont le « wokisme »). Le second obstacle est, plus prosaïquement, le peu d'entrain que montrent certains États de rejoindre l'Union. Jadis regroupés dans l'Association européenne de libre-échange (qui ne compte plus que quatre membres), certains de ces États ont changé de politique, mais d'autres campent sur les mêmes positions, sans montrer d'intérêt pour l'UE.

Le plus important est évidemment le Royaume-Uni. Ancienne grande puissance au même titre que la France, le Royaume-Uni a su conserver, malgré son déclin relatif, des marges de manœuvre diplomatiques importantes. Selon l'ancien ministre des Affaires étrangères Douglas Hurd, qui officia de 1989 à 1995, le pays « boxe au-dessus de sa catégorie » (« *punches above its weight* »). Mais, face aux

difficultés budgétaires majeures que connaît le pays depuis le déclenchement de la crise de 2008, on peut s'interroger sur la capacité de Londres à maintenir ses prétentions. Malgré des évolutions régulières, la politique étrangère du Royaume-Uni répond encore largement à la définition qu'en faisait Winston Churchill à la fin de la Seconde Guerre mondiale : elle se déploie à l'intersection de trois cercles que sont l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et l'Empire colonial (qui serait, aujourd'hui, le reste du monde). L'essentiel du débat britannique sur la politique extérieure tourne, encore aujourd'hui, autour de l'importance relative accordée à ces trois cercles. Allié majeur des États-Unis, Londres défend en général des positions favorables au renforcement du lien transatlantique.

De ce fait, les relations entre le Royaume-Uni et l'Europe ont toujours été complexes. Chacun connaît la fameuse apostrophe de Churchill à de Gaulle en 1944 : « Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons le grand large. » Londres a donc longtemps hésité sur la politique européenne à adopter après la Seconde Guerre mondiale, malgré les objurgations du même Churchill dans son discours de Zurich sur les États-Unis d'Europe (1946). On a mentionné plus haut les deux tentatives d'intégration en 1963 et 1967, puis l'adhésion en 1973. Si le Royaume-Uni participe ensuite à toutes les étapes de la construction européenne, il y maintient une ligne originale : soutien sans participation aux projets européens, en contrepoint de la priorité donnée à la « relation spéciale » avec les États-Unis ; refus de la supranationalité combiné à la méfiance à l'égard des traités européens ; priorité donnée au libre-échange et au libéralisme économique sur la construction d'une Europe politique. Ainsi, le Royaume-Uni a refusé d'adopter l'euro ou de s'intégrer dans l'espace Schengen, qui offre aux Européens une totale liberté de circulation. Le référendum sur la sortie de l'Union en 2016 voit s'opposer les partisans du maintien dans l'UE (*remainers*) à ceux qui veulent en sortir (*brexiters*). Si le Brexit a des causes propres au Parti conservateur, notamment la rivalité entre le Premier ministre Cameron et ses adversaires eurosceptiques, il s'inscrit aussi dans un contexte favorable aux ruptures, avec la montée du populisme et des manipulations de l'information par des États comme la Russie. Cela provoque un séisme : c'est la première fois qu'un État membre envisage de sortir de l'UE, huit ans après que la faillite de la Grèce avait fait craindre un tel événement.

Plus profondément, le Brexit a révélé le particularisme britannique. Les Anglais ne semblent mus par aucune des forces qui poussent à la construction européenne. Patrie du libéralisme, l'Angleterre n'attend pas de l'Europe un soutien à ses institutions libres. Sur le plan militaire, le pays n'a pas été occupé par l'Allemagne et considère qu'il

est sorti victorieux de la Seconde Guerre mondiale. Sur le plan économique, Londres a le sentiment que ses anciennes colonies, de l'Inde aux États-Unis, sont de grandes puissances sur lesquelles il peut s'appuyer par une stratégie de « *Global Britain* » axée sur de nouveaux accords de libre-échange, plus audacieux que ceux de l'UE. Le retour au pouvoir des travaillistes en 2024 n'a pas rouvert le débat sur le Brexit, qui est probablement enterré pour une génération[36]. En effet, outre les conservateurs eurosceptiques vilipendant l'UE « socialiste », la frange la plus à gauche du Labour a voté pour la sortie de l'Union, par opposition à la « Commission libérale » et par sensibilité à la question migratoire perçue, à tort, puisque Londres ne participait pas à Schengen, comme liée à Bruxelles. Pourtant, le Brexit a affaibli le rôle international de la Grande-Bretagne. Sur le plan économique, peu de nouveaux accords commerciaux ont été signés, le poids de Londres étant mineur. Le Royaume-Uni a dû négocier avec l'UE, son principal partenaire commercial, des relations qui freinent les échanges et multiplient les obstacles bureaucratiques. Enfin, sur le plan politique, Londres a perdu l'influence qu'elle avait à Bruxelles et qui la rendait intéressante pour les États-Unis, comme porte d'entrée dans l'UE.

L'avenir est donc à un rapprochement progressif, sinon avec l'UE, du moins avec les nations qui la composent. Londres et Berlin ont signé en 2024 l'accord de Trinity House, un traité de coopération militaire. En 2025, le renouvellement des accords de Lancaster House avec la France a ouvert de nouvelles perspectives. L'Angleterre pourrait pas à pas de nouveau participer aux politiques européennes, mais sans le clamer trop fort auprès d'une opinion publique où le parti tory est concurrencé par le courant plus radical et eurosceptique de Nigel Farage[37]. Pour le dire plaisamment, si avant 2016, le Royaume-Uni avait un pied en Europe, un pied en dehors, demain, ce sera l'inverse !

Les autres périphéries

En dehors de l'Angleterre, l'AELE conserve quatre membres, dont aucun ne songeait jusqu'ici à intégrer l'UE tout en entretenant, pour trois d'entre eux (Islande, Norvège et Liechtenstein) des liens étroits à travers l'Espace économique européen (EEE)[38]. Ce dernier, créé en 1994, permet aux trois États membres de profiter du Marché commun sans appartenir à l'union douanière. Ainsi, ils respectent 70 % de la réglementation européenne et contribuent au budget de l'UE. Au nord, l'Islande est une ancienne colonie danoise devenue une république indépendante en 1944. Isolée par sa géographie, elle est membre de l'Otan depuis 1949 mais dépourvue d'armée. Elle a intégré l'EEE en 1994 et est de ce fait très liée au Marché commun. Après la crise financière de 2008, elle a déposé sa candidature en 2009, avant de finalement y renoncer. Les raisons avancées pour expliquer la position

islandaise sont les relations étroites avec les États-Unis, qui assurent la sécurité du pays, mais aussi le poids des régions rurales dans le système électoral et leur volonté de préserver le secteur agricole et la pêche. Les positions de l'administration Trump sur le Groenland nourrissent l'inquiétude de Reykjavik et un référendum d'adhésion pourrait être organisé en 2027.

La Norvège a suivi un chemin similaire à celui l'Islande en refusant à deux reprises, lors des référendums de 1972 et 1994, d'adhérer à l'UE. Membre de l'Otan depuis 1949, Oslo entretient un lien de grande proximité avec Washington. Longtemps soumis au Danemark, le pays nourrit un sentiment national fort car il n'est devenu indépendant qu'en 1906, s'émancipant alors de la tutelle suédoise. Enfin, la Norvège exploite de riches ressources énergétiques en mer du Nord, ce qui rend l'UE moins attractive sur le plan économique.

La Suisse a déposé sa candidature au début des années 1990, mais en 1992 Berne a voté contre l'adhésion à l'EEE. Ses rapports avec l'UE s'organisent donc sur la base de traités bilatéraux, hors du cadre de l'AELE et de l'EEE. Si la gauche locale cultive un penchant proeuropéen, la droite nationaliste, notamment la puissante Union démocratique du centre, y est farouchement opposée. Bien que située au cœur de l'UE, qui la borde sur toutes ses frontières (à part le petit Liechtenstein), la Suisse conserve un statut à part dans la géopolitique européenne. Vieille démocratie fondée sur une large décentralisation du pouvoir dans chacun de ses cantons ainsi que sur la pratique de la démocratie directe (par les votations), la Confédération helvétique ne voit pas dans l'UE un moyen de consolider ses institutions ou de garantir ses libertés. Sur le plan économique, c'est un des pays les plus riches du monde. Enfin, sur le plan diplomatique, la neutralité suisse est mise en avant comme un outil d'influence, par l'accueil d'organisations internationales ou un rôle de médiateur que l'appartenance à l'UE pourrait menacer.

Le Liechtenstein est le dernier membre de l'AELE à ne pas vouloir intégrer l'UE. Petit État alpin indépendant depuis qu'il est sorti de la Confédération germanique en 1866, il a conservé sa souveraineté en se tenant à l'écart des deux guerres mondiales. Plusieurs raisons expliquent le maintien de sa position à l'écart de l'UE, parmi lesquelles un contentieux entre la famille régnante et la République tchèque sur les propriétés qu'elle possédait avant la guerre et dont elle s'est trouvée expropriée par les décrets Beneš, expulsant la population allemande en 1948. Mais le cas du Liechtenstein peut se rapprocher de celui d'autres micro-États européens qui ne sont pas non plus membres de l'UE, comme la principauté d'Andorre (située entre la France et l'Espagne, qui s'en sont longtemps partagé la souveraineté, avant que l'État pyrénéen n'entre à l'ONU en 1993), la république de Saint-Marin

et l'État de la Cité du Vatican, au centre de l'Italie, ou encore la principauté de Monaco.

Les marges soviétiques

Les autres États européens non-candidats à l'UE sont situés dans la périphérie de la Russie. C'est bien sûr le cas de la Biélorussie. Les Biélorusses ont tenté de s'émanciper de la tutelle russe en 1918, mais leur éphémère république, impuissante face à la conquête bolchevique, a poursuivi son existence en exil (le gouvernement se trouve aujourd'hui aux États-Unis). Devenue une des composantes de l'URSS, la Biélorussie n'avait aucune autonomie réelle, mais, après 1945, elle a obtenu un siège à l'Assemblée générale des Nations unies, comme l'Ukraine, en signe de reconnaissance des souffrances qu'elle avait endurée pendant le second conflit mondial. La fin de l'URSS a ouvert la voie à une seconde indépendance, mais pas à la démocratisation du pays, où le pouvoir reste dans les mains de la *nomenklatura*. Le président Loukachenko, un ancien patron de ferme collective (un sovkhoze), est considéré comme le « dernier dictateur d'Europe ». Réélu en 2020 dans un scrutin dont la régularité a été contestée, il s'est rapproché de Moscou, autorisant les forces russes à déployer des capacités nucléaires sur le sol biélorusse. L'union des deux États est régulièrement annoncée, mais Minsk a jusqu'ici maintenu une forme d'autonomie[39].

Dans le Caucase, deux États en lutte restent aussi en marge de l'UE[40]. État chrétien indépendant depuis 1991, marqué par l'histoire et le souvenir du génocide de 1915 perpétré sous l'Empire ottoman, l'Arménie a maintenu un lien étroit avec la Russie dont les troupes, sur le sol arménien, sont perçues comme l'assurance-vie d'un pays coincé entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. Toutefois, l'arrivée au pouvoir du président Pachinian, un journaliste anticorruption, a fait craindre à Moscou une forme d'éloignement d'Erevan. Le manque de solidarité de la Russie, qui n'a pas soutenu les Arméniens face aux Azéris dans le Haut-Karabakh, est sans doute une forme de sanction. L'Arménie se rapproche donc d'alliés nouveaux, Français et Américains.

Enfin, l'Azerbaïdjan complète la liste des États européens non-candidats à l'UE. Dirigé depuis son indépendance par la famille Aliev, dont le patriarche dirigeait le KGB pendant la période soviétique, le régime azerbaïdjanais est une dictature. Mais, à la différence de la Biélorussie, il marque une certaine distance avec la Russie grâce à ses ressources énergétiques. Dans les années 1990, Bakou a forgé un puissant outil militaire : le budget de son armée dépassait celui de l'État arménien. Avec l'appui de la Turquie, l'Azerbaïdjan a reconquis les territoires occupés par son voisin arménien. Les deux États négocient aujourd'hui un règlement du conflit qui impliquerait des

concessions importantes pour Erevan, en particulier le droit pour l'Azerbaïdjan de traverser le territoire arménien pour accéder au Nakhitchevan, une enclave azérie en Arménie. Bakou insiste également pour un changement de la Constitution arménienne, qui fait référence à la « réunification » avec le Haut-Karabakh[41].

Les États qui ne sont pas membres de l'UE, qui sont seulement candidats ou qui refusent de l'être, n'ont pas une grande importance géopolitique. Le Royaume-Uni fait exception à cette règle et, dans une moindre mesure, la Suisse, avec son rôle diplomatique historique (siège de la SDN et de plusieurs institutions onusiennes ou internationales comme l'OMC). Les autres États jouent un rôle mineur du fait de leur taille ou de leur positionnement périphérique dans la géographie européenne. Leur destin n'en demeure pas moins européen et c'est pour les intégrer à l'effort commun, ou peut-être pour ne pas les nourrir d'illusions quant à une prochaine entrée dans l'UE, qu'a été lancée la Communauté politique européenne (CPE)[42]. Une première confédération européenne, proposée par la France en 1989, avait fait long feu. Avec quarante-sept membres, cette instance informelle réunissant tous les chefs d'État du Vieux Continent (moins le Vatican, la Russie et la Biélorussie) n'a pas un but très clair sinon celui d'être un lieu d'échanges entre pays ne soutenant pas l'invasion russe de l'Ukraine.

Car les réflexions actuelles sur le destin de l'Europe ont de nouveau beaucoup à voir avec les questions militaires. Le mot, sans doute apocryphe, de Staline : « Le pape, combien de divisions ? », est redevenu d'actualité. Le « dilemme de sécurité », cette peur de tous les États dans une arène internationale où il n'existe aucun « gendarme planétaire » capable de les aider, se pose à nouveau aux États européens pour la première fois depuis la guerre froide. Depuis l'invasion de l'Ukraine, qui a ramené la guerre classique aux frontières de l'Europe, les décisions des États ne sont plus uniquement dictées par l'intérêt économique ou les préférences sociales, mais par le souci plus ancien de survivre.

Une Europe-forteresse ?

Les puissances militaires

Du warfare au welfare

Historiquement, l'Europe a toujours cultivé l'art de la guerre (*warfare*). Elle a possédé les armées les plus puissantes du monde. À la

Renaissance, où Machiavel publie *L'Art de la guerre* (1521), les innovations techniques se multiplient au sein des armées européennes, désormais supérieures à celles des autres parties du monde. Au XVII^e siècle, la révolution militaire, fondée sur les progrès de l'arme à feu, de la manœuvre et des fortifications, permet aux États européens de se lancer dans l'expansion coloniale. Au siècle précédent, grâce à leur supériorité technique, de petits contingents de conquistadors espagnols ont pu soumettre les forces innombrables des empires aztèque et inca[43]. Cette domination européenne a duré jusqu'au XIX^e siècle. Les progrès des armées extra-européennes sont alors rapides. Pendant la guerre de Sécession, les Américains expérimentent plusieurs innovations comme la mitrailleuse. Au début du XX^e siècle, c'est l'armée japonaise qui inflige à la Russie la défaite de 1905. Si elle a eu une postérité heureuse sur le plan musical, avec la célèbre valse *Sur les collines de Mandchourie*, cette guerre a ébranlé l'Occident européen et Guillaume II évoque à l'époque la naissance du « péril jaune ».

La Première Guerre mondiale marque l'apogée de l'Europe sur le plan militaire. Le conflit mobilise des masses considérables : en 1918, dix millions de Français portent l'uniforme. La guerre provoque une nouvelle accélération du progrès technique avec l'apparition de l'avion, du char, de l'arme chimique ou du camouflage, dont l'invention doit beaucoup aux peintres cubistes. Mais, gagnée par l'arrivée des contingents américains, elle constitue aussi une forme de « suicide européen ». L'entre-deux-guerres voit dans un premier temps les armées européennes se réduire. La démobilisation d'une part et les traités de désarmement négociés par la SDN d'autre part contribuent à la pacification des rapports entre États. En Allemagne, la Reichswehr est limitée à 100 000 hommes et privée de certains équipements par le traité de Versailles. Dès 1933 toutefois, l'Europe se réarme. L'Allemagne nazie se lance dans un vaste programme de fabrication d'armes et de reconstitution de ses forces armées. Les autres États européens suivent avec du retard l'effort allemand. En 1939, le début de la guerre montre l'écrasante supériorité de l'Allemagne sur la Pologne puis, un an plus tard, sur la France. En 1945, plus de quinze millions d'Allemands portent l'uniforme de la Wehrmacht.

Avec la destruction de la puissance allemande au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe entame un long déclin militaire. Occupé par l'URSS, l'est du continent est remodelé par l'Armée rouge qui reconstitue des forces armées dans chacun des pays satellites. À l'ouest, le Royaume-Uni ne peut maintenir l'appareil militaire qui lui a permis de mener la guerre. Mais, pour reprendre le titre fameux de l'historien américain James Sheehan[44], « où sont donc passés les soldats de l'Europe » ? Divisée, occupée, l'Allemagne n'a plus d'armée.

Une rupture majeure dans le potentiel militaire de l'Europe tant, depuis la Prusse de Frédéric au XVIIIe siècle, les militaires d'outre-Rhin avaient donné le ton[45]. C'est l'époque où François Mauriac écrit : « J'aime tellement l'Allemagne que j'en préfère deux. » Ruinés par le conflit, les États européens se concentrent sur l'économie, construisent un généreux État-providence (*welfare state*) et se reposent sur l'Amérique pour garantir la sécurité du continent et repousser une éventuelle attaque de l'URSS. L'Italie introduit dans sa Constitution un article 11 par lequel elle « répudie la guerre ».

Au début de la guerre froide, les enjeux sont encore mondiaux pour l'Europe. Certains États européens mènent des guerres pour tenter, sans succès, de maintenir leurs empires coloniaux. C'est le cas des Pays-Bas en Indonésie jusqu'en 1949 ou de la France en Indochine jusqu'en 1954 et en Algérie jusqu'en 1962, des Britanniques au Kenya face à la révolte des Mau-Mau, des Portugais en Angola et au Mozambique jusqu'en 1975. Mais, avec la décolonisation, les armées européennes se recentrent sur le Vieux Continent[46]. Pendant la guerre froide, l'objectif des Européens de l'Ouest est d'éviter une invasion soviétique. L'anticommunisme domine les appareils militaires et certaines armées interviennent dans les affaires politiques. En 1961, une partie de l'armée française s'insurge contre l'indépendance de l'Algérie. En 1967, l'armée grecque prend le pouvoir et instaure le régime des colonels. Au sortir de la guerre froide, l'Europe de l'Ouest retrouve des capacités militaires importantes, mais qui dépendent du soutien américain. L'Allemagne, reconstituée en république fédérale en 1955 par les Occidentaux qui ont fusionné ses trois zones d'occupation, se dote d'une puissante armée censée garantir que les Soviétiques ne franchiront pas la « trouée de Fulda ».

Des « dividendes de la paix » au plan « ReArm Europe »

Avec la fin de l'URSS, les États européens enregistrent les « dividendes de la paix » : les budgets des armées sont réduits, comme les effectifs. La négociation internationale, qui aboutit à la construction d'une « architecture européenne de sécurité », avait déjà mené à la signature d'un traité sur l'interdiction des missiles de portée intermédiaire (traité sur les « forces nucléaires intermédiaires ») en 1987, permettant l'élimination des euromissiles. Le mouvement de désarmement est même allé plus loin, faisant du continent le seul à signer des traités concernant les armes classiques. Le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE) impose une réduction nette des arsenaux et la fixation de plafonds régionaux pour la possession de certains types d'armes. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en surveille l'application depuis son siège viennois. Bien sûr, l'Europe conserve de beaux restes. Avec la réunification du continent, qui permet d'intégrer au tableau les armées

des anciens États membres du pacte de Varsovie, le total des effectifs des armées européennes reste imposant : 2,5 millions de soldats, 10 000 chars, 2 500 avions de combat. En outre, deux États européens, la France et le Royaume-Uni, possèdent l'arme nucléaire. Néanmoins, l'Europe militaire souffre de faiblesses nombreuses. Les dépenses militaires, rapportées au PIB, sont inférieures à celles d'autres régions du monde. Les arsenaux sont réduits et disparates, du fait du grand nombre d'industries nationales concurrentes. Enfin, les armées européennes ne se déploient guère en dehors du Vieux Continent. Ce tableau doit toutefois être nuancé. Fortement intégrée à l'appareil militaire américain, l'armée britannique possède une force navale importante et des capacités nucléaires, développées depuis les accords de Nassau en 1962 sous le système de la « double clé ». Les Britanniques ont conservé un esprit expéditionnaire et ont été déployés dans des conflits actifs comme en Afghanistan (2001) ou en Irak (2003).

Dotée de l'arme nucléaire depuis 1960, la France a contribué à la défense de l'Europe pendant la guerre froide tout en maintenant des capacités de projection susceptibles d'être employées pour défendre son outre-mer ou intervenir dans son ancien empire, sous la forme des « opérations extérieures ». La dernière grande opération extérieure, Barkhane au Sahel (2014-2022), a été menée contre des groupes djihadistes. Tout en étant le seul État européen à conserver un réseau de bases africaines (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Tchad, Djibouti[47]) ou au Moyen-Orient (Émirats arabes unis), la France recentre sa défense sur le sol européen depuis l'attaque russe en Ukraine. Elle déploie désormais des soldats en Estonie et en Roumanie.

Le début de la guerre en Ukraine a transformé le paysage militaire. Les États européens recommencent à investir dans la défense. L'Allemagne a annoncé un « changement d'époque » (*Zeitenwende*). Son armée, la Bundeswehr, fait feu de tout bois pour recruter. Comptant un peu plus de 180 000 militaires, elle veut en trouver au moins soixante-quinze mille de plus pour tenir ses engagements. Mais l'armée allemande, qui a créé une base permanente en Lituanie, a très peu combattu ces dernières décennies, freinée par une société où le pacifisme est très ancré[48], au point de « ne jamais vouloir combattre pour son pays ».

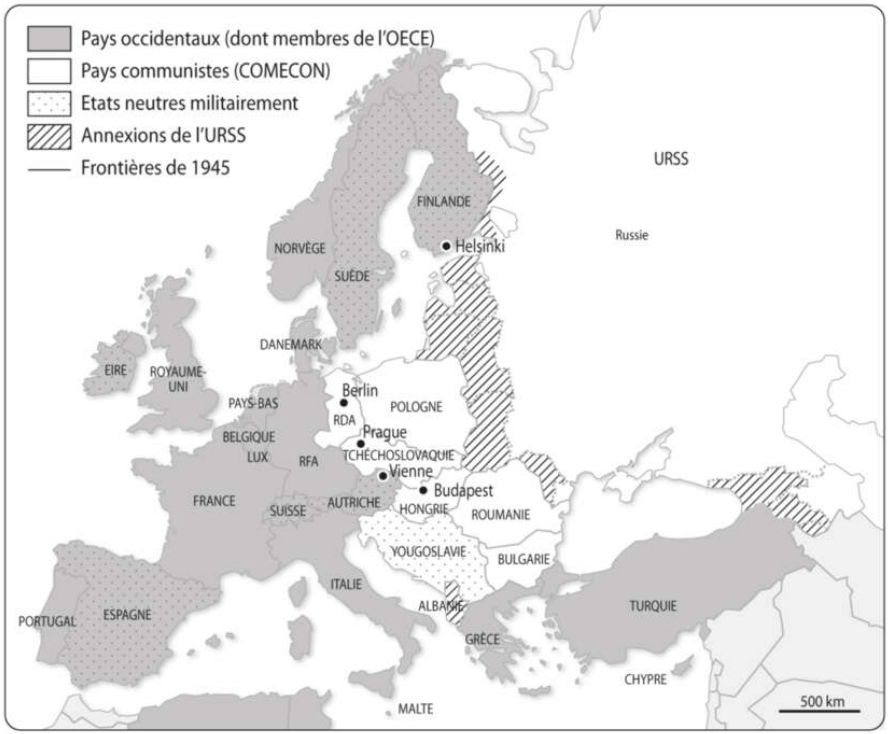
La Pologne, avec ses 40 millions d'habitants, investit massivement dans son appareil militaire. Le pays, qui a disparu à la fin du XVIIIe siècle et n'est redevenu indépendant qu'en 1918 avant d'être à nouveau occupé par l'Allemagne puis intégré par l'URSS dans le bloc soviétique, s'inquiète de la guerre en Ukraine. Doté de l'arme nucléaire par le stationnement de l'Armée rouge sur ton territoire à l'époque du pacte de Varsovie, il a entamé un effort de réarmement.

Les experts polonais aiment à raconter l'histoire d'un psychotique. Sa maladie consiste à se prendre pour une souris. Une fois soigné, il se rend chez son docteur et se dit encore inquiet à cause du chat. « Mais, lui répond le docteur, voyons, rassurez-vous : vous savez bien que vous n'êtes pas une souris. – Oui, lui répond le patient, mais le chat le sait-il ? » La Pologne est ce malade, le chat étant quelque part à Moscou. L'armée polonaise, financée par un budget équivalent à 4 % du PIB national, a acheté beaucoup d'armements, notamment des canons et des chars à la Corée du Sud.

Plus globalement, l'UE a décidé d'impulser chez ses États membres un effort de réarmement. Le plan « ReArm Europe » (2025) prévoit de dépenser 800 milliards d'euros pour la défense, une révolution copernicienne pour Bruxelles. Une partie de l'argent (650 milliards) serait fournie par les États grâce à l'assouplissement des règles de la zone euro s'agissant de l'endettement. L'autre partie (150 milliards) serait financée par des prêts à bas taux de l'UE. Cette initiative a d'emblée été contestée par l'Espagne, gouvernée par la gauche, et l'Italie, à l'extrême droite, et le plan a été rebaptisé « Être prêt en 2030 ». C'est qu'engager l'UE dans la voie du réarmement remet en question le pacifisme ambiant, mais également deux autres tendances lourdes, l'alliance avec les États-Unis et la tentation de la neutralité.

Les alliances

L'Europe a vu se constituer les systèmes d'alliances entre États les plus variés. Certains, comme la Sainte-Alliance, constituée en 1815 par les États comme l'Autriche, la Prusse et la Russie, désireux d'écraser dans l'œuf toute tentative de retour aux désordres révolutionnaires, avaient une finalité conservatrice. D'autres systèmes se sont révélés catastrophiques pour l'équilibre européen. C'est le cas de la Triple-Alliance, formée avant 1914 par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie (remplacée ensuite par l'Empire ottoman), et dont le mécanisme de solidarité a sans doute provoqué la Première Guerre mondiale[49].



L'Europe de 1954 scindée en deux

Après 1914, reprenant les idées du président Wilson[50], la SDN a voulu bannir les alliances agressives comportant des clauses secrètes. Les nations sorties victorieuses de la guerre ont constitué de nouvelles structures, comme la Petite-Entente forgée par la France avec les nouveaux États d'Europe orientale, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Dans les années 1930, l'Allemagne nazie a fait de l'axe Rome-Berlin-Tokyo un des moteurs du second conflit mondial.

Depuis 1945, il n'existe plus vraiment d'alliances de ce type en Europe. À l'est, la domination de l'URSS a poussé les démocraties populaires à intégrer, sous l'égide de Moscou, le pacte de Varsovie, qui était moins une alliance qu'une structure de subordination. À l'ouest, l'extrême faiblesse des appareils militaires et la peur du soviétisme (les communistes fomentent le « coup de Prague ») poussent les États du Benelux, la France et l'Angleterre à conclure le traité de solidarité de Bruxelles en 1948. Mais celui-ci ne vaut que par la clause de solidarité qu'il contient et que l'on va retrouver, l'année suivante, dans le texte fondateur de l'Otan. Avec son article 5 instituant un soutien commun à l'allié agressé, l'Alliance atlantique apparaît en effet comme la structure de référence de la sécurité européenne depuis 1949. Première alliance permanente des États-Unis, elle a permis aux Européens de trouver dans la garantie américaine la protection recherchée. On a peine à mesurer combien cette alliance constituait,

au milieu du XXe siècle, une rupture avec les pratiques qui avaient été celles des grandes puissances européennes, souveraines et jalouses de leur indépendance. Le Royaume-Uni par exemple a construit sa politique étrangère au XIXe siècle sur le principe du « splendide isolement ». Dépourvu d'alliances permanentes, il pouvait à son gré appuyer tel ou tel État européen, et maintenir ainsi l'équilibre continental. De même, Bismarck avait su construire, au lendemain de la guerre avec la France en 1870, un subtil système d'alliances avec la Russie et l'Autriche, évitant tout revanchisme de Paris[51].

L'Alliance atlantique constitue, de ce point de vue, une rupture complète avec l'ordre européen antérieur. Il est significatif qu'elle ait eu comme premier secrétaire général le Britannique Hastings « Pug » Ismay. Lord Ismay illustre bien le passage de la Grande-Bretagne d'un rôle de puissance mondiale et impériale à celui d'un État avant tout européen et soucieux de cultiver sa « relation spéciale » avec Washington. Né en Inde, d'un père administrateur et d'une fille de colonel, Ismay a choisi l'armée et l'Académie royale militaire de Sandhurst, faute d'un niveau suffisant pour étudier à Cambridge et devenir haut fonctionnaire. Intégrant ensuite l'armée des Indes, un régiment de cavalerie, dans l'actuel Pakistan, il combat le brigandage de Pachtounes afghans qui mènent des raids dans la plaine de l'Indus, une expérience assez proche de celle du jeune Churchill. « Les Afghans, écrira ce dernier, avaient fait deux découvertes majeures à la fin du XIXe siècle : le fusil automatique et l'Empire britannique. Le problème est qu'ils utilisaient le premier contre le second[52]. » Il est ensuite déployé dans la Somalie britannique et, à la tête d'un corps de chameliers, il mène l'assaut, pendant le premier conflit mondial, contre les troupes de Mohammed Abdullah Hassan, le « Mad Mullah », un dirigeant religieux radical, ennemi du khat et du tabac, qu'on appelle parfois le père du nationalisme somalien. Mais son heure de gloire arrive pendant la Seconde Guerre mondiale, où il devient l'un des principaux collaborateurs de Churchill. Il faut toute la force de persuasion de ce dernier pour le convaincre de devenir secrétaire général de l'Otan, un poste flou selon Ismay, à la tête d'une organisation qu'il jugeait bureaucratique. Mais Churchill lui fait comprendre que l'Alliance atlantique, après l'échec de Berlin dans la course à la domination mondiale, l'effondrement de Paris et l'affaiblissement de Londres, est la pièce maîtresse d'un nouvel ordre européen où les États ont perdu leur prééminence.

Rien n'a vraiment changé depuis la formulation de ses préventions et le mot fameux de lord Ismay sur l'Alliance atlantique, quelque peu obsolète après 1991 et la fin de l'URSS, n'a jamais été aussi vrai : l'Otan sert à garder l'Amérique en Europe, les Russes hors d'Europe et les Allemands dans la faiblesse : « *The US in, the Russians out, the*

Germans down[53]. » Pendant la guerre froide, l'Otan a été une alliance défensive organisant des manœuvres qui devaient dissuader l'URSS de passer à l'attaque. Elle a rempli sa mission, offrant à l'Europe une période de paix de plusieurs décennies. À la différence d'un traité d'alliance classique, l'Otan est dotée d'organes permanents, d'une administration civile basée à Bruxelles (à Paris jusqu'en 1966) et d'organes militaires. L'état-major de l'Alliance (*Supreme Headquarters Allied Powers Europe*, SHAPE) est basé à Mons en Belgique. Son chef, le SACEUR (*Supreme Allied Commander Europe*), est toujours un général américain (son adjoint est allemand ou britannique) qui commande les forces des États-Unis en Europe. En outre, l'Otan dispose d'un commandement stratégique à Norfolk (États-Unis) et de trois commandements « opérationnels » à Brunssum (Pays-Bas), Lisbonne et Naples. Constituée à l'origine de douze membres (États-Unis, Canada, Islande, Royaume-Uni, France, Italie, Portugal, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Danemark, Norvège), l'Alliance a vu la Grèce et Turquie, nations ennemies mais craignant l'influence soviétique, la rejoindre en 1952, la nouvelle République fédérale d'Allemagne (RFA) en 1955, l'Espagne (redevenue démocratique) en 1982. À la suite de l'effondrement de l'URSS, une nouvelle vague d'expansion a déplacé le centre de gravité de l'organisation vers l'Europe de l'Est : elle a intégré le territoire de l'ex-République démocratique allemande (RDA) en 1990, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie en 1999, les trois États baltes, la Slovénie, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie en 2004, l'Albanie et la Croatie en 2009. Avec l'entrée du Monténégro en 2016 et de la Macédoine du Nord en 2020, puis de la Suède et de la Finlande après 2022, l'Otan compte aujourd'hui trente-deux membres. Par ailleurs, largement inactive pendant la guerre froide, où elle se préparait par ses entraînements à l'attaque soviétique, l'Alliance est devenue opérationnelle dans les années 1990, au moment même où la menace de Moscou semblait disparaître[54]. Elle a multiplié les interventions au service de la paix sur le continent européen, en relayant, plus efficacement que l'ONU, les objectifs politiques des États occidentaux dans la pacification des Balkans : déploiement de la SFOR en Bosnie en 1995 pour appliquer les accords de Dayton, bombardement de la Serbie en 1999 puis occupation du Kosovo par la KFOR.

Le 11 septembre 2001 a vu la première invocation par l'Alliance de l'article 5 et l'envoi, sur le lointain terrain afghan, d'une force multinationale (60 000 hommes) que l'Otan a commandée après 2003. En 2011, l'Otan a lancé l'opération « Protecteur unifié » contre le régime libyen, entraînant la chute du colonel Kadhafi. En 2017, elle est devenue membre de la coalition internationale contre l'État islamique et a mis à disposition de cette force ses avions AWACS.

Depuis 2018, elle participe à la formation de l'armée irakienne (*Nato Mission in Irak*, NMI).

L'Otan a ses admirateurs et ses contempteurs[55]. L'organisation devait-elle survivre à la guerre froide ? Était-elle encore utile alors que la menace qui la justifiait avait disparu ? Les Européens ne devaient-ils pas s'organiser entre eux ? En 1999, le « concept stratégique » de l'Otan a tenté de trouver une réponse dans la globalisation géographique et fonctionnelle de l'Alliance. Celle-ci s'est engagée contre de nouvelles menaces (catastrophes naturelles, terrorisme) et a surtout élargi son champ d'intervention « tous azimuts » (donc même hors de la zone européenne couverte par le traité). Outre l'Afghanistan, l'Otan est donc intervenue, avec l'accord et le soutien de l'ONU, au Soudan (dans la province du Darfour) en 2004 ou au large de la Somalie pour lutter contre la piraterie (opération « Ocean Shield », « bouclier de l'océan ») de 2008 à 2016. En 2010, l'Alliance a adopté un nouveau concept stratégique, élargissant au cyberterrorisme ou à la sécurité énergétique l'éventail des menaces pouvant déclencher l'article 5. Son efficacité a été mise en doute. Alors que les États-Unis ont voulu faire de l'Alliance un outil mondial (Global NATO), une sorte de coalition des démocraties (« ONU occidentale ») capable de réagir à toutes sortes de crises, la France avait une vision plus restrictive, refusant la logique du « couteau suisse ». Selon cette conception, il était nécessaire pour l'Otan d'améliorer son efficacité avant d'élargir ses objectifs. Il est vrai que ses organes civils, dirigés par un secrétariat général (à la tête duquel se trouve depuis 2024 le Néerlandais Mark Rutte) depuis un magnifique bâtiment de la banlieue de Bruxelles (la France ayant chassé l'organisation de l'université Dauphine à Paris), représentent une bureaucratie de six mille employés et un budget d'environ deux milliards de dollars (dont 1,2 pour les opérations militaires, les États contribuant en fonction de leur PIB et du nombre de troupes engagées). Sur le terrain, l'Otan n'est pas toujours capable de vaincre. À Kaboul, les talibans sont revenus au pouvoir en 2021. Le renversement du colonel Kadhafi n'a pas permis de stabiliser la Libye, aujourd'hui divisée en deux camps rivaux. Cette efficacité limitée, déjà constatée au Kosovo (où chaque État souhaitait approuver les plans de frappe), explique qu'en 2001 les États-Unis aient préféré mener seuls, ou dans le cadre d'une coalition *ad hoc*, leurs opérations militaires en Afghanistan. Des réformes sont lancées par les sommets réguliers de l'Alliance, mais il n'est pas simple de fermer des agences qui, bien souvent, sont défendues bec et ongles par les États qui les accueillent sur leur territoire. Surtout, la question du financement de l'effort de défense a aigri les relations entre alliés. Lors de son premier mandat, le président Trump a rappelé que les États-Unis, qui représentent les trois quarts du budget militaire de

l'Alliance, attendaient une croissance des dépenses de chacun pour atteindre le seuil de 2 % du PIB, sur lequel les alliés se sont accordés, faute de quoi il se réservait le droit de ne pas appliquer l'article 5. Sa pression a payé, tout comme la menace russe : huit États seulement ne sont pas au seuil des 2 %.

Ces critiques n'ont pas découragé les vocations et l'Otan enregistre de nouvelles candidatures, parallèlement à l'UE, dont elle est souvent l'antichambre (vingt-quatre des trente-deux États membres de l'Otan appartiennent à l'UE). En effet, l'implication des États-Unis dans l'Alliance continue de rassurer les États d'Europe orientale, inquiets des ambitions de la Russie. En 2008, à Bucarest, parmi les cinq États candidats demandant le MAP (*membership action plan*), les candidatures de l'Ukraine et de la Géorgie ont été ajournées à la demande de la France et de l'Allemagne, soucieuses de ne pas fâcher Moscou, tout comme celle de la Macédoine du Nord. Si cette dernière a finalement pu intégrer l'Otan après la résolution de son contentieux avec la Grèce, Kiev et Tbilissi doivent se contenter d'une coopération militaire avec les nations otaniennes. On peut s'interroger sur ce refus de l'Otan : les deux États ont ensuite été attaqués par la Russie en 2008 et 2022. Le retour de la France dans le commandement intégré en 2009 a également été un symbole fort de l'attractivité de l'Alliance. La limite de cette expansion géographique réside dans l'article 10 (qui précise que les pays candidats doivent être européens), mais l'Otan a développé de nombreux partenariats (avec Israël ou des États arabes comme la Tunisie). Reste à trouver une place pour l'Otan dans la sécurité européenne aujourd'hui[56]. Avec l'UE, les accords de « Berlin plus » en 2002 ont permis de trouver un *modus vivendi* : en cas de crise, l'Otan intervient si elle le veut (elle a le droit de premier refus). Dans le cas inverse, l'UE intervient avec les moyens de l'Otan ou seule (hors Berlin plus). Ce mécanisme pourra-t-il jouer en faveur des « garanties de sécurité » peut-être offertes par les Européens à l'Ukraine ?

Après une longue période de doute, l'Otan a retrouvé une véritable légitimité avec la dégradation des rapports avec la Russie. À l'origine du Pacte atlantique, ces rapports se sont améliorés dans les années 1990 (partenariat pour la paix et, en 2002, conseil Otan-Russie). À nouveau soumis à de fortes tensions, ils sont le fondement le plus solide de l'Otan aujourd'hui. L'Ukraine a même inscrit dans sa Constitution sa volonté d'intégrer l'Alliance. En 2016, pour rassurer les États alliés d'Europe orientale, l'Otan a décidé de déployer des forces dans les pays Baltes (*Enhanced Forward Presence*, EFP). La première présidence Trump (2017-2021) a secoué l'Alliance, le président républicain ayant fortement critiqué la dépendance des États européens envers les États-Unis et souhaité se rapprocher de la

Russie[57]. Mais, avec l'entrée de la Suède et de la Finlande, l'Otan fait la preuve de sa pertinence. L'heure n'est plus aux délices de la neutralité pour ces deux États voisins de la Russie et ce même si les déclarations du président Trump depuis le début de son second mandat peuvent laisser songeurs les nouveaux adhérents quant à la solidité de la garantie américaine[58].

Les États neutres

La neutralité a été un choix majeur de bien des États européens[59]. Les discussions entamées à Istanbul en 2022 entre l'Ukraine et la Russie, finalement avortées, ont fait resurgir cette neutralité sur le devant de la scène : Moscou exigeait la neutralité de Kiev et son renoncement à l'Alliance atlantique. *Neuter*, « aucun des deux », tel est le postulat des États neutres. Ils ne sont pas nombreux, moins d'une vingtaine sur les 193 États reconnus par l'ONU, et ne doivent être confondus ni avec les non-alignés, ces pays du Sud hostiles aux deux blocs pendant la guerre froide, ni avec les zones neutres, ces territoires non revendiqués (Antarctique) ou non délimités (qui ont existé entre l'Arabie saoudite et l'Irak ou le Koweït jusque dans les années 1970).

Le droit international reconnaît aux États le droit souverain de se proclamer neutres. La convention de La Haye de 1907 a organisé ce statut protecteur. Il est intéressant de rappeler que ce traité a été négocié après la guerre russo-japonaise de 1905 où le Royaume-Uni et les États-Unis avaient eu des difficultés à faire valoir leurs droits d'États neutres. Ce traité sera complété, en 1928, par la convention de La Havane sur la neutralité maritime. Tous ces textes organisent une neutralité de droit, qui peut être occasionnelle (par exemple, la Turquie est restée neutre pendant la première année de guerre en 1939) ou perpétuelle (le plus vieil exemple étant la Suisse, dont la neutralité est garantie par le congrès de Vienne de 1815).

En temps de guerre, l'État neutre bénéficie d'un régime spécial fondé sur trois devoirs : 1) celui de l'abstention : ne pas favoriser l'un ou l'autre des belligérants (mais cela n'interdit pas, selon l'article 7 de la convention de La Haye, la livraison d'armes) ; 2) celui de l'impartialité, qui implique une forme d'égalité de traitement envers les belligérants ; 3) celui, à la charge des autres États, de l'inviolabilité de sa souveraineté : si celle-ci est compromise, l'État neutre peut riposter tout en conservant sa neutralité. Dans le détail, la convention de La Haye autorise le transit par le territoire de l'État neutre des prisonniers évadés, des blessés, des aéronefs et même des navires de guerre.

Dans les temps incertains, la neutralité a donc bien des avantages.

En 1815, la Suède, traumatisée par la perte de la Finlande face à la Russie, est devenue neutre, cessant de participer aux conflits européens. En 1830, à la conférence de Londres, l'Autriche, la France, le Royaume-Uni, la Prusse et la Russie ont garanti au nouvel État belge, résultat de la révolte de la bourgeoisie francophone et catholique contre la monarchie protestante des Pays-Bas, un statut de neutralité rassurant pour chacun. La neutralité apparaît aussi comme un moyen de se protéger des visées d'un grand voisin menaçant. Dans les années 1930, l'Irlande la choisit face au Royaume-Uni dont elle vient de s'émanciper. Pendant la guerre froide, ce sera aussi le choix, face à l'URSS, de la Finlande ou de l'Autriche vaincues mais conservant leur système libéral. Un statut neutre peut même permettre d'exercer, paradoxalement, une plus grande influence internationale. Elle est donc un choix de prédilection pour les petits États. Le Liechtenstein est aussi neutre que stable depuis 1869. Apparu en 1929 dans sa forme contemporaine avec les accords du Latran, l'État de la Cité du Vatican choisit la neutralité. La Suisse, qui accueille les premières organisations internationales, devient le siège de la SDN en 1919. Une « diplomatie de sièges » que l'on retrouve dans les autres États neutres : la Finlande accueille la conférence de Helsinki dans les années 1970, présidée par le Vatican, et l'Autriche sera le siège de l'OSCE, d'institutions onusiennes et même de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Ces dernières années, l'étoile de la neutralité a un peu pâli. Il faut dire que, dans le monde hobbesien des relations internationales, le statut d'État neutre peut se révéler précaire. En 1914, l'invasion de la Belgique par l'Allemagne a montré ce que valait une garantie internationale, un « chiffon de papier » selon le mot célèbre du chancelier Bethmann Hollweg. En 1915, les mêmes Allemands n'ont cessé de reprocher à Washington sa neutralité dans le conflit, engageant une guerre sous-marine qui finit par entraîner les États-Unis dans la guerre en 1917. La neutralité est en pratique souvent associée à une souveraineté limitée. L'État neutre a du mal à le rester quand s'affrontent de puissants voisins. En 1939, la Suède neutre a néanmoins aidé la Finlande dans sa « guerre d'hiver » contre l'URSS. En 1940, l'Espagne franquiste, restée en dehors de la guerre, envoie tout de même sa División Azul sur le front russe. L'Irlande, officiellement neutre, aidera les États-Unis contre l'Allemagne nazie. Le meilleur exemple de cette neutralité ambiguë demeure le concept de « finlandisation » pendant la guerre froide : Helsinki prendra garde de ne jamais fâcher son voisin soviétique (allant jusqu'à empêcher la publication en Finlande de *L'Archipel du Goulag*, le livre d'Alexandre Soljenitsyne dénonçant le Goulag soviétique).

L'histoire du monde contemporain est donc celle du déclin de la

neutralité. Bien sûr, certains États continuent d'y recourir dans le pourtour de la Russie. *Primus inter pares*, l'Ukraine proclamera sa neutralité en 1990 puis se rapprochera de l'Otan après la révolution orange de 2004. La majorité prorusse reviendra à la neutralité en 2010 avant qu'une nouvelle révolution pro-occidentale n'y renonce en 2014. D'autres États de l'ex-URSS ont choisi ce statut rassurant pour Moscou tels que le Kazakhstan en 1991, la Biélorussie en 1994 (elle y renonce en 2022), la Moldavie ou le Turkménistan. Tout à son jeu d'équilibre entre Ouest et Est, la Serbie a déclaré sa neutralité en 2007 et la Mongolie a fait brièvement de même au milieu des années 2010.

Il est toutefois difficile de rester neutre dans un monde organisé par les Nations unies. Le Conseil de sécurité, à travers ses résolutions, exprime la volonté de la communauté internationale. Cela rend délicat la poursuite d'une « neutralité intégrale » : la Suisse en a tiré les conséquences en entrant à l'ONU (2002), en choisissant une « neutralité différentielle » qui lui permet d'appliquer les sanctions décidées par le Conseil. Le choix de Berne de sanctionner la Russie en 2022 prolonge cette lente sortie de la neutralité. De la même manière, l'Autriche a adopté une « neutralité active » qui lui permet, par exemple, de participer aux opérations de maintien de la paix. En Irlande, la règle du *triple lock* (l'accord du gouvernement, du Parlement et de l'ONU) a aussi permis une participation aux opérations internationales. Il est enfin difficile de rester neutre dans un monde où la guerre redevient une réalité. En Europe, où cinq États sont neutres, l'avenir de la neutralité ne semble donc pas prometteur. La Belgique et le Luxembourg y ont renoncé en entrant dans l'Otan en 1949. L'Irlande, Malte, l'Autriche, la Finlande et la Suède sont désormais membres de l'UE qui, avec le traité de Lisbonne, s'est dotée d'une clause de solidarité mutuelle (l'article 42.7). Après avoir longtemps hésité, Stockholm et Helsinki ont choisi l'entrée dans l'Otan, la guerre en Ukraine ayant confirmé que l'article 5 ne couvre pas les simples pays partenaires de l'Alliance. On doit, dans les capitales du Nord, relire Thucydide : dans la bataille entre Sparte et Athènes, Mélos a payé chèrement son désir de rester neutre. Pourtant, si les États européens ont peu à peu renoncé à la neutralité, qu'en est-il de l'Europe elle-même ? Les avis sont partagés mais le grand partenaire américain pèse énormément dans la balance. Les Européens ont découvert et dominé l'Amérique pendant plusieurs siècles. Depuis plusieurs décennies, le rapport de forces s'est inversé. L'Amérique domine l'Europe comme elle domine le monde au sens où le lien transatlantique n'est pas égalitaire. Avec son PIB considérable (un quart du total mondial), sa grande armée, sa population de près de 350 millions d'habitants, elle est à certains égards, par sa présence écrasante, la première des puissances européennes. Beaucoup de pays

s’en accommodent, la France s’en agace. Mais dans l’affrontement des grandes puissances en cours, l’Europe, qui n’en est pas tout à fait une, doit-elle s’éloigner des États-Unis ?

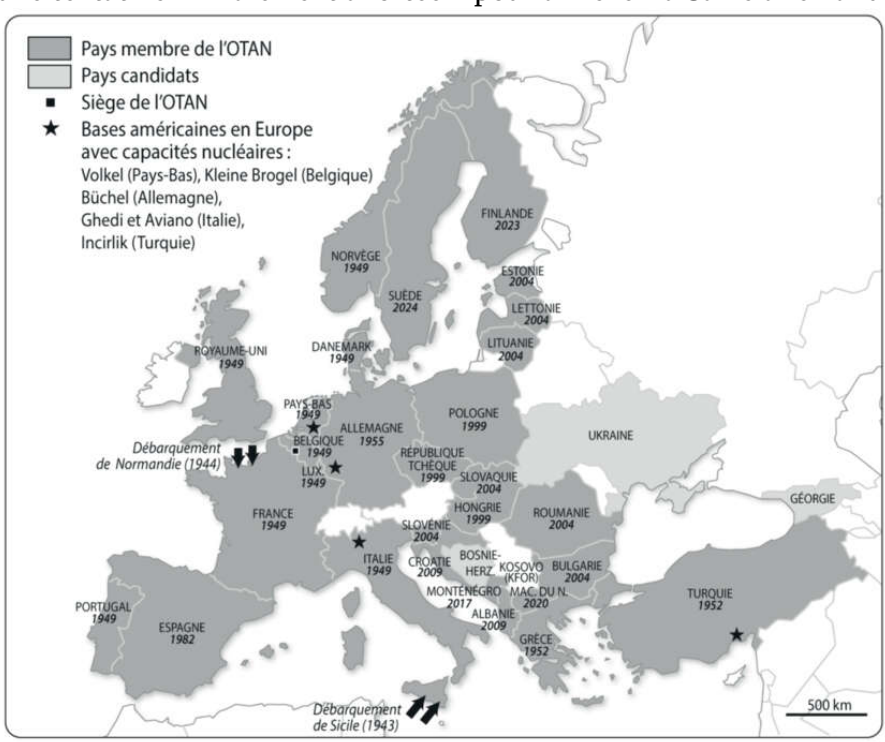
3

L’avenir de la géopolitique européenne

La relation avec les États-Unis

Le lien transatlantique

Les États-Unis d’Amérique sont, comme leur nom l’indique, un État américain et marginalement océanien (îles Hawaii notamment). Malgré plusieurs tentatives pour acheter ou annexer l’Islande ou le Groenland, la dernière en date ayant eu lieu avec le président Trump, ils ne possèdent pas de territoire européen[1]. Vainqueurs des deux guerres mondiales, ils n’en ont tiré aucun profit territorial, alors que l’URSS a étendu ses frontières de deux cents kilomètres vers l’ouest et que la France a récupéré quelques petites communes italiennes (et fait une tentative – finalement avortée – pour annexer la Sarre allemande).



Pourtant, les États-Unis jouent depuis plus de deux siècles un rôle indirect dans la géopolitique européenne. Une fois émancipés de la tutelle britannique, ils sont devenus la soupape de sécurité de la croissance démographique du Vieux Continent. Près de 100 millions d'Européens ont traversé l'Atlantique pour trouver, en arrivant dans le Nouveau Monde, la protection contre les persécutions religieuses et politiques, ou pour simplement échapper à la pauvreté.

L'Amérique indépendante se méfie de l'Europe. Washington, dans son discours d'adieu à la fin de sa présidence (1796), conseille aux Américains de ne pas s'engager dans les affaires européennes : cette doctrine du « non-engagement » (*non-entanglement*) sera reprise par ses successeurs. Parmi eux, Monroe, qui veut combattre l'influence européenne, notamment des Espagnols, présents en Amérique latine, et des Anglais, qui ont brûlé la Maison-Blanche en 1814 et sont restés maîtres du Canada. Sa doctrine est simple : « L'Amérique aux Américains ».

Ces liens ont forgé un rapport complexe avec le continent européen. Par son origine, la population américaine a conservé des liens étroits avec la culture du Vieux Continent. Les Européens fuyaient l'Europe pour trouver liberté et prospérité en Amérique, cette « cité sur la colline » idéale qu'ils voulaient édifier[2]. En même temps, le rapport avec l'Europe n'était jamais tout à fait rompu par les communautés émigrées. Le compositeur Antonín Dvořák vient à New York pour chercher un soutien à ses idées nationalistes tchèques. Impressionné par la culture américaine, il y crée *La Symphonie du Nouveau Monde*, considérée comme un monument de la musique tchèque !

Parmi mille témoignages de ces mouvements d'allers et retours, devenus un lieu commun de la littérature européenne, l'œuvre de Pelham Grenville Wodehouse est révélatrice de ce rapport à l'Amérique. Né en Angleterre d'un père travaillant à Hong Kong, Wodehouse a créé un monde comique qui est, pour beaucoup de lecteurs, la quintessence de l'humour anglais et l'incarnation même de l'esprit édouardien. Pourtant, cet écrivain « *so british* » a eu des rapports compliqués avec la mère patrie. Indifférent à la politique, il s'est maladroitement comporté pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il séjournait dans une Europe occupée par l'Allemagne[3]. En 1947, il décide de franchir l'Atlantique et, en 1955, il obtient la nationalité américaine. L'Angleterre des *swinging sixties* se méfie de l'image passéiste que projette son univers de domestiques madrés et de châtelains insouciants. Il ne devient chevalier de l'ordre de l'Empire britannique qu'un mois avant sa mort, en 1975. Mais dans cet univers, précisément, les États-Unis incarnent le pays de la liberté où peut s'enfuir le héros en difficulté (difficulté toujours relative dans les

comédies légères qu'affectionne Wodehouse). Ainsi, dans *My Man Jeeves* (1919), Bertie Wooster, le jeune noble écervelé si dépendant de son *butler*, explique qu'après avoir échoué dans sa mission à New York où l'avait envoyé sa terrible tante Agathe – empêcher le mariage de son cousin Gussie avec une actrice de théâtre –, il décide de prolonger son séjour plutôt que de retourner en Europe et d'avoir de « *long cosy chats about the thing with aunt* » !

En pratique, l'influence américaine en Europe est limitée au XIXe siècle. En 1870, les États-Unis ont une population comparable à celle de la France. Mais, deux ans plus tard, ils deviennent la première puissance industrielle du monde, dépassant le Royaume-Uni. L'essor de l'économie américaine fascine les Européens. La figure du milliardaire américain devient proverbiale (« mon oncle d'Amérique »). Les fortunes nord-américaines achètent en Europe des chefs-d'œuvre qu'on retrouve dans les musées du Nouveau Monde. Sur le plan politique, les rapports sont plus distants. La nation américaine est la dernière arrivée sur la scène internationale. Ses ambassadeurs, sobrement habillés de noir, marchent les derniers dans l'ordre protocolaire. Le pays est surtout occupé à étendre son territoire vers l'ouest. Marqués par la doctrine Monroe, les Américains se méfient de la présence européenne dans le Nouveau Monde. Pendant l'expédition du Mexique, ils ont combattu l'influence des Français, venus soutenir l'empereur Maximilien. Lors de l'arbitrage sur l'*Alabama*, rendu en 1872 à l'hôtel de ville de Genève, ils proposent aux Anglais, reconnus responsables d'avoir ravitaillé ce navire sudiste pendant la guerre de Sécession, la cession du Canada. Enfin, en 1898, ils interviennent à Cuba et défont les troupes espagnoles, permettant l'indépendance de l'île. Le rapport des États-Unis avec l'Europe est bouleversé par la Première Guerre mondiale. Après de longues hésitations, le pays entre en guerre en 1917, donnant aux alliés le soutien qui leur manquait pour l'emporter. En 1919, le président Wilson est le premier dirigeant américain à traverser l'Atlantique pour visiter l'Europe et participer à la conférence de paix à Paris. Il ne parle par le français mais Clemenceau, dont l'épouse était américaine, se montre souple : le traité de Versailles sera le premier à comporter une version anglaise. Parmi les observateurs ayant diagnostiqué l'arrivée d'un nouvel État dans la géopolitique européenne, l'Amérique mais aussi la Russie, le juriste Carl Schmitt en a développé une vision très critique[4]. Il considère en particulier que les États-Unis, par leur idéalisme, sont à l'origine de la destruction, après la Première Guerre mondiale, de l'ordre régional ancien fondée sur le *Jus publicum Europaeum*. Dans celui-ci, les États menaient leurs conflits dans un cadre qui permettait leur résolution par le truchement du droit international. Avec les États-Unis et la Russie, les adversaires d'hier deviennent des ennemis

de demain. Le droit international prend un virage pénaliste. Il est indéniable que les États-Unis ont joué un rôle majeur dans le règlement de la guerre. Les « quatorze points » du président Wilson (« le bon Dieu n'en avait que dix », se moquera Clemenceau) défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe qui commandera le redécoupage des frontières européennes. Mais il est tout aussi vrai que l'influence américaine fait très vite long feu. Le Congrès refuse de ratifier le traité de Versailles et les États-Unis, une fois leurs troupes rembarquées, se désintéressent de l'Europe.

Dans les années 1920, la vague isolationniste déferle sur la diplomatie américaine. Les migrations venant d'Europe du Sud sont découragées (de 1924 à 1965). Les États-Unis plaident pour une réduction des réparations que doit payer l'Allemagne (plan Dawes). Mais ils se montrent réticents à toute intervention directe. Ils ne réagissent pas à la montée en puissance de l'armée allemande et, après le déclenchement de la guerre en Europe, ils aident le Royaume-Uni par une série de lois (le « prêt-bail ») qui ne les obligent pas à perdre leur neutralité. Ils ne rentreront pas dans la guerre par l'Europe, mais à la suite de l'attaque japonaise dans le Pacifique. Les combats de la Seconde Guerre mondiale ont vu l'armée américaine s'engager dans la quasi-totalité de l'Europe de l'Ouest. Déployée en Afrique du Nord, elle débarque en Sicile puis combat dans le sud de l'Italie. En France, les débarquements de Normandie et de Provence sont suivis par l'occupation de l'Allemagne. Les Américains feront ensuite la jonction avec les Soviétiques avec lesquels une série de conférences (Yalta notamment) ont permis de trouver un *modus vivendi* concernant le partage du continent. En 1945, les États-Unis hésitent à se maintenir sur le continent européen. Mais la menace soviétique va décider Washington à rompre avec l'isolationnisme traditionnel. En 1949, la signature du traité de l'Otan dans la capitale américaine marque le premier engagement contraignant pour les États-Unis : l'article 5 oblige les États membres à prendre « toutes mesures qu'ils jugent nécessaires » pour venir en aide à un allié agressé. La formulation a été soigneusement pesée par l'amendement Vandenberg pour éviter tout automatisme et emporter les hésitations des sénateurs isolationnistes. Depuis lors, pendant puis après la guerre froide, les États-Unis deviennent, *de facto*, une puissance européenne[5]. À l'influence économique (plan Marshall) et culturelle (accords Blum-Byrnes), il faut ajouter une imposante présence militaire : 300 000 soldats et des armes nucléaires, un vaste réseau de bases et de ports, la direction de l'Alliance atlantique.

Avec la fin de la guerre froide, la présence américaine en Europe s'est réduite : avec l'arrivée sur le continent de 20 000 soldats depuis le début de la guerre en Ukraine, les États-Unis ont à présent environ

100 000 hommes en Europe, un tiers des contingents de la guerre froide. Les États-Unis insistent désormais sur le « partage du fardeau » : ils veulent que les Européens prennent leur juste part dans la défense du continent. D'un autre côté, la présence américaine n'a jamais été aussi forte qu'après la fin du communisme. Les Américains ont pour la première fois depuis 1945 utilisé la force militaire en Europe en intervenant dans les Balkans durant les années 1990. Ils ont déployé des soldats en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Au même moment, l'Alliance atlantique a poursuivi son expansion dans les anciennes démocraties populaires. Plus à l'est, Washington a soutenu les « révolutions de couleur », mouvements pro-occidentaux en Ukraine (orange) et en Géorgie (rose).

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche réactive les positions de sa première présidence : il avait menacé de ne pas défendre les États qui ne respecteraient pas le critère des 2 % du budget consacrés à la défense. Mais les interrogations des États-Unis dépassent la seule personne du résident de Mar-a-Lago. Dès les années 1970, les Américains reprochaient aux Européens de ne pas contribuer suffisamment à la défense commune du continent. La tentation du départ, d'un éloignement de l'Europe, était déjà présente avec le « pivot vers l'Asie » du président Obama. Cette politique a été poursuivie par les administrations républicaine et démocrate. Dans l'entourage du président Trump, alors que la puissance américaine se réduit, les *prioritizers* jugent qu'elle serait plus utile sur les rives du Pacifique, face à la Chine, qu'en Europe où la menace russe apparaît relative.

Le lien transatlantique évolue aussi pour des raisons structurelles, démographiques et économiques. En 1949, au moment de la signature du traité de Washington créant l'Otan, 90 % des Américains étaient d'origine européenne ; en 2050, ils ne seront plus que la moitié. En 1950, 40 % du commerce américain se faisait avec l'Europe ; ce chiffre serait aujourd'hui autour de 20 %. Ces données doivent toutefois être nuancées. L'origine ethnique de la population américaine n'est pas le déterminant principal de ses conceptions diplomatiques. Henry Kissinger, juif allemand au départ, est celui qui a rapproché Washington de Pékin. L'actuel secrétaire d'État, Marco Rubio, est d'ascendance cubaine mais très hostile à la Russie. Le président Trump lui-même a un rapport complexe avec l'Europe. D'origine allemande par son père[6], avec une mère née en Écosse, il a pourtant caressé l'idée de quitter l'Otan et d'annexer le Groenland, possession du Danemark, un proche allié. En même temps, ses intérêts financiers le lient au Vieux Continent, où il possède plusieurs propriétés.

Reste que l'isolationnisme a le vent en poupe à Washington. Peter

Hegseth, nommé par le président Trump comme secrétaire à la Défense, est représentatif de ce courant. Il considère que les États-Unis n'ont guère d'intérêts en Europe : s'exprimant sur Fox News en 2018, peu après la visite d'État du président Macron à Washington, il avait déclaré que « les États-Unis n'ont jamais vraiment eu besoin de la France depuis 1775 ».Il a vivement critiqué les alliés européens des États-Unis : « Pourquoi l'Amérique, le numéro d'appel d'urgence européen depuis un siècle, devrait-elle écouter des nations impuissantes qui nous demandent d'honorer des accords de défense dépassés et unilatéraux qu'elles ne respectent plus ? », écrit-il dans son dernier livre[7]. « Peut-être les pays de l'Otan devraient-ils contribuer réellement à leur propre défense – mais ce n'est pas le cas. Ils se contentent de réduire leurs armées tout en appelant l'Amérique à l'aide. » Dans un discours prononcé devant la conférence de Munich en 2025, le vice-président James David Vance est allé plus loin, critiquant les États européens pour leur politique migratoire, leur soutien à l'avortement et leur refus d'intégrer les partis d'extrême droite dans les coalitions électorales. Ces déclarations sans précédent dessinent un paysage idéologique nouveau. En 2003, les tensions transatlantiques opposaient les néoconservateurs autour du président Georges W. Bush et les États européens réticents à la guerre en Irak. Mais l'Amérique de l'époque mettait en avant des valeurs, comme l'exportation de la démocratie libérale, qu'elle partageait avec l'Europe. La dispute portait plutôt sur la méthode : usage décomplexé de la force pour les États-Unis contre respect du droit international pour les Européens[8]. En 2025, le président Trump et son courant Maga[9] affirment avant tout un discours nationaliste, qui défend les intérêts américains sans référence à une hypothétique communauté atlantique. Ces évolutions peuvent inquiéter les États européens et singulièrement les atlantistes, qui comptent sur la solidarité américaine.

Les États « atlantistes »

Au XIXe siècle, la présence des États-Unis dans les affaires européennes reste un fait surtout intellectuel. Certains observateurs perspicaces, comme Alexis de Tocqueville, comprennent toutefois son potentiel de puissance. Tocqueville écrit dans *De la démocratie en Amérique* :

> Or, voici un fait entièrement nouveau dans le monde, et dont l'imagination elle-même ne saurait saisir la portée. Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-Américains. Tous deux ont grandi dans l'obscurité ; et tandis que les regards des hommes étaient occupés ailleurs, ils se sont placés tout à coup au premier rang des

> nations, et le monde a appris presque en même temps leur naissance et leur grandeur. Tous les autres peuples paraissent avoir atteint à peu près les limites qu'a tracées la nature, et n'avoir plus qu'à conserver ; mais eux sont en croissance : tous les autres sont arrêtés ou n'avancent qu'avec mille efforts ; eux seuls marchent d'un pas aisé et rapide dans une carrière dont l'œil ne saurait encore apercevoir la borne[10].

Les États atlantistes sont des lecteurs de Tocqueville. On pourrait les définir comme ceux qui, en Europe, considèrent la présence américaine comme un mal nécessaire. Leur scène inaugurale, au sens freudien du terme, est le règlement de la Première Guerre mondiale. Le départ des troupes américaines en 1918 a laissé les Européens entre eux. Vingt ans plus tard, un second conflit commençait, cinq fois plus meurtrier que le premier, et visant les civils en priorité, avec la nouveauté absolue du génocide juif, mettant les moyens de l'industrie au service de la destruction d'un groupe humain. Pour reprendre le mot fameux de Billy Wilder : « En 1940, les optimistes ont fini à Auschwitz et les pessimistes à Hollywood. »

Le camp des atlantistes domine largement en Europe. Le Royaume-Uni en est le représentant le plus éminent. L'alliance avec les États-Unis n'a pourtant rien d'évident pour Londres, qui a perdu ses treize colonies à la fin du XVIIIe siècle. Les différends entre la démocratie américaine et la société aristocratique anglaise ont longtemps prévalu. Malgré tout, la géopolitique a fini par s'imposer entre Londres et Washington. À la fin du XIXe siècle, les deux capitales se rapprochent en mettant en avant les valeurs libérales et anglo-saxonnes. La liberté, née dans les forêts anglaises et manifestée par les limitations de la monarchie outre-Manche, qui dès le XIIIe siècle dans la *Magna Carta* a garanti l'*habeas corpus*, aurait ensuite été transportée outre-Atlantique par les colons britanniques. Les deux États sont alliés pendant les deux conflits mondiaux mais, après 1945, divergent sur la décolonisation. L'Angleterre voudrait garder l'empire, les États-Unis s'identifient au combat indépendantiste. En 1956, au moment de l'expédition de Suez, les Américains refusent de soutenir les Britanniques et les Français qui occupent la zone du canal de Suez nationalisé par Nasser, et que l'URSS menace d'une frappe nucléaire. Les deux États vont tirer de l'échec de Suez des conclusions radicalement différentes[11] : Paris va s'engager dans la recherche de l'indépendance nationale, qui aboutit à l'explosion de la première bombe nucléaire française (1960) et à la sortie du commandement intégré de l'Otan (1966), tandis que Londres en conclut au contraire qu'il faut se rapprocher des États-Unis pour que ne survienne plus une situation où la solidarité anglo-saxonne fasse défaut.

L'Angleterre devient alors le chef de file des États atlantistes. Elle cultive une relation spéciale (*special relationship*) avec la puissance américaine[12]. Les deux États partagent du renseignement au sein des *Five Eyes* avec les autres partenaires anglophones comme le Canada,

l'Australie et la Nouvelle-Zélande, autant d'anciennes colonies britanniques. Les Anglais font exploser une bombe atomique en 1952 et acquièrent l'arme nucléaire pour leurs sous-marins par les accords de Nassau (1962), mais celle-ci est dépendante des Américains par le système de la double clé[13]. Sur la plupart des sujets internationaux, Londres appuie ou ménage les positions américaines. Le Royaume-Uni a regretté l'abandon du programme de missiles Skybolt en 1965 et n'a pas envoyé de troupes au Vietnam. Mais, en 2003, lors de l'invasion de l'Irak (un autre ancien mandat britannique), Londres envoie des troupes aux côtés des Américains alors que la France critique l'expédition. La crise de 2003 a montré le fossé qui existe, sur le rapport à l'Amérique, entre les États européens. À l'Angleterre se sont ralliés des États du sud et de l'est de l'Europe, comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie ou la Pologne.

Les États méditerranéens de l'Europe font preuve d'un atlantisme modéré mais réel. Le Portugal est rentré dans l'Otan dès la création de l'organisation. Allié traditionnel de l'Angleterre, il a trouvé dans Washington un relais d'influence avec le déclin de la puissance britannique. Pendant la guerre froide, le caractère autoritaire du régime de Salazar et la poursuite des guerres coloniales en Angola et au Mozambique ont compliqué la relation avec les États-Unis, qui souhaitaient néanmoins éviter que les colonies portugaises ne tombent dans l'escarcelle soviétique (ce qui s'est produit après la « révolution des œillets » en 1974). L'Espagne voisine, dirigée par Franco, s'est tenue à distance des États-Unis pendant le second conflit mondial, où sa neutralité affichée semblait en réalité favorable à l'Axe. Après la guerre, Franco ne rentre pas dans l'Alliance atlantique, mais son anticommunisme le classe plutôt dans les partenaires de l'Amérique. En 1953, avec les accords de Madrid, les États-Unis implantent des bases en Espagne. La transition démocratique espagnole ouvre à Madrid les portes de l'Otan, qu'elle intègre en 1982. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), critique de l'Otan, l'accepte après un référendum en 1986. Madrid a envoyé des troupes en Irak en 2003, mais la droite espagnole a été sanctionnée dans les urnes. La gauche espagnole, très liée au progressisme sud-américain, se montre volontiers critique de Washington. Dans le cas de l'Italie, le poids des États-Unis dans la vie politique locale devient prépondérant après la fin du fascisme. Alors que le pacifisme domine la société d'après-guerre, la jeune république italienne est soutenue par Washington qui veut éviter que le puissant Parti communiste italien (PCI) n'accède au pouvoir. Les partis de gouvernement, socialistes, démocrates-chrétiens, ménagent toujours Washington et les mauvaises langues insinuent qu'on ne peut être élu à Rome sans l'accord de la CIA. Il est vrai que l'Italie accueille, à Naples, le siège du commandement sud de

l'Otan.

La Grèce enfin a une relation étroite, mais pas exclusive, avec les États-Unis. Washington a soutenu les autorités grecques pendant la guerre civile de 1946-1949 contre le parti communiste local, lui-même appuyé par la Yougoslavie. Athènes est entré dans l'Otan en 1952, en même temps que son rival turc. Les Américains ont ouvert plusieurs bases dans le pays, utilisant notamment la Crète comme point d'appui en Méditerranée, face à une rive sud qui basculait dans le camp soviétique en Libye et en Syrie. Mais la Grèce a reproché à Washington son manque de soutien lors de la crise chypriote[14].

Ancienne possession turque devenue britannique au XIXe siècle, l'île de Chypre est devenue indépendante en 1960. Très vite, la cohabitation entre la majorité grecque et la minorité turque crée des tensions qu'une intervention de l'ONU ne parvient pas à apaiser, pas davantage que la présence des Anglais, qui y ont conservé une base militaire. En 1974, le régime des colonels à Athènes se propose de réaliser l'union (*Enôsis*) entre Chypre et la Grèce, où la monarchie a été abolie. La Turquie réagit en envahissant le nord de l'île puis en proclamant son indépendance sous le nom de « République turque de Chypre du Nord », un État qu'elle est la seule à reconnaître. Le conflit opposant deux alliés de l'Otan, les États-Unis ne réagissent guère.

L'échec du projet d'union précipite la fin du régime militaire en Grèce, mais la passivité des Américains irrite Athènes qui se met en congé de l'Otan et se rapproche de Moscou, vu comme un partenaire historique et orthodoxe, et à qui la Grèce est le seul État occidental à acheter des armes pendant la guerre froide. Washington demeure néanmoins l'allié de référence de la Grèce, notamment quand des majorités conservatrices sont au pouvoir à Athènes. Quant à Chypre, la négociation entre les deux parties de l'île n'a pas débouché sur une réunification. Le plan Annan de 2004, accepté par les Turcs, a été rejeté par les Grecs et la partie sud de l'île est entrée dans l'UE.

Les États du nord de l'Europe ont choisi des stratégies divergentes par rapport aux États-Unis. La Norvège, qui partage avec l'URSS une frontière commune, mesure la fragilité de sa position. En 1945, alors que le pays est libéré de l'occupation nazie, les troupes soviétiques stationnent dans la province frontalière, le Finnmark, à l'extrémité nord de la péninsule scandinave. Moscou exerce par ailleurs son influence dans les eaux arctiques de l'archipel du Svalbard, un territoire désert sur lequel Oslo exerce sa souveraineté, mais qui est ouvert à la colonisation économique et scientifique depuis un traité de 1920. Prudente, la Norvège choisit de rejoindre l'Otan dès 1949. La Suède a conservé son statut de neutralité après la Seconde Guerre mondiale, mais celui-ci l'oblige à de lourdes dépenses militaires dans un espace baltique qui, de la RDA jusqu'au port de Leningrad

(l'actuelle Saint-Pétersbourg), est largement sous domination soviétique. Stockholm se lance même dans un programme nucléaire visant à développer la bombe atomique. Dans les années 1960, les Suédois renoncent à ce programme en obtenant de l'Amérique des garanties de sécurité. Malgré un discours politique souvent proche du tiers-monde, incarné par le social-démocrate Olof Palme dans les années 1970, la Suède est une alliée de Washington, achetant volontiers du matériel américain, et le débat interne sur l'adhésion à l'Otan se termine par la décision de 2022.

La Finlande a suivi un trajet similaire, avec plus d'inclination que ses partenaires à retenir des solutions non américaines. Cela ne l'empêche pas d'adhérer à l'Otan après 2022 et d'accueillir, en 2024, un premier exercice militaire de l'Alliance sur son territoire. Le Danemark est membre de l'Alliance depuis 1949, et très proche des États-Unis puisqu'il accueille, dans le nord-ouest du Groenland, la plus septentrionale des bases américaines, celle de Thulé, censée repérer les missiles soviétiques avant qu'ils ne pénètrent le territoire du Canada. Dans les régions arctique et baltique, on peut dire que l'influence américaine est aujourd'hui prépondérante[15].

La Pologne a une relation tout aussi proche mais plus récente avec les États-Unis[16]. Longtemps évincé, après les partages du XVIIIe siècle entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, l'État polonais ne renaît qu'après la Première Guerre mondiale avec le soutien du président Wilson, qui le mentionne dans ses « quatorze points ». De nouveau occupée pendant le second conflit mondial, puis devenue une démocratie populaire malgré la résistance de la société civile et de la puissante Église catholique, la Pologne n'est revenue dans le giron de l'Occident qu'en 1789 dans des frontières profondément modifiées par la perte de la Galicie et l'occupation des provinces germanophones de Silésie et de Poméranie. Pendant la période communiste, les opposants cherchent le soutien de l'Amérique, dont ils admirent le modèle démocratique et le capitalisme : Lech Wałęsa déclare alors qu'il « préfère General Electric au général Jaruzelski », l'homme fort du régime communiste. La démocratie libérale existe en Pologne depuis plus de trois décennies, mais les préoccupations relatives à la sécurité du pays demeurent vives. Il reste à Varsovie une sourde animosité contre les Allemands et les Russes, notamment dans la droite nationaliste du parti Droit et Justice (PIS). Comme le dit la plaisanterie polonaise : « Nous ne tuons les Allemands que par devoir, mais nous tuons les Russes par plaisir. » Inquiète de son indépendance, la Pologne a trouvé dans les États-Unis le protecteur lointain qui lui manquait. Elle a donc pris le parti de Washington dans les grands débats de sécurité, achetant du matériel américain, envoyant des soldats en Irak en 2003, proposant la création d'un « fort Trump » sur

son territoire quand le président américain menaçait d'abandonner l'Europe. Elle accueille aujourd'hui 11 000 soldats américains. Sur le plan régional, la Pologne a d'abord cherché à s'appuyer sur l'Allemagne et la France dans le cadre du triangle de Weimar. Elle s'est ensuite rapprochée de la République tchèque, de la Slovaquie et de la Hongrie au sein du groupe de Visegrád. Puis ses inquiétudes relatives à la Russie comme les particularités de sa géographie l'ont fait renouer avec un vieux projet, celui de réunir les États de la frange orientale de l'Europe. À l'époque moderne déjà, Varsovie avait noué des liens avec la Lituanie et l'espace ukrainien[17]. Cette initiative des trois mers, Adriatique, Noire et Baltique, lui a permis de nouer des liens avec la Roumanie et la Croatie, une logique qui prolonge celle de l'Autriche-Hongrie, réunissant des États petits ou moyens historiquement inquiets du poids de l'Allemagne et ayant connu l'expérience communiste. Le soutien polonais à l'Ukraine prend ses racines dans ce format. Plus récemment, Varsovie s'est rapproché des États du nord de l'Europe, pays scandinaves et pays Baltes, au sein du *Nordic-Baltic Cooperation* (NB8).

Les autres États d'Europe orientale ont un atlantisme idéologique, parfois nuancé de considérations locales. Indépendants pour la première fois en 1918, occupés ensuite par l'Allemagne nazie puis par l'Union soviétique, les trois États baltes – Estonie, Lettonie, Lituanie – cultivent la même inquiétude que la Pologne. Pays protestants, l'Estonie, culturellement très proche de la Finlande, et la Lettonie abritent en outre d'importantes minorités russophones. La Lituanie, héritière d'un État catholique très étendu à l'époque moderne, est flanquée de la Biélorussie, alliée de Moscou, et de l'enclave russe de Kaliningrad, l'ancienne Königsberg. Les Baltes recherchent l'alliance de Washington, qui n'avait pas reconnu leur annexion par l'URSS en 1940 de même que pendant toute la durée de la guerre froide. Tchèques, Slovaques, Hongrois et Roumains sont tous atlantistes. Mais dans chaque État des courants favorables à la Russie existent et ils parviennent parfois aux affaires, comme en République tchèque avec l'Action des citoyens mécontents (ANO) du milliardaire Andrej Babiš, en Hongrie avec le FIDESZ de Viktor Orbán ou en Slovaquie avec les populistes de gauche de Robert Fico. En Roumanie, l'élection présidentielle de 2024 a vu un candidat prorusse, Cărlin Georgescu, arriver au second tour, provoquant une crise institutionnelle lorsque sa candidature a été annulée par la Cour suprême. La Bulgarie, tout en étant une alliée de Washington, maintient des liens historiques avec Moscou qui, au XIXe siècle, a été un fervent soutien de Sofia face à l'Empire ottoman.

En Allemagne, la relation transatlantique est au cœur de l'État fédéral tel qu'il fut constitué au sortir de la guerre, « année zéro » de

la nouvelle nation. Elle est d'abord la preuve que le pays a bien été dénazifié : il est en quelque sorte absous par la présence des troupes américaines. Elle est ensuite utile à sa sécurité. L'adhésion à l'Otan, en 1955, a précédé de deux ans la création de la CEE. Elle marque, pour les Allemands, leur plein retour dans la famille occidentale. Enfin, l'aide du plan Marshall a été précieuse. Sans elle, le miracle économique allemand n'aurait pu se produire. Bien sûr, des tensions ont existé, souvent liées à la gauche allemande, où « l'impérialisme américain » suscitait des critiques. En 1983, d'importantes manifestations éclatent contre le déploiement en RFA de missiles américains de moyenne portée, les fusées Pershing, en réaction aux SS20 de l'URSS en RDA. C'est l'époque où le président français Mitterrand, en visite à Bonn, alors capitale de l'Allemagne de l'Ouest, choisit de critiquer « les fusées qui sont à l'est et les manifestants qui sont à l'ouest ». De même, en 2003, le chancelier social-démocrate Schröder refuse de participer à la guerre en Irak, obtenant ainsi une forte popularité électorale et constituant un front du refus avec la France et la Russie (il est depuis devenu membre du conseil d'administration de la société gazière Gazprom). Mais les États-Unis ne prennent pas au tragique cette position allemande. La proche conseillère du président Bush, Condoleezza Rice, déclare alors vouloir « ignorer la Russie, pardonner à l'Allemagne, punir la France ». Aujourd'hui, l'Allemagne ambitionne d'être le principal relais européen des États-Unis, unifiant les deux rives de l'Atlantique face à la Chine et à la Russie[18]. Le choc de la guerre en Ukraine est passé par là : la république fédérale a entériné un « changement d'époque » (*Zeitenwende*). Elle a décidé d'augmenter son budget militaire, de faire sauter le frein à la dette, d'installer une brigade allemande en Lituanie. Surtout, elle se veut le « bon élève » de l'Otan : premier contributeur de l'aide à l'Ukraine, elle a porté sa dépense pour la défense à 2 % du PIB. Elle a multiplié les achats d'armes américaines comme les chasseurs F-35[19] et prévu de produire sur son sol des missiles Patriot. La dépendance aux États-Unis dépasse le domaine militaire : avec le déclin du commerce sino-allemand, Washington est en passe de devenir le premier partenaire de Berlin. Les États-Unis enregistrent un déficit commercial avec l'Allemagne, le quatrième plus important après la Chine, le Mexique et le Vietnam. L'Allemagne a également remplacé sa dépendance au gaz russe par des achats de gaz naturel liquéfié (GNL) américain (80 % du GNL consommé en Allemagne provient des États-Unis). Berlin est très attentif à ne pas fâcher Washington, refusant tout découplage entre les deux rives de l'Atlantique. En 2023, les Allemands n'ont livré des chars Leopard à l'Ukraine qu'après que les États-Unis avaient décidé de donner des chars Abrams. Exprimant une certaine méfiance à l'encontre de

« l'autonomie stratégique européenne », l'Allemagne plaide pour une « base industrielle et technologique de défense transatlantique ». Elle a exclu les entreprises chinoises de la 5G sur son réseau national et elle prévoit le déploiement en 2026 de missiles américains Tomahawk sur son territoire.

L'UE ne doit pas devenir, aux yeux de sa première puissance économique (un quart du PIB de l'UE), une forteresse antiaméricaine. Berlin a lancé une *European Sky Shield Initiative* (ESSI) centrée sur l'achat de matériels américains. En 2024, la signature de l'accord de Trinity House avec le Royaume-Uni marque un rapprochement avec le partenaire historique de Washington en Europe. À l'exception des partis radicaux de gauche et de droite (AfD), le monde politique allemand est bien décidé à maintenir un lien fort avec les États-Unis.

Europe ou Occident ?

Et si l'Amérique n'était plus l'Amérique ?

La réélection de Donald Trump en 2024 pose un grave dilemme aux États atlantistes. Les États-Unis, qui critiquent l'Ukraine, flattent la Russie, menacent d'annexer le Groenland, sont-ils encore des alliés ? Peut-on encore compter sur l'Alliance atlantique ? Certains se veulent rassurants, tel Mark Rutte, l'ancien Premier ministre hollandais (2010-2024) devenu secrétaire général de l'Otan, qui rappelle que le président Trump n'est pas sorti de l'Alliance lors de son premier mandat (2017-2021). En 2014, il y avait 60 000 soldats américains en Europe. Ils sont 100 000 aujourd'hui, déployés sur des bases nouvelles ou en extension comme à Constanţa en Roumanie, sur les rives de la mer Noire, ou à Redzikowo en Pologne, sur celles de la Baltique, complétant un dispositif déjà existant en Turquie, en Roumanie et en Espagne.

D'autres relativisent les déclarations de l'administration Trump. D'abord, Trump n'est pas éternel : sauf surprise institutionnelle (modification du XXII[e] amendement, qui limite la présidence à deux mandats), il ne devrait plus être président en 2029. Il faut donc faire le gros dos, attendre, ou tâcher d'interpréter sa politique. Ses déclarations, et celles de son entourage, seraient un moyen de faire pression sur les alliés pour obtenir des dépenses militaires plus élevées de la part des Européens. Aucune des trente-sept bases américaines (treize en Allemagne) n'a fermé en Europe. Washington veut seulement que plus d'argent soit dépensé : un objectif de 5 % du PIB convient au président Trump[20]. Une façon de diminuer cette pression serait de satisfaire les États-Unis en passant commande auprès de leur industrie. Les États atlantistes ne veulent pas perdre cette occasion de

contenter l'allié américain tout en se dotant des équipements dont ils ont besoin. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à acheter hors d'Europe du matériel militaire, par exemple à la Corée du Sud (cas des blindés achetés par la Pologne) ou à Israël.

Il existe cependant un autre courant qui évoque la possibilité d'un schisme durable entre les deux rives de l'Atlantique. De son point de vue, les États-Unis pourraient choisir de s'allier avec des États autoritaires tels que la Russie pour isoler la Chine (stratégie de Nixon « à l'envers[21] »). D'ores et déjà, on voit les États-Unis sympathiser avec des franges politiques du Vieux Continent provenant pour la plupart de la droite radicale. Il se pourrait que les États-Unis, au nom du nationalisme, de la défense de leurs seuls intérêts au sens de la théorie réaliste en relations internationales, renoncent à soutenir le modèle politique défini en 1945 dans le cadre de l'ONU et qu'ils lui préfèrent un partage du monde en zones d'influence. À eux l'Amérique continentale, du Canada annexé (cinquante et unième État) au canal de Panama, en passant par le Groenland que le Danemark serait forcé d'abandonner. À la Chine l'Asie et à la Russie l'Europe, ce qui reviendrait à réaliser le rêve du géopoliticien Karl Haushofer, partisan du bloc eurasiatique contre la « grande île » anglo-saxonne[22].

Dans cette dernière hypothèse, où Washington renoncerait à son empire, trop coûteux à entretenir, et deviendrait même une puissance hostile aux Européens, il reviendrait au Vieux Continent de défendre les valeurs libérales, abandonnées par les États-Unis, et de prendre à leur compte la stratégie des penseurs anglo-américains Halford Mackinder et Nicholas Skypman, inspirateurs de la politique d'endiguement (*containment*) selon laquelle il fallait absolument éviter l'expansion du grand bloc continental sino-russe. Ainsi se trouverait justifiée la vieille idée de la diplomatie française, reformulée par le président Macron en 2017 lors de son discours de la Sorbonne, celle de l'« autonomie stratégique européenne ».

Comment trancher le dilemme européen : conserver un lien privilégié avec Washington ou affirmer « l'autonomie stratégique » du continent ? Les partisans de l'affirmation de l'Europe, France en tête, ont aujourd'hui de bons arguments. Avant même le retour du président Trump, ils s'inquiétaient de l'évolution des États-Unis, de plus en plus polarisés par la menace chinoise et de moins en moins intéressés par les affaires européennes. On convoque de Gaulle, qui déclarait en 1959 aux partisans de la protection américaine, au moment où, en pleine crise de Berlin, la France s'orientait vers l'arme nucléaire (1960) et la sortie du commandement intégré de l'Otan (1966) : « Qui peut dire si, dans l'avenir, les données politiques changeront complètement ? C'est arrivé, déjà, sur la Terre […] les deux rivaux, à la suite d'on ne sait quel bouleversement politique et

social, venaient à se confondre[23]. » De Gaulle rappelle les épisodes des deux premières guerres mondiales : les États-Unis, qui n'étaient pas alliés aux Européens, avaient mis du temps à rentrer en guerre aux côtés des Alliés, attendant 1917 dans un cas, et dans l'autre une attaque japonaise sur leur sol en 1941. « Mes paroles », reprend de Gaulle, « ne marquaient pas de doute à l'égard des États-Unis et de leur gouvernement tels qu'ils sont actuellement [le président était alors le général Eisenhower], mais […] sans mettre en doute la sincérité et la résolution de ses alliés américains, mon pays doit tenir compte de ce que l'avenir comporte pour lui d'inconnu et le passé d'expérience ».

Si l'Amérique n'est plus l'Amérique, alors il est temps pour l'Europe de s'affirmer, pour ne plus être ce continent pacifique et commerçant qui a oublié la géopolitique en se mettant sous la protection de Washington. La relation transatlantique doit évoluer vers une plus grande autonomie des Européens. Un historien britannique, Richard Vinen, comparait la relation entre Européens et Américains à celle d'un adolescent qui se plaint de ses parents, mais continue de demander leur protection en logeant chez eux : « L'élection du président Trump, c'est comme si leur père avait changé de sexe et que leur mère s'était mise à la colle avec un Hells Angels. Peut-être alors le moment est-il venu d'avoir un appartement à soi[24] ? »

Des Européens plus autonomes

Le problème dépassant la seule personne du président Trump, il existe donc de bonnes raisons de gagner en autonomie européenne, la plus immédiate étant la question ukrainienne. L'annexion par la Russie d'une partie du territoire de l'Ukraine remet en cause les principes du droit international, notamment la stabilité des frontières, la souveraineté des États, le refus du règlement des conflits par la force, qui ont été au fondement du « nouvel ordre mondial » après 1991 et permis à l'Europe de connaître plusieurs décennies de paix. Les pays européens devraient donc participer aux discussions sur la fin du conflit avec la Russie. Ils doivent se tenir à la table des négociations, faute de quoi, pour filer la métaphore culinaire, ils pourraient se retrouver au menu ! Les Européens devraient être parties prenantes des réflexions sur l'architecture européenne de sécurité, c'est-à-dire revoir l'ensemble des traités qui ont structuré l'organisation militaire du continent désormais en déshérence. La Russie a cessé de respecter le traité FCE à partir de 2008, concentrant des forces bien au-delà des plafonds autorisés pour attaquer la Géorgie. En 2019, le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) a également été violé par la Russie.

Pour peser dans les négociations, les États européens doivent tout d'abord fortement augmenter leur effort de défense. On rappelle que

la Russie dépense 6 % de son PIB et 40 % de son budget dans son armée, un chiffre gonflé par les opérations en Ukraine, mais très au-dessus de l'effort consenti par les pays européens. L'objectif de 5 % du PIB devrait faire consensus, indépendamment des pressions américaines. Cette augmentation des dépenses permettrait de reconstituer des appareils militaires importants tout en soutenant l'industrie de défense européenne. Cela permettrait également de maintenir un lien d'alliance entre Européens, soit sur une base bilatérale (traité de Nancy franco-polonais), soit dans le cadre de l'UE (qui comporte une clause 42.7 de défense commune), soit dans celui de l'Otan, en constituant un pilier européen de l'Alliance. Un désengagement des États-Unis de l'Alliance serait un séisme, mais le principe de l'Otan n'en resterait pas moins pertinent. Le Canada en constituerait le versant nord-américain tout comme le Groenland, deux acteurs qui pourraient en outre se rapprocher de l'UE (en 2024, la Commission européenne a installé un bureau dans la capitale Nuuk). La question du SACEUR, qui ne serait plus américain, se poserait aux pays européens qui devraient nommer un nouveau chef militaire.

Les Européens devraient produire davantage d'armes. La stratégie industrielle de défense européenne de 2023 vise à ce que les États membres se mettent à « acheter au moins 40 % des équipements de défense en collaboration et 50 % au sein de l'UE d'ici à 2030, passant à 60 % d'ici à 2035 ». C'est une gageure car aujourd'hui les achats proviennent à 80 % de l'extérieur de l'UE. L'idée du nouveau commissaire européen à la Défense, le Lituanien Andrius Kubilius, est justement de construire une « union européenne de défense » dans laquelle il s'agirait d'approfondir le partenariat UE-Otan. En second lieu, les pays européens devraient augmenter considérablement le soutien militaire à l'Ukraine. Les Européens représentent la moitié des livraisons d'armes à Kiev depuis 2022, mais ils consacrent seulement 0,2 % de leur PIB à ce soutien. Ils doivent également peser dans les options de sortie de conflit. L'entrée de Kiev dans l'Otan pourrait se faire sur le modèle ouest-allemand : en 1955, la RFA avait intégré l'Alliance atlantique, mais les alliés n'avaient pas accepté de garantir la partie est du territoire, correspondant aux Länder formant la RDA, dont Bonn ne reconnaissait pas l'existence. Une solution alternative serait de faire rentrer l'Ukraine dans l'UE en la faisant bénéficier de l'article 42.7 du traité de Lisbonne, une clause de solidarité entre tous les États membres. On pourrait aussi imaginer une neutralisation de l'Ukraine sur le mode finlandais, c'est-à-dire en assurant Kiev qu'il pourra conserver sa souveraineté intérieure, en particulier son modèle de démocratie libérale. Les États européens pourraient fournir à l'Ukraine des garanties de sécurité, avec le déploiement de troupes sur

son sol. Il s'agirait par exemple d'une coalition de pays comme les États baltes et scandinaves, la Pologne ou la République tchèque, mais il est probable que la présence de Français et de Britanniques, représentant des États dotés de l'arme nucléaire, serait nécessaire pour dissuader Moscou. Cette force de réassurance serait déployée dans l'ouest du territoire ukrainien, et non directement sur la ligne de front[25].

Une autre option enfin serait le modèle israélien : comme les États-Unis le font avec l'État hébreu, les Européens pourraient fournir une aide militaire annuelle à l'Ukraine lui permettant de financer son effort de défense et sa base industrielle et technologique de défense (BITD). Pour être vraiment conforme à la pratique israélienne, l'Ukraine devrait aussi se doter de capacités nucléaires, une perspective peu conforme aux engagements des Européens en matière de non-prolifération (ils sont tous membres du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ou TNP, négocié à Genève en 1968), et provocatrice pour la Russie. Une voie médiane serait que la France ou l'Angleterre partagent leur arme nucléaire avec l'Ukraine sur le modèle américain de la double clé.

Enfin, après les budgets et l'Ukraine, cette autonomie stratégique européenne aurait une dimension nucléaire. Parce qu'elle dispose d'une force indépendante, non liée aux États-Unis, la France serait au premier rang : elle pourrait proposer la protection de ses propres armes aux États désireux de construire une autonomie stratégique européenne, c'est-à-dire en réalité de forger une alliance avec Paris plutôt qu'avec Washington[26]. Le président Macron a fait des déclarations dans ce sens, évoquant l'européanisation de la bombe atomique française.

Premier obstacle : les Européens entre eux

Si les États-Unis quittent l'Europe, un État européen peut-il les remplacer ? Les déclarations du président Macron au sujet de l'autonomie stratégique européenne, notamment lors de son discours à la Sorbonne en 2017, ont été nombreuses. Mais, dans le monde des relations internationales, la parole est rarement performative. Dire n'est pas faire. Les innombrables appels à construire une défense européenne n'ont pas débouché sur des actes. La construction d'une Europe de la défense est, de ce point de vue, assez différente du projet économique de l'UE. En matière industrielle et financière, l'Europe est assez largement construite autour de la puissance allemande. L'Allemagne a été dépassé par le Japon en 1968 comme deuxième économie mondiale. Mais, à partir de la fin de la guerre froide, elle devient le premier PIB du continent, dotée d'une puissante industrie, d'une monnaie solide (le Deutsche Mark) et de finances publiques en ordre. L'adoption d'une monnaie commune au début du XXIe siècle a

pu se produire parce que l'un des acteurs de l'UE dominait suffisamment les autres pour les entraîner dans son sillage. Les pays de la zone euro ont considéré que l'adoption de la monnaie européenne leur permettait de profiter des bienfaits de la puissance économique et de la stabilité de l'Allemagne. La BCE est, de manière très significative, établie à Francfort, la grande place financière allemande.

La création d'une armée européenne ne pourrait se réaliser dans un environnement similaire. La France a certes des atouts, une arme nucléaire souveraine, une armée capable d'encaisser les pertes, ce qui pourrait entraîner d'autres nations à rechercher sa protection. Un État plus petit que la France comme la Belgique a déjà engagé un partenariat dans le domaine terrestre avec l'Hexagone (projet CaMo – « capacité motorisée » – de partage de troupes blindées). Mais la France pèse d'un poids relatif trop faible pour attirer des États aussi puissants que l'Angleterre, l'Allemagne ou l'Italie, qui acceptent plus facilement la domination du géant américain. Cette question du *leadership* nourrit des doutes sur le projet de défense européenne, véritable serpent de mer de la réflexion stratégique. Car ce n'est pas la première fois que résonnent des appels à plus d'affirmation des Européens. Au début des années 1990, face aux guerres déchirant l'ex-Yougoslavie, prévalait l'idée qu'une guerre européenne devait être résolue par les Européens. Or, sur fond de divisions entre Français proserbes et Allemands procroates, c'est l'intervention américaine qui a finalement mis fin à ces conflits. En 2003, le refus par Paris et Berlin de la guerre en Irak aurait à nouveau pu souder les Européens. Mais le fossé entre l'Ouest, la « vieille Europe » dénoncée par le ministre de la Défense américain Donald Rumsfeld, et la « nouvelle Europe » des États de l'Est a de nouveau eu raison des velléités d'autonomie européenne. En 2016, à nouveau, la première élection de Donald Trump a provoqué un mouvement de prise de conscience qu'une dépendance excessive aux États-Unis n'était pas prudente, sans que la situation change en profondeur.

À l'origine de cet échec se trouve une inquiétude de fond quant à ce que signifierait l'autonomie européenne. L'idée d'une Europe politique naît au XIXe siècle, on l'a vu plus haut, avec le mouvement libéral. Mais, après le choc de la Première Guerre mondiale, d'autres auteurs promeuvent une telle union, comme Hermann von Keyserling, issu d'un courant plus critique de la modernité libérale. Ce baron balte, ruiné par la création de l'Estonie en 1919, publie le portrait de chaque grand peuple européen (les Estoniens n'y figurent pas)[27]. Keyserling appelle à l'unification du continent autour d'une « spiritualité » critique du libéralisme, apanage des États-Unis, et de la modernité, que l'Asie peut incarner :

> Dans quel sens l'Europe, en tant qu'ensemble, doit-elle changer d'orientation pour

> continuer d'être un facteur positif dans le développement de l'humanité ? Sa suprématie matérielle est évidemment finie. Elle est devenue très faible, très petite en face du Nouveau Monde. Sa position prépondérante en Orient, elle aussi, prendra bientôt fin. Peut-être même le centre industriel de notre planète se transportera-t-il en Asie. Ainsi notre prestige, le plus important de tous les facteurs de puissance, est périmé. Dans ces circonstances, le simple esprit de conservation oblige l'Europe à se concentrer sur ce qu'elle peut faire le mieux, sur ce que personne ne peut lui ravir. C'est-à-dire sur sa spiritualité.

L'appel de Keyserling résonne étrangement aujourd'hui. L'idée de construction européenne a de fait quelque chose de spirituel. Jean Monnet aurait déclaré que « si c'était à refaire, je commencerais par la culture ». Mais il y a de bonnes raisons de n'avoir pas commencé par la culture, la première étant la difficulté à concevoir une culture européenne qui soit différente, dans son essence politique, de celle des États-Unis. Ceux-ci incarnaient en effet, dans l'après-Seconde Guerre mondiale, le modèle de la démocratie libérale et du capitalisme. Le cœur de l'antiaméricanisme, qu'illustre Keyserling, était donc la critique de ce courant politique. Avant même le communisme, qui appelle à l'unité européenne (avec l'URSS bien sûr) contre « l'impérialisme américain », cette attaque contre l'Amérique est au cœur du fascisme. Pendant la domination nazie, l'idée d'union européenne est ainsi instrumentalisée par Hitler qui y voit un moyen de combattre l'URSS mais aussi les États-Unis. Un témoignage bien connu de ce projet est contenu dans *L'Étoile mystérieuse*[28]. Dans cet album de *Tintin* publié dans le quotidien collaborationniste *Le Soir*, entre 1941 et 1942, dixième de la série, premier à être publié en couleurs, Hergé commet une planche antisémite, supprimée après-guerre, où l'on voit deux commerçants juifs, aux traits caricaturaux, profiter de la panique que l'apparition de la comète provoque dans les rues de Bruxelles. L'intrigue qui suit est très politique : le professeur Calys – préfiguration du professeur Tournesol – mène, à bord de l'*Aurore*, une expédition européenne vers l'aérolithe qui a fini sa course dans l'océan Arctique. Il est entouré de savants issus de pays neutres ou favorables à l'Axe, comme la Suisse, l'Espagne, la Suède et le Portugal, mais il est concurrencé par un autre navire, le *Peary*, lancé dans la course par l'État fictif du Sao Rico, derrière lequel il est aisé de reconnaître les États-Unis (dont il arbore le drapeau avant la réédition de 1954). Cupide et sans scrupule, le banquier qui finance l'expédition du *Peary* présente des traits sémites et se nomme Blumenstein (il sera rebaptisé « Bohlwinkel » en 1954, également un patronyme à consonance ashkénaze). Il possède la Golden Oil, qui interdit à l'*Aurore* de se ravitailler en mazout lors d'une escale en Islande.

Cet exemple est significatif : la première tentative d'unifier l'Europe a été marquée au sceau de l'antilibéralisme. Cette voie ayant mené à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale et au génocide juif, on

comprend que Jean Monnet ait choisi celle de l'économie libérale. Les États-Unis étaient d'ailleurs à la manœuvre dans les coulisses, soutenant tout ce qui pouvait favoriser la reconstruction de l'Europe afin de l'éloigner des guerres fratricides du passé et de la tentation communiste[29]. Le projet idéologique d'une Europe autonome par rapport aux États-Unis est donc inquiétant pour les États attachés au projet libéral, profondément lié à Washington. Dans le cas où les États-Unis n'assureraient plus ce rôle de meneur, la question se pose de savoir si les Européens entre eux trouveraient les ressources pour s'organiser sans qu'un État prenne le pas sur les autres. L'Allemagne, première puissance économique, pourrait devenir la première puissance militaire si elle portait son budget de défense à 100 milliards d'euros. La France accepterait-elle de voir renaître une puissance militaire, certes libérale, à ses frontières immédiates ? La Pologne, où la droite radicale est en passe de revenir aux affaires, s'inquiéterait-elle de cette renaissance militaire allemande ? Le départ des Américains pourrait rouvrir les rivalités européennes.

Second obstacle : la dépendance militaire aux États-Unis

Le second obstacle à l'affirmation d'une Europe autonome est l'incapacité présente des États du Vieux Continent de rompre matériellement avec Washington sur le plan militaire. En même temps que le discours en faveur de l'autonomie stratégique européenne se développe, les États, « le plus froid des monstres froids » selon le mot de Nietzsche, font des choix qui vont avoir des conséquences sur le long terme. Le cas de l'avion de chasse F-35, produit par l'entreprise américaine Lockheed Martin, est emblématique. Depuis l'apparition des premiers appareils en 2006, ce chasseur furtif, dit « *joint strike fighter* » (JSF), a été vendu à de nombreux pays, la plupart en Europe (outre les États-Unis, les autres possesseurs sont l'Australie, le Canada, Israël, le Japon, Singapour ou la Turquie[30]). Dans la liste des quatorze clients européens, on trouve l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Suisse, soit onze États membres de l'UE et non des moindres. En 2035, près de six cents appareils voleront en Europe, soit le tiers du parc mondial. À peine sortie de sa neutralité historique, la Finlande a choisi la protection américaine : avec soixante-cinq chasseurs, elle sera le premier détenteur européen de F-35. Il faut noter que cet appareil coûteux implique une forte dépendance aux États-Unis, à la fois pour la fourniture des pièces détachées, mais également parce que les logiciels permettant d'utiliser l'avion pour une mission sont contrôlés depuis le territoire américain. Ce contrôle est moindre pour certains acquéreurs, comme Israël qui a obtenu de pouvoir posséder son propre logiciel. La dépendance aux États-Unis a aussi dissuadé quelques

acheteurs, comme les Émirats arabes unis. Mais cette dépendance, appelée à perdurer (l'appareil devrait voler jusqu'en 2070), semble être la raison même de son achat par les Européens. Elle rend concrète l'alliance – les critiques diraient la vassalité – des États européens avec les États-Unis. Le calcul des gouvernements est que Washington, où le lobby de l'industrie d'armement pèse d'un poids singulier, viendra en aide à ses clients plus encore qu'à ses alliés. Dans ce sens, pour reprendre le mot de l'ancienne ministre française des Armées Florence Parly, l'article 5 de l'Otan est bien un « article F-35 ». L'avion a en outre des qualités militaires, dont deux sont essentielles. Il est un moyen d'assurer l'interopérabilité, c'est-à-dire de partager les mêmes systèmes de communication, avec les forces américaines qui en sont dotées. Comme on peut l'imaginer, les Américains sont avant tout soucieux de garantir la bonne marche de leurs équipements et la parfaite compréhension de leurs forces entre elles. État souverain, les États-Unis raisonnent d'abord en fonction de leurs intérêts. En cas de guerre avec la Chine, nul allié plus puissant qu'eux ne viendra les aider. Or, à l'échelle de la planète qui est celle de l'armée américaine, cela n'a rien d'évident : les forces basées en Asie (Indo-Pacific Command) n'ont pas toujours les mêmes systèmes de communication que celles basées en Europe (European Command). Les appareils plus anciens comme le F-16 ou le F-22 ont également des problèmes d'interopérabilité avec le F-35. Les arguments des alliés européens demandant que leurs propres équipements existants – Rafale français – ou à venir – projet franco-allemand Scaf[31] – soient interopérables avec ceux des États-Unis ne trouvent pas toujours une oreille attentive outre-Atlantique. Les États-Unis répondent souvent à leurs alliés qu'ils n'ont qu'à acheter américain pour obtenir cette interopérabilité.

L'achat de F-35 est enfin un moyen pour les Européens de maintenir la protection nucléaire de Washington. Les appareils américains sont pilotés par des aviateurs nationaux, mais portent sous leurs ailes des missiles nucléaires possédés par les États-Unis. En pratique, ces derniers maintiennent en Europe une centaine de bombes nucléaires B61. Ces bombes, partagées avec le système de la double clé, sont présentes en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie et en Turquie. Bien sûr, il n'est pas question pour Bruxelles, La Haye, Berlin, Rome ou Ankara de décider de leur utilisation ; cette prérogative appartient à Washington. Il n'empêche que leur présence constitue la manifestation concrète du parapluie nucléaire américain. Certains États comme la Pologne espèrent, en achetant le nouvel avion, qu'ils pourront bénéficier de ces déploiements de bombes nucléaires américaines.

Le vieux débat européen sur l'autonomie stratégique a donc toutes les chances de se poursuivre sans véritable avancée. Les États de

l'Otan ont adopté un nouvel objectif de dépenses de défense équivalent à 5 % du PIB, mais il est probable que ces sommes iront, majoritairement, vers de nouveaux achats américains. Le monde d'hier, une Europe divisée et soucieuse de ménager Washington, pourrait être celui de demain. La dépendance militaire envers les États-Unis pourrait donc perdurer[32] et se doubler d'une servitude accrue sur le plan économique. Le débat entre atlantistes frileux et souverainistes dépensiers pourrait se trancher au profit des seconds. Nombre d'États européens rappellent les liens étroits entre les deux rives de l'Atlantique et que, face à une Amérique tentée par l'isolationnisme, le langage de l'intérêt peut être celui qu'entend Washington. Après tout, depuis la rupture des liens gaziers avec Moscou, le GNL américain afflue dans les ports européens. Au total, le projet d'autonomie stratégique européenne pourrait se heurter à une résurgence « occidentaliste ». Face à un Sud global de plus en plus puissant mais aussi instable et pétri de ressentiment anticolonial, de l'Afrique à la Chine en passant par le Moyen-Orient et la Russie, la petite Europe pourrait chercher à resserrer les rangs, mais plus sûrement encore à courtiser la puissance américaine[33].

La relation avec le Sud global

L'« Eurafrique »

La relation de l'Europe avec l'Afrique n'est pas une évidence géographique, malgré la séparation constituée par la Méditerranée. Dans l'Antiquité, celle-ci est un lien plus qu'une coupure : les Grecs colonisent la Libye après les Phéniciens. Quand l'Empire romain est constitué, le *Mare nostrum* unit leurs possessions, de la Numidie à l'Égypte. La christianisation parachève cette unité culturelle : saint Augustin commence sa vie dans l'actuelle Tunisie avant de séjourner à Milan, pour finir sa vie à Hippone, dans l'actuelle Algérie.

La rupture entre l'Afrique (du Nord, la connaissance du reste du continent par les Grecs étant peu probable) et l'Europe intervient au début du Moyen Âge avec l'expansion musulmane, qui chasse les Byzantins d'Égypte, s'empare de la Numidie et de la Maurétanie, et pousse son avantage jusqu'en Espagne et dans le sud de l'Italie. Le conquérant de l'Andalousie, Tariq ibn Ziyad, a donné son nom au détroit de Gibraltar (*djabal al-Tariq*).

Les relations en Méditerranée, désormais divisée entre ses deux rives, seront marquées par une vive hostilité pendant plusieurs siècles.

En Espagne, la Reconquista dure jusqu'en 1492, date de la chute du dernier califat de Grenade. En Italie, la papauté favorise l'arrivée des Normands qui chasse les Arabes de Sicile. L'épisode des croisades voit Saint Louis mourir devant Tunis (1270) et les chevaliers catholiques d'Occident se tailler d'éphémères fiefs en Terre sainte. L'expansion ottomane se heurte aux progrès de l'Europe : la flotte turque est défaite à Lépante (1571), Cervantès y perd un bras. Au même moment, les Grandes Découvertes permettent aux Européens de connaître le contour du continent africain.

La conquête coloniale a renversé l'équilibre des forces, donnant l'avantage aux Européens qui s'emparent de l'Afrique du Nord et organisent le partage du reste du continent à la conférence de Berlin. Seuls l'Éthiopie et le Liberia échappent à la domination européenne. Les Européens affluent dans les nouvelles colonies. Bien qu'il existât de longue date des commerçants étrangers dans le pays, le cas de la Tunisie est révélateur : le noyau primitif d'esclaves, résultat des prises de corsaires et rendus plus tard à la liberté, d'aventuriers, de négociants marseillais, génois et livournais, se renforce au XIXe siècle d'une immigration de Français, de Maltais et de Siciliens. En 1881, la création du protectorat français en Tunisie heurte d'autant plus le jeune État italien que le nombre de ses ressortissants y est alors bien supérieur à celui des Français. Il faudra attendre 1931 pour voir le nombre de Français dépasser celui des Italiens. En 1956, à l'indépendance du pays, les Européens représentent 7 % des 4 millions d'habitants de la Tunisie[34]. C'est l'époque où la jeune Claudia Cardinale, née à Tunis, éduquée en français, est élue « plus belle Italienne de Tunisie », ce qui lui vaudra un voyage à Venise et le début d'une prestigieuse carrière au cinéma. Par contraste, le nombre des Européens est aujourd'hui négligeable en Tunisie alors que la population a triplé entre-temps. Le déclin de la présence européenne en Afrique intervient au moment des grandes vagues d'indépendance : les Italiens, qui représentaient un cinquième de la population, quittent la Libye après la Seconde Guerre mondiale, les pieds-noirs français sont expulsés d'Algérie en 1962, les colons portugais évacuent le Mozambique et l'Angola après 1975.

De cet héritage de la colonisation subsistent encore quelques poches de peuplement européen comme l'Afrique du Sud ou la Namibie. Le contexte local est assez différent : le peuplement européen de l'Afrique du Sud est ancien puisqu'il remonte au XVIIe siècle et les colons y sont d'origine hollandaise. Lors de la prise de contrôle de la colonie par l'Angleterre, ils quittent la région du Cap pour s'enfoncer dans l'intérieur des terres, s'opposant aux tribus bantoues lors du Grand Trek qui a forgé leur esprit pionnier. Quand Londres a voulu conquérir leurs républiques indépendantes – Orange, Transvaal, etc. –, riches de

métaux précieux, ces Afrikaners se sont durement opposés aux Anglais pendant la guerre des Boers (1899-1902). Ils ont obtenu un statut de dominion après la Première Guerre mondiale et une indépendance complète après la Seconde, au moment où la création de l'apartheid les pousse à quitter le Commonwealth. Ils forment alors la majorité des Blancs du pays (20 % de la population sud-africaine) et n'entretiennent aucun lien particulier avec l'Europe, sinon sur le plan culturel (rugby).

Si leur population diminue depuis la démocratisation du pays (10 % des 60 millions de Sud-Africains), ils n'en font pas moins de l'Afrique du Sud un des rares pays sur le continent à avoir conservé la diversité que la colonisation avait, de force, instaurée. Un constat similaire peut-être fait au sujet de la Namibie voisine et des Blancs qui y vivent, d'origine allemande, et dans une moindre mesure du Botswana, l'ancien Bechuanaland, ou du Zimbabwe, l'ancienne Rhodésie du Sud, où l'arrivée d'un pouvoir noir avec Robert Mugabe en 1980 a provoqué l'exode des populations européennes[35].

Un autre héritage actuel de la colonisation européenne en Afrique est la persistance de rares « confettis d'empire ». On peut citer les places de souveraineté espagnole sur la côte du Maroc : Ceuta et Melilla sont des villes européennes que Madrid refuse de céder et qui font l'objet, au gré de la relation avec Rabat, de pressions marocaines par l'entremise des flux migratoires. Paris avait un temps pensé garder le territoire des Afar et des Issa avant de lui donner son indépendance en 1975 sous le nom de Djibouti. Mais, dans les eaux chaudes du canal du Mozambique, la France, qui a décidé de conserver l'île de Mayotte au moment de l'indépendance des Comores, est confrontée à l'irrédentisme de l'archipel, qui prétend s'appuyer sur le droit international pour récupérer l'île ; il est vrai que, selon le principe de l'*uti possidetis juris*, la création de l'État comorien aurait dû respecter les frontières administratives de l'archipel. À noter que Djibouti comme l'île de Mayotte, à majorité comorienne et musulmane, n'ont jamais eu qu'un peuplement européen négligeable. Dans le rapport de l'Europe et de l'Afrique, au-delà des populations et des territoires, le dernier héritage est d'ordre politique. L'Afrique est un vaste continent parcouru de crises violentes. En 2025, des guerres sont en cours dans de nombreux États africains, depuis le Sahel jusqu'à la Somalie, en passant par le Soudan et l'est du Congo-Kinshasa (offensive du M23, soutenu par le Rwanda)[36].

Sur le plan idéologique, les États africains éprouvent souvent une forme de ressentiment à l'égard des anciennes puissances coloniales dont ils ont pourtant respecté les décisions depuis leurs indépendances : l'Organisation de l'unité africaine, et son avatar actuel, l'Union africaine, a refusé toute remise en question des

frontières tracées par les Européens. Il est vrai qu'un redécoupage de l'Afrique sur des bases d'homogénéité ethnique est, compte tenu de son extrême diversité, une entreprise très hasardeuse. Certains régimes, comme celui du FLN en Algérie, jouent de la rivalité avec l'ancienne métropole pour consolider leur assise.

Comment imaginer l'avenir des rapports entre les deux continents ? Peut-on aller vers une plus grande unité ? Sur le plan politique, les États européens ne sont pas tous aussi impliqués en Afrique. L'Europe orientale, sans passé colonial, y prête peu d'attention. Le Royaume-Uni a abandonné toute présence militaire dans les États qui forment son ancien empire et qui sont aujourd'hui les locomotives économiques du continent, comme l'Afrique du Sud (un quart du PIB africain) ou le Nigeria. En revanche, la France a maintenu, après les indépendances, un important dispositif militaire. Ses forces sont prépositionnées au Gabon et à Djibouti. Elle a multiplié les expéditions militaires (dites « opérations extérieures ») dans le contexte de la guerre froide pour éloigner l'URSS de son « pré carré ». Dans les dernières décennies, elle est venue en aide aux États de son ancien empire face au péril djihadiste. Ambitieuse, s'étendant sur le Niger, le Mali et le Burkina Faso, l'opération Barkhane n'a pas eu le succès escompté. Malgré quelques tentatives pour impliquer les autres Européens (*Task Force Takuba*, « épée » en tamacheq), Paris est largement demeuré seul et une succession de coups d'État militaires et nationalistes ont fini par provoquer le départ des troupes françaises du Sahel.

Aujourd'hui, la France, qui ne veut plus assumer seule une mission de « gendarme de l'Afrique », souhaite démilitariser sa relation avec le continent. Mais, dans le monde hobbesien des relations internationales, le départ des Français fait le jeu des puissances rivales : Chinois, Turcs et surtout Russes offrent aux États africains un soutien alternatif. Moscou a en particulier déployé ses sociétés militaires privées en Centrafrique et au Sahel. L'Europe, « géopolitique », regarde les Français avec indifférence ; elle rechigne à se lancer dans un nouveau *scramble for Africa*. Pourtant, le défi est considérable. Malgré quelques succès ponctuels, le continent est le seul, à côté de l'Asie et de l'Amérique latine, à ne pas se développer assez vite pour compenser l'augmentation de sa population. L'Afrique pourrait être peuplée de 2,4 milliards d'habitants en 2050, plus de trois fois la population de l'Europe à cette date, soit 525 millions pour l'UE et le Royaume-Uni. En 1900, le rapport était strictement inverse : 150 millions d'Africains, contre 450 millions d'Européens.

L'accélération des migrations africaines vers l'Europe est-elle inéluctable ? Certains observateurs voient le rapport migratoire prendre de l'ampleur dans les décennies à venir. On comptait un million d'Africains sur le sol européen en 1960, quatre millions en

1990, pour près de dix millions aujourd'hui. Un demi-million de migrants s'ajoute chaque année[37]. L'augmentation est réelle et importante, mais on reste loin du « grand remplacement » prévu par certains analystes[38], qui évoquent l'arrivée de cent cinquante millions de migrants d'ici à 2050. L'ONU table plutôt sur trente millions, soit un million par an. Et il n'est pas certain que le développement attendu, mais pas inéluctable, des économies africaines règle la question migratoire. Plus leurs économies vont se développer, plus les Africains, conscients des possibilités offertes par l'Europe et capables de financer leur déplacement, émigreront. Les Européens ont évidemment un rôle à jouer dans cette croissance des économies africaines par le levier du commerce : par l'accord de Samoa (2023), qui a succédé à la convention de Lomé et à l'accord de Cotonou, l'UE ouvre son marché à près de quatre-vingts pays pauvres du Sud, dont quarante-sept pays d'Afrique. Lorsqu'on additionne ses États membres, l'UE représente 50 % de l'aide publique mondiale au développement[39]. Les Européens auraient donc intérêt à garder un levier d'action sur le continent noir. S'ils le font, c'est aujourd'hui souvent en ordre dispersé. L'Allemagne, soldant ses sujets mémoriels (elle s'est excusée pour sa guerre coloniale contre les Herero en Namibie, alors une colonie connue sous le nom de Sud-Ouest africain), mène sa propre diplomatie économique. L'Italie, avec le plan Mattei qui recherche pétrole et gaz pour remplacer celui venu de Russie, développe une coopération énergétique et migratoire avec les États africains, non sans rivalité avec la France. La Hongrie lance une relation militaire avec le Tchad. Le sujet africain serait l'occasion pour les Européens de démontrer leur autonomie par rapport aux États-Unis. Washington n'est traditionnellement pas très porté vers l'Afrique. La première base militaire américaine, créée à Djibouti, ne remonte qu'au début du XXIe siècle. Sur le plan économique, le continent pèse d'un poids négligeable et beaucoup de pays africains bénéficient du programme AGOA[40], permettant à leurs produits d'entrer en franchise de douane aux États-Unis. La lutte contre les groupes terroristes, dans divers endroits du continent, ne mobilise que de faibles effectifs. Les États européens seraient d'autant mieux inspirés de s'unir que leurs concurrents se montrent très actifs. Pékin a participé à la conférence de Bandung en 1955 aux côtés de l'Éthiopie, du Ghana ou du Soudan. La Chine, qui a également une base à Djibouti, pourrait en créer une autre sur la côte ouest du continent, en Guinée équatoriale ou au Gabon. Elle est aujourd'hui le premier partenaire commercial des États africains. Son influence est aussi culturelle. En 2005, elle a ouvert un premier Institut Confucius au Kenya : elle en possède aujourd'hui plus de soixante dans quarante-cinq États africains. En 2016, un dictionnaire mandarin-amharique (une des langues de l'Éthiopie) a été

publié, et il y aurait environ un million de Chinois sur le continent noir. La Russie réactive le réseau d'alliances qui fut celui de l'URSS. Sur le continent africain, trente-trois États ont des accords de défense avec elle. Ses sociétés de mercenaires assurent la protection de chefs d'État qui achètent du matériel à l'industrie russe. Sur le plan économique, Moscou vend des satellites à l'Afrique et 50 % des céréales achetées par le continent viendraient de Russie. Enfin, sur le plan social, la Russie encourage les Africains à lancer une « seconde décolonisation », passant par la lutte contre les valeurs occidentales décadentes. Il y aurait 35 000 étudiants africains en Russie et des « Maisons russes » ouvrent sur le continent.

Face à l'Orient

Les liens de l'Europe et du Moyen-Orient sont aussi anciens que l'histoire. Dans l'Antiquité, si la géographie sépare l'Europe de l'Asie, les deux ensembles sont réunis par la culture. Le grec, après les conquêtes d'Alexandre, se répand dans tout le Levant. Si l'araméen est parlé par Jésus comme par la population laborieuse de la Palestine du Ier siècle, la bourgeoisie emploie plus volontiers le grec, et même le latin pour celle qui est en rapport avec le pouvoir romain. La rupture entre les deux ensembles géographiques intervient au lendemain de la chute de l'Empire romain d'Occident, en 476. La conquête musulmane coupe les liens de l'Orient et de l'Europe, ou plutôt les complexifie. L'Empire romain, qui survit dans l'Empire byzantin jusqu'au milieu du XVe siècle, se maintient difficilement dans l'Anatolie face à la poussée turque. Les Grecs, expulsés d'Asie mineure au lendemain de leur défaite en 1923 face à la Turquie, n'ont pas tout à fait disparu du Levant. Une partie de la communauté grecque hors de la Grèce actuelle (l'*omogenia*) réside en effet en Orient. Les Grecs furent nombreux à être expulsés d'Égypte par Nasser après le renversement de la monarchie au début des années 1950. Malgré ces expulsions, on trouve des communautés religieuses grecques orthodoxes en Turquie où est installé le patriarcat de Constantinople, en Palestine, à Jérusalem notamment, et jusqu'au Liban, où cette confession forme un groupe sans lien direct avec la Grèce.

La période des croisades ne permettra qu'un temps de les renouer. L'expulsion des croisés par les Turcs puis l'expansion de l'Empire ottoman inversent le rapport de forces. La victoire de la Sainte-Ligue à Lépante, en 1571, met un coup d'arrêt aux conquêtes ottomanes qui avaient permis à l'empire de dominer une large partie des Balkans. L'Occident entame alors une croissance économique qui l'amènera peu à peu à la domination mondiale, tandis que l'Orient, sous la férule

ottomane, entame un déclin qui se poursuit jusqu'au XXe siècle.

La géopolitique actuelle du Moyen-Orient résulte de ce fossé Est-Ouest. Les possessions européennes de l'empire sont ébranlées avec l'indépendance de la Grèce en 1830 puis celles des divers États balkaniques, jusqu'à la perte de la Macédoine en 1912. Dès le XIXe siècle, les puissances européennes cherchent à développer leur influence dans l'Empire ottoman, « l'homme malade de l'Europe ». La France, qui intervient au Liban en 1860, s'appuie sur les communautés chrétiennes. Avec la construction du chemin de fer Berlin-Bagdad, l'Allemagne joue la carte du soutien militaire aux autorités ottomanes, qui participeront à la Première Guerre mondiale à ses côtés. La chute de l'Empire ottoman, sanctionnée par les accords Sykes-Picot, permettra aux États vainqueurs de se tailler une sphère d'influence : la France devient puissance mandataire de la Syrie, le mandat donné par la SDN lui demandant d'accompagner cet État jusqu'à l'indépendance[41]. Ce sera le cas après la guerre : après la création du Liban, la date de départ des troupes françaises de Damas est devenue la fête nationale syrienne (la fête de l'Évacuation, le 17 avril). Les Britanniques obtiendront un mandat similaire en Irak, en Jordanie et en Palestine.

La guerre froide et la création de l'État d'Israël, en 1948, vont dessiner les liens actuels de l'Europe et du Moyen-Orient. Les États arabes nouvellement indépendants qui se rapprochent de Moscou vont prendre leur distance avec l'Europe colonisatrice. La Syrie, devenue baathiste en 1963, l'Irak après le renversement de la monarchie, l'Égypte de Nasser, le Yémen du Nord puis du Sud rejettent l'influence européenne qui demeure forte dans les monarchies du Golfe après la décolonisation de l'Empire britannique. L'apparition de l'État hébreu n'est pas immédiatement soutenue par les Européens[42]. À l'époque, l'URSS pense pouvoir rallier Israël, dont les fondateurs inspirés par le socialisme ont été en lutte contre l'impérialisme britannique, au camp prosoviétique. À l'inverse, les monarchies arabes, conservatrices, se méfient du communisme (le pacte du Quincy a été conclu en 1945 entre les États-Unis et l'Arabie saoudite). Moscou demande à la Tchécoslovaquie, dotée d'une puissante industrie d'armement, de livrer des armes à l'armée juive.

Les Européens de l'Ouest sont partagés. Le Royaume-Uni, qui a transmis le dossier de la Palestine à l'ONU, est soulagé de mettre fin à son mandat. La France est réticente : elle possède alors un vaste empire colonial et vingt-cinq millions de musulmans, fort hostiles au sionisme. Paris est aussi soucieux de la protection de ses intérêts en Terre sainte, certaines propriétés locales étant détenues par des musulmans maghrébins. Depuis le XIXe siècle, la France possède en effet quelques arpents de la Terre sainte[43]. À Jérusalem, on compte

ainsi l'Éléona (du grec *elaion*, « l'oliveraie »), située sur le site où, selon la tradition biblique, Jésus-Christ a appris à ses disciples la prière du Notre-Père. Des édifices religieux y ont été édifiés dès le IVe siècle : une église, puis un cloître et un sanctuaire. Acquise en 1856 par Aurélie de La Tour d'Auvergne, l'Éléona est donnée en 1874 à la France. Le domaine national français en Terre sainte, propriété de la République française, qui les gère et les administre *via* le consulat général de France à Jérusalem, comprend également le monastère d'Abou Gosh (une ancienne commanderie hospitalière devenue un monastère), le tombeau des Rois, et l'église Sainte-Anne où aurait vécu la mère de la Vierge Marie (offerte à Napoléon III par le sultan turc en 1856).

Dès 1956 toutefois, les relations entre la France et Israël s'améliorent et l'expédition contre l'Égypte, qui a nationalisé le canal de Suez, est menée conjointement. Face au mouvement mondial de décolonisation, la France de la IVe République voit dans l'État hébreu un allié utile contre le nationalisme arabe. Ce dernier, promu par Nasser, prétend lutter contre le colonialisme occidental. Français, Italiens, Grecs sont expulsés d'Égypte. Le pays, qui possédait un opéra où eut lieu la première mondiale d'*Aida*, se rapproche du bloc soviétique. Nasser soutient activement le FLN, qui a déclenché l'insurrection dans les départements français d'Algérie. La relation franco-israélienne s'affaiblit avec le retour aux affaires du général de Gaulle. Le nouveau président de la Ve République accorde son indépendance à l'Algérie en 1962 et, prenant ses distances avec les États-Unis, s'efforce de séduire le tiers-monde naissant. La guerre des Six Jours, en 1967, constitue un tournant : la France refuse de soutenir l'État hébreu qui se tourne alors vers les États-Unis, devenus depuis son premier partenaire. En revanche, les relations entre Israël et l'Allemagne demeurent solides. Formée en 1955, la République fédérale vit dans le souvenir du génocide juif : le « plus jamais ça » explique les liens étroits qu'elle forge avec Tel-Aviv. Les capacités nucléaires d'Israël, en particulier sous-marines, reposent sur du matériel allemand. Berlin n'a que mollement condamné l'action d'Israël à Gaza après le 7 octobre 2023 alors que, face aux pertes civiles, Paris et Londres ont indiqué vouloir réduire leurs exportations vers l'État hébreu[44]. Le Bundestag a adopté, en 2024, une résolution (« *Nie wieder ist jetzt*[45] ») condamnant l'antisémitisme. Les partis de gouvernement et l'extrême droite l'ont votée, mais pas la gauche radicale[46].

Quant au Royaume-Uni, il a peu à peu pris ses distances avec une région restée longtemps sous son influence. L'occupation du Yémen (1839) puis de l'Égypte (1882) et des États de la Trêve (golfe Persique) avait pour objectif la sécurisation de la route des Indes,

l'atout maître de l'Empire colonial britannique. L'obtention du mandat sur la Palestine, la Transjordanie et l'Irak a donné à cet empire sa plus grande extension dans l'entre-deux-guerres. Dans la seconde moitié du XXe siècle, les Britanniques se retirent de ces territoires et y perdent leur influence, notamment après le renversement des monarchies égyptienne en 1953 et irakienne en 1963. En 1968, sur fond de dévaluation de la livre, le Premier ministre Harold Wilson prononce son fameux discours sur « l'est de Suez » : il décide que, *east of Suez*, les Britanniques quitteront leurs bases militaires en Malaisie, à Singapour mais également à Aden (le Yémen du Sud apparaît en 1967) et dans le golfe Persique. Sans l'avoir réellement demandé, le Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis et Oman accèdent à l'indépendance.

Au total, comme le montre l'exemple d'Israël, les Européens agissent en ordre dispersé dans leur politique moyen-orientale. L'UE est un soutien financier de l'Autorité palestinienne, mais les États européens ne sont pas unis dans leur rapport à l'État hébreu[47]. Ils se font aussi une vive concurrence dans leurs relations économiques avec les États de la région, en particulier les riches monarchies du Golfe. Ils sont en revanche tous d'accord pour sanctionner le régime iranien et son programme de prolifération nucléaire. Dans un Moyen-Orient où l'influence russe est forte, Moscou possédant des bases en Syrie (même si le renversement de Bachar al-Asad remet en question leur pérennité), et alors que la présence chinoise se renforce et que l'influence de la Turquie est devenue considérable (notamment sur le nouveau régime syrien), les Européens agissent dans l'ombre de Washington et de son dispositif militaire très développé (Al-Udeid, au Qatar, est la plus grande base américaine de la région). Seuls les Français, présents dans les Émirats arabes unis, en Jordanie et en Irak, exercent une influence un peu indépendante, en particulier au Liban où leur rôle est reconnu (ils tiennent la « plume » des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le pays).

Le cas de la Chine

La relation de la Chine avec l'Europe est à la fois ancienne et très récente. Elle est ancienne parce que l'Empire romain a su que la Chine existait (et réciproquement). Marco Polo visite l'Empire chinois au XIIIe siècle. La « route de la soie » anime les échanges entre les deux espaces jusqu'à son déclin au XVIe siècle, après la découverte du Nouveau Monde[48]. La relation humaine entre Chinois et Européens est bien plus récente. Elle commence vraiment avec les Grandes Découvertes et l'arrivée des jésuites dans l'empire du Milieu. La

pénétration des idées européennes, en particulier du christianisme, ébranle la Chine[49]. Le commerce sino-européen est actif, malgré les restrictions imposées par Pékin. En Angleterre, les équipages qui vont en Chine sont recrutés de force, tant le trajet est long et périlleux : il en reste un verbe, *to shanghai*, qui signifie « être forcé de faire une chose ». Les idées chinoises arrivent à leur tour en Europe : les Lumières admirent les mandarins, la porcelaine se couvre de chinoiseries. Les siècles de l'impérialisme colonial verront le pays connaître un double mouvement de soumission et de modernisation. Les traités inégaux donnent aux Européens des droits particuliers, dont les concessions seront la manifestation la plus visible. Il est à noter que tous les pays européens ont participé à ce vaste mouvement. Même l'Autriche-Hongrie, après sa participation au siège de Pékin, assiégé par les Boxers, obtient une concession. La Chine, dominée, cède Hong Kong à l'Angleterre, Macao au Portugal. C'est par ces enclaves européennes que la Chine accède à la modernité occidentale. Hong Kong est le port par lequel l'effort missionnaire se répand dans l'empire[50].

Avec la fin de la guerre civile chinoise en 1949 et la proclamation de la République populaire, l'influence européenne en Chine s'effondre. Fidèle allié de Moscou, Pékin critique l'Europe capitaliste. Les États-Unis sont un « tigre de papier », de Gaulle un « chien ». Le général philosophe : « C'est la première fois que je me fais traiter de chien par des Pékinois. » En 1956, après la rupture avec Moscou, car Khrouchtchev y critique Staline lors du XX^e^ Congrès du parti communiste, la Chine maoïste, fidèle au « petit père des peuples », se cherche des alliés européens : outre Jean-Luc Godard, qui tourne *La Chinoise* en 1966, l'Albanie d'Enver Hoxha bascule dans le camp pro-Pékin. À partir des années 1970, le régime évolue : après la mort de Mao, Deng Xiaoping élimine la « bande des quatre » et lance les « quatre modernisations ». La réintroduction du capitalisme rend la Chine ambitieuse. La République populaire remet en question les traités inégaux et récupère Hong Kong en 1997. L'expansion économique du pays, devenu le deuxième PIB mondial en 2010, renverse les termes de l'échange. Si les Européens se pressent pour accéder au marché chinois, c'est le poids de la Chine en Europe qui, pour la première fois, se fait sentir.

La Chine est le premier partenaire économique de nombreux pays européens, où les marchés regorgent de produits venus de l'empire du Milieu. En 1960, l'UE produit 31 % de l'acier dans le monde, contre 5 % pour la Chine. En 2024, la part de marché de l'UE s'est réduite à 6 %, celle de la Chine dépasse les 50 %. En 2024, l'UE a exporté des biens d'une valeur de 200 milliards d'euros vers la Chine (troisième partenaire) et importé pour 500 milliards d'euros (premier

partenaire). L'Allemagne, les États scandinaves profitent d'un excédent commercial avec Pékin, mais d'autres États, ceux du « Club Med » notamment, affrontent de lourds déficits commerciaux. La Chine investit en Europe : elle achète le port d'Athènes, construit des ponts en Croatie, une université en Hongrie. L'influence politique de Pékin a accompagné son développement économique. Sa présence militaire est encore discrète : elle a déployé sa marine en Méditerranée en 2011 pour évacuer ses ressortissants au moment de la guerre en Libye. Elle effectue des manœuvres avec la Russie. Elle se coule dans la géopolitique de l'Europe et lance le forum « 17 + 1 » (les pays d'Europe orientale et elle-même) en 2012. Elle est le partenaire politique principal de la Russie, de la Biélorussie, de la Serbie, de la Hongrie. Elle surveille ses ressortissants dans les pays européens. Aujourd'hui, la relation euro-chinoise évolue vers une compétition accrue. Les États-Unis voient dans le régime chinois la principale menace du XXIe siècle, leur *peer competitor*. L'heure est au découplage entre les deux économies et à la rivalité militaire dans l'espace indo-pacifique[51]. Les États-Unis ont ainsi remis en vigueur les contrôles à l'exportation afin de couper l'accès de la Chine à des technologies qu'ils sont seuls à maîtriser. Toutefois, la Chine contrôle plus de 40 % des réserves mondiales de terres rares.

Donald Trump lance en 2025 une guerre commerciale avec Pékin. La hausse réciproque des taxes douanières à des hauteurs stratosphériques (145 % côté américain, 125 % côté chinois) devrait, sauf compromis entre les deux puissances, réduire à peu de chose le commerce entre les deux rives du Pacifique. Comment l'Europe peut-elle se positionner dans ce choc des titans ? Même si elle nourrit des griefs contre Pékin, elle reste attachée au libre-échange, que semble renier Washington. Mais la Chine peut chercher dans le marché européen à écouler ses produits invendus aux États-Unis, ce qui pourrait fragiliser certains secteurs. Surtout, le sujet chinois n'est pas économique mais géopolitique. Les États-Unis voient la Chine comme une menace mortelle pour leur sécurité et, compte tenu de leur poids militaire dans l'Otan, ils pourraient contraindre les Européens à s'aligner sur leur politique de découplage avec Pékin. Sous la première administration Trump, les États-Unis ont imposé aux Pays-Bas une rupture avec la Chine : en 2019, l'équipementier ASML, premier fabricant mondial de puces électroniques et plus grande entreprise technologique européenne, à la demande de son gouvernement et des autorités américaines, a mis fin aux exportations de ses machines les plus avancées vers la république populaire[52].

Les Européens devraient avoir du mal à trouver une voie médiane. Certains États se rallient aux positions de Washington, comme la Lituanie, qui s'est rapprochée de Taïwan et a subi les foudres de

Pékin[53]. D'autres, comme l'Italie, semblent plus hésitants. La France souhaiterait maintenir une politique indo-pacifique à mi-chemin des deux blocs. L'Allemagne, qui voudrait conserver l'accès au marché chinois, a fait quelques gestes symboliques pour apaiser Washington (passage de frégates dans le détroit de Taïwan). Sous la pression, les concessions européennes pourraient être plus importantes. Les alliés européens pourraient accepter que l'Otan joue un rôle plus actif en Asie, en coopérant plus étroitement avec les États proaméricains de la région comme le Japon ou la Corée du Sud. À cet égard, le déploiement de soldats nord-coréens pour aider les Russes à reconquérir la poche de Koursk est une rupture majeure : il montre que les théâtres asiatique et européen sont intimement liés. L'Europe retrouve son rôle géographique d'annexe de l'Asie.

La relation avec la Russie

Un pays européen

Les origines de la Russie sont européennes[54]. Principauté de l'ensemble kiévien, la première « Rus' » balayée par l'arrivée des Mongols, Moscou demeure tributaire de la Horde d'or jusqu'au XV^e^ siècle. Monarchie orthodoxe alors que disparaît l'empire byzantin, elle se vit comme « la Troisième Rome » capable de résister aux invasions venues de l'Orient, mais aussi d'apporter à l'Occident le spiritualisme qui lui fait défaut. À partir du XVI^e^ siècle, la principauté commence une expansion territoriale qui fera de la Russie le pays le plus vaste du monde. Au XVII^e^ siècle, le tsar Pierre le Grand décide de moderniser la Russie en montrant qu'elle est en Europe. Il adopte le costume européen, voyage à l'ouest, fonde une capitale nouvelle, ouverte sur la Baltique. Au siècle suivant, l'impératrice Catherine poursuit le mouvement : elle invite Diderot à visiter la « Sémiramis du Nord » et conquiert l'Ukraine sur les Ottomans, parsemant la « nouvelle Russie » de villes aux noms inspirés par l'Antiquité, d'Odessa (la ville de l'*Odyssée*) à Sébastopol (la « ville auguste »). La Russie vient à bout de Napoléon et le tsar Alexandre, au XIX^e^ siècle, anime la Sainte-Alliance, dont le but est d'écraser toute nouvelle tentative de révolution.

Pourtant, dans cette « tyrannie tempérée par l'assassinat[55] », l'influence des idées nouvelles gagne les jeunes esprits russes. La question du rapport à l'Europe est centrale dans la vie politique russe. Le courant socialiste veut importer en Russie son idéologie comme les

libéraux, qui croient possible la transformation de la Russie en un État européen moderne, doté d'une monarchie limitée. Ces occidentalistes, nombreux dans le parti « cadet », connaissent leur heure de gloire après la révolution de 1905. Mais, en réaction, d'autres Russes adoptent les idées slavophiles qui insistent sur le caractère exceptionnel du pays, pont entre l'Asie et l'Europe. Dans *La Russie et l'Europe* (1871), Danilevski appelle les Russes à rejeter l'héritage européen pour tracer leur propre voie et viser l'empire universel. Certains socialistes locaux, populistes, nihilistes, partagent cette conviction d'un destin russe particulier. « La Russie nous dit : je suis le christianisme », écrit alors Michelet ; « demain, elle nous dira : je suis le socialisme ». La Russie officielle est néanmoins intégrée au « concert européen ». Elle se lie à la France, solde ses contentieux avec l'Angleterre. L'alliance franco-russe, entre un régime républicain et libéral, et la monarchie la plus répressive, véritable « prison des peuples », donne à Paris un avantage décisif face aux empires centraux. Saint-Pétersbourg et Vienne multiplient les sujets de contentieux dans les Balkans où la Russie soutient les Slaves, quand la double monarchie voit dans le panslavisme un danger mortel pour son existence. En 1914, le soutien russe à la Serbie est un facteur-clé dans le déclenchement de la guerre.

L'Europe face à la Russie

Cependant, si la guerre se révèle destructrice pour l'empire des Romanov, la révolution d'Octobre brise également le lien de la Russie avec l'Europe de l'époque. Le traité de Brest-Litovsk fait sortir la Russie de la Première Guerre mondiale, au prix de vastes concessions territoriales à l'Empire allemand. Jusqu'à la défaite de ce dernier en 1918, les puissances européennes soutiennent les armées blanches dont le triomphe sur l'Armée rouge remettrait la Russie dans le camp allié. Une fois la guerre terminée, la lutte contre le pouvoir bolchevique a pour but d'éviter la propagation du communisme en Europe. La guerre civile se termine en 1921 par la victoire des rouges, mais un « cordon sanitaire » est constitué pour isoler la Russie bolchevique[56].

Au cours de l'entre-deux-guerres, Moscou opère un retour progressif dans la géopolitique européenne. Avec la constitution de l'URSS (1922), la Russie est d'abord mise au ban des nations. Mais l'Allemagne de Weimar voit en elle un partenaire militaire et signe le traité de Rapallo qui permet l'entraînement de son armée, bridée par le traité de Versailles. L'URSS entre finalement à la SDN en 1934. La collectivisation de l'économie, la dictature sanglante de Staline

scandalisent l'opinion. Mais le pays, qui semble s'industrialiser, projette une impression de puissance. « La Russie sacrée, la grande Russie vit, plus immense, plus terrible que jamais, si même, aujourd'hui, on ne la désigne plus que par des initiales », écrit Paul Morand[57]. Dans les années 1930, face à la montée de l'Allemagne nazie, l'URSS est courtisée. Le régime effraie les démocraties. C'est l'époque où l'on écrit plaisamment :

> En Angleterre, tout ce qui n'est pas interdit est autorisé ; en Allemagne, tout ce qui n'est pas autorisé est interdit ; en France, tout ce qui est interdit est en fait autorisé ; et en Russie, tout ce qui est autorisé est quand même interdit !

La France cherche à nouveau un allié de revers : en 1935, un accord franco-russe est trouvé. Mais Staline n'a guère confiance dans les démocraties occidentales qui refusent, par ailleurs, les concessions qu'il demande en Pologne. Le pacte Ribbentrop-Molotov signe un spectaculaire renversement d'alliance : l'URSS obtient une zone d'influence en Europe orientale et occupe l'est de la Pologne en 1939. Après la Seconde Guerre mondiale, où périssent vingt millions de ses citoyens, l'URSS étend son territoire et domine l'Europe orientale. Pendant le conflit, plusieurs conférences, dont celle de Yalta en Crimée, ont préparé ces changements. Outre l'annexion de la Carélie finlandaise et l'occupation des États baltes, l'URSS obtient de déplacer le territoire de la Pologne de 200 kilomètres plus à l'ouest. Moscou fixe la nouvelle frontière sur la ligne Curzon, s'empare de la Ruthénie, jusque-là possession tchécoslovaque, et d'une partie de la Bessarabie roumaine. De la Pologne à l'Albanie, l'Europe se couvre de démocraties populaires dont le parti communiste obéit aux ordres de Staline. L'émancipation de Tito, le dirigeant yougoslave, après le schisme de 1948, ne change pas la situation générale : selon le mot de Paul Morand, l'Europe est russe.

Au début de la guerre froide, les Européens craignent que la Russie n'étende son influence, en s'appuyant sur des relais locaux, en Grèce (guerre civile de 1946 à 1949) ou en France (grèves insurrectionnelles de 1947). Moscou maintient sans faiblir son autorité sur le bloc soviétique : les ouvriers de Berlin en 1953, les insurgés hongrois en 1956, les étudiants tchèques en 1968, les ouvriers polonais en 1980 sont tous réprimés. Un « rideau de fer » sépare les deux parties de l'Europe, symbolisé par la division de Berlin dont le mur est érigé en 1961. Dans les années 1970 toutefois, l'URSS cherche à consolider son emprise sur l'Europe soviétique. Elle accepte de participer à la conférence de Helsinki et obtient, dans la déclaration finale, la reconnaissance des frontières issues de la guerre. Ce processus débouche sur la création de l'OSCE, qui s'installe à Vienne et négocie des traités de désarmement.

Quelles frontières pour l'Europe ?

Au début des années 1990, l'effondrement du communisme fait croire à une ère nouvelle dans les rapports de Moscou avec l'Europe. Les démocraties populaires transitent vers le modèle libéral. Les frontières se modifient avec la disparition de la RDA et la partition de la Tchécoslovaquie. La fin de l'URSS débouche sur l'indépendance des quinze républiques soviétiques. La Russie adopte le capitalisme et la démocratie libérale, mais sa diplomatie, si elle accepte le retrait de l'Armée rouge d'Europe et l'expédition contre l'Irak en 1991, se cabre vite contre les initiatives occidentales dans les Balkans. Moscou, qui soutient les Serbes dans la guerre civile en Bosnie, refuse la guerre menée par l'Otan contre Belgrade qui aboutit, en 1999, à l'indépendance du Kosovo. La question est fort débattue de savoir si le projet d'intégrer la Russie nouvelle à l'Europe a échoué du fait des maladresses occidentales ou du refus de Moscou d'abandonner son impérialisme. Force est de constater qu'avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et ses « systèmes de force », des hommes issus de l'ancien KGB, la Russie a opéré un lent retour à la logique de la guerre froide[58]. Au durcissement sur le plan intérieur a correspondu une politique de force dans son « étranger proche ». Moscou avait entretenu, depuis la fin de l'URSS, des « conflits gelés » dans la périphérie de son ancien empire (Transnistrie, Géorgie). En 2008, la tentative de Tbilissi de reconquérir l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud se solde par l'intervention de la Russie, qui reconnaît bientôt l'indépendance de ces territoires.

La guerre en Ukraine est venue parachever cette nouvelle rupture entre Moscou et l'Europe. En 2014, la Russie proclame l'annexion de la Crimée. En 2022, elle se lance à l'assaut de l'Ukraine qu'elle prétend « dénazifier ». Elle annonce ensuite absorber dans son territoire deux républiques autoproclamées de l'est du pays, puis revendique le rattachement de plusieurs oblasts. Ses objectifs de guerre demeurent vagues : renversement du pouvoir ukrainien, neutralité du pays qui renoncerait à entrer dans l'Otan, reconnaissance de ses annexions, voire absorption de l'Ukraine, dont l'identité nationale est niée. Les Occidentaux, de leur côté, apportent leur soutien à Kiev. Est-on revenu à la guerre froide ? Moscou n'est plus la Mecque du communisme et il manque à la Russie la cohérence idéologique de l'URSS. Mais, en effectuant une synthèse entre les passés russe et soviétique, Poutine présente son combat dans des mots que les slavophiles du XIX^e^ siècle n'auraient pas reniés[59]. Certains des plus fervents soutiens de l'Ukraine, Baltes ou Polonais, présentent la guerre en cours comme un moyen de défaire la Russie et de provoquer dans le pays un changement de régime, sur le modèle des révolutions de 1905, 1917

ou 1991. D'autres, plus pessimistes, considèrent que « l'âme russe » survivrait à la défaite et qu'un nouveau pouvoir impérialiste, peut-être même plus dur que l'actuel, émergerait du conflit. Le débat pose la délicate question du culturalisme dans les relations internationales. D'un côté, il est vrai que les peuples changent peu ou avec une grande lenteur. De l'autre, il est indéniable que la RFA pacifiste d'aujourd'hui a peu à voir avec le militarisme de la Prusse.

Au-delà du régime, il reste à s'interroger sur la relation que l'UE pourrait entretenir avec une Russie devenue libérale. On en revient à la définition de Tatichtchev, formulée il y a trois siècles. La taille du pays, le plus grand du monde (17 millions de kilomètres carrés, soit trente-quatre fois la France), celle de sa population, la première d'Europe[60], et l'état de son économie auraient des conséquences considérables sur l'Union qui se retrouverait frontalière du Japon, de la Chine et des États-Unis. Le risque existe d'une Europe « russifiée » par le poids même du pays. L'Europe, annexe de l'Asie, retrouverait sa logique géographique au risque de perdre son identité spirituelle. En même temps, l'expérience montre combien la perspective européenne est importante pour répandre en Russie les idées libérales.

Tout va au fond dépendre du règlement de la guerre en Ukraine. La relation entre l'Europe et la Russie est aujourd'hui mauvaise, à l'exception de quelques États comme la Hongrie ou la Slovaquie, dont les dirigeants sont proches de Moscou. En 2024, le ministère russe des Affaires étrangères a rebaptisé le département de la coopération européenne « département des problèmes européens ». Et il est vrai que la puissance russe est un problème européen. À l'horizon 2030, selon certains analystes, elle pourrait s'inviter dans la géopolitique de l'UE par une attaque des pays Baltes[61]. Avec ou sans l'aide des États-Unis, l'Europe devra pouvoir répondre à la boutade en vogue : « Pourquoi 500 millions d'Européens auraient-ils besoin de 300 millions d'Américains pour lutter contre 150 millions de Russes, tenus en échec par 40 millions d'Ukrainiens ? »

Conclusion

Zelig ou l'Europe

La géopolitique de l'Europe est un paysage changeant. Son visage d'aujourd'hui est modelé par l'héritage historique et géographique du passé, les défis économiques, technologiques et démographiques de l'heure, les conflits militaires en cours et sans doute à venir. À quoi ressemblera demain la géopolitique d'un continent qui redécouvre la discipline ? Alors que les États-Unis de Donald Trump pourraient ne plus ressembler à la puissance libérale qu'ils furent au XXe siècle, il n'est pas facile d'y voir clair. Tocqueville nous avait prévenus : « Quand le passé n'éclaire plus l'avenir, les esprits marchent dans les ténèbres. »

Au fond, l'Europe ressemble aujourd'hui à Leonard Zelig, le personnage imaginaire du film éponyme de Woody Allen (1983). Grossissant au contact d'un homme corpulent, noircissant de peau dans un orchestre de jazz, adoptant les traits d'un Chinois à Chinatown, nazi en Allemagne, communiste en Russie, il est si soucieux de se conformer au groupe qu'il ne parvient pas à affirmer son identité. Comme lui, l'Europe donne parfois l'impression de ne pas savoir ce qu'elle veut. Divisée entre gouvernements atlantistes ou souverainistes européens, progressistes ou conservateurs, elle est tirée à hue et à dia.

Doit-elle être américaine comme le souhaiterait un conservateur anglais ou italien ? Russe ou chinoise comme le voudrait un conservateur hongrois ou un populiste slovaque ? Musulmane comme le redoute l'extrême droite ou comme le souhaitent certains islamistes turcs ? Française comme on le rêve parfois à Paris ? La réponse n'est pas simple et, dans la grande foire internationale aux modèles politiques, l'Europe rencontre sans doute des difficultés à définir avec précision celui – bien moins libéral que le modèle de Washington, mais bien plus que la ligne de Pékin – qui devrait être le sien.

Doit-elle conserver ses valeurs dans un monde qui ne la suit plus ? Doit-elle rester le conservatoire du libéralisme politique, économique et social qui a fait sa prospérité dans un monde de plus en plus porté vers le radicalisme et devenu conservateur ou décolonial, protectionniste ou étatiste, réactionnaire ou « woke » ? Il n'est pas aisé de rester libéral dans un monde qui ne l'est plus. Tel l'*Heautontimoroumenos* de Térence, bourreau de lui-même, l'Europe se

punit de ses propres choix. Construite sur la paix, elle doit maintenant apprendre à se défendre. Ouverte au commerce, elle voit ses partenaires ériger des barrières. Prônant l'ouverture aux autres, ses citoyens la pressent de refermer ses frontières. Pour garantir sa sécurité, qui n'est peut-être plus assurée, l'Europe doit changer.

Le scénario préférable

Nul n'est « confident de la Providence » (Raymond Aron), mais esquissons plusieurs scénarios possibles à l'horizon 2030. Dans le premier, le plus favorable, l'Europe parvient à résoudre ses contradictions. Sur le plan politique et militaire, elle franchit un cap fédéral, créée une forme de diplomatie commune et construit, dans ou à côté de l'Otan, des capacités militaires qui lui donnent du poids dans les affaires internationales. Le déploiement de sa force militaire en Ukraine, intégrée dans l'UE ou bénéficiant de garanties de sécurité, est la première manifestation de cette puissance face à la Russie, mais on peut aussi imaginer des interventions en Afrique, pour soutenir un État en déliquescence, ou au Moyen-Orient, pourquoi pas dans la bande de Gaza, en collaboration avec des forces arabes.

Sur le plan économique, ce scénario de rupture, qu'on pourrait baptiser « Europe puissance » ou « modèle libéral conservateur », implique une libération des énergies sur le marché européen avec des emprunts en commun, une mise sous tutelle des finances nationales déficitaires, l'unification des marchés de capitaux. Une Europe moins réglementée parviendrait à relancer sa machine économique, accroître son PIB, rééquilibrer ses échanges avec Pékin, tout en finançant son effort de défense, la lutte contre le changement climatique et ses dépenses sociales. Dans ce scénario, l'euro, qui a poursuivi l'expansion de sa zone, deviendrait le second pilier du système monétaire international, aux côtés du dollar. Un accord de libre-échange faciliterait le commerce transatlantique.

Enfin, sur le plan social, l'Europe, tout en restant en avance sur le reste de la planète, réduirait la spécificité de son modèle d'État-providence, une décision surtout lourde pour les régimes de l'Ouest, qui sont les plus généreux en la matière (le Royaume-Uni excepté puisque, avec des prélèvements obligatoires s'élevant à 37 % du PIB, il est au-dessous de la moyenne européenne de 41 %). Elle tenterait de relancer sa natalité et de réduire, sans les interdire, les migrations par l'érection de barrières et la négociation avec les pays d'origine. Moins accueillante, mais très diverse, elle serait aussi plus conservatrice dans le domaine des mœurs, reflétant les évolutions d'un spectre politique où dominerait la droite, voire l'extrême droite, dont les résultats

électoraux se réduiraient.

Le scénario regrettable

Un deuxième scénario d'évolution, que l'on pourrait qualifier d'austro-hongrois, est exactement à l'opposé du précédent. Sur les plans politique et militaire, l'Europe se déferait sous la pression extérieure. Les États-Unis réduiraient leur présence militaire. Après le Brexit, d'autres États suivraient la Grande-Bretagne, comme les Pays-Bas (Nexit), et l'UE perdrait alors de son attractivité. Faute de financement accepté par des sociétés pacifiques et avides de confort, la défense européenne péricliterait et l'Otan lui-même, affaibli par le désintérêt de Washington, s'étiolerait, remplacé par des rapports bilatéraux entre les États-Unis et chacune des capitales du Vieux Continent[1]. Dans l'indifférence de l'ouest de l'Europe, qui y verrait un simple retour à la guerre froide, la Russie dominerait l'Ukraine, la Moldavie, absorberait la Biélorussie, déstabiliserait les pays Baltes, le tout sans aucune réaction de Berlin ou Paris. Moscou et Pékin noueraient de fructueux partenariats avec des États comme la Hongrie, la Slovaquie ou la Serbie. La Turquie, qui ne serait plus candidate à l'UE, réglerait à son profit la question chypriote.

Incapable d'édifier un État fédéral, répondant à l'aporie gaullienne qui consiste à faire une « omelette avec des œufs durs », concentrée sur ses questions intérieures, l'Europe laisserait aux États la haute main sur les affaires économiques. Une forme de léthargie s'emparerait de l'économie européenne qui, divisée en étroits marchés nationaux, serait freinée par une réglementation environnementale et sociale sans équivalent. L'Europe serait la championne de l'accord de Paris contre le changement climatique et de la prise en charge collective des maux de la vie. Elle continuerait de perdre des places face à l'expansion des États-Unis et de la Chine, dopés par les innovations comme l'intelligence artificielle, et perdrait la bataille des normes pour finalement entrer dans une sorte de vassalisation qui, à l'égard de l'Amérique, ne serait pas sans ressembler à la Grèce absorbée par Rome.

Sur le plan social enfin, l'Europe continuerait de battre le record des dépenses mondiales dans ce domaine (50 % aujourd'hui). Son modèle tolérant, confortable et paisible pour ses citoyens ne serait pas financé par sa croissance et le niveau d'endettement des États européens continuerait d'augmenter pour atteindre des niveaux japonais (250 % du PIB), mais avec une forte dépendance à l'épargne extérieure. La population, dont la croissance naturelle est faible, serait de plus en plus diverse mais aussi divisée. Les tensions inhérentes à l'arrivée de

flux migratoires dans un contexte de dégradation climatique et de faible croissance économique seraient exploitées par les concurrents de l'Europe ; le populisme enchaînerait les succès électoraux.

Le scénario probable

Un troisième scénario pourrait exister, qui serait une synthèse malhabile des deux premiers. L'Europe tenterait de s'unifier, y parviendrait dans certains domaines (projets de coopération industrielle dans l'armement), mais sans parvenir à l'autonomie réelle d'une puissance entière, demeurant étroitement dépendante d'États-Unis ayant la tête en Asie et déchirée par les rivalités nationales d'États membres en compétition les uns avec les autres. À l'est, la guerre en Ukraine deviendrait un conflit gelé, régulièrement réchauffé par la Russie qui harcèlerait l'Otan, mais sans déclencher de crises majeures et sans dominer les États de son pourtour immédiat.

L'Europe demeurerait une zone de prospérité relative, dopée par l'instabilité de la politique américaine, mais plombée par ses réglementations et le poids de son endettement. Elle tenterait de relancer son économie, sans vraiment y parvenir, demeurant une zone de faible croissance, à l'instar du Japon. Faute d'une relance nucléaire, elle demeurerait dépendante des importations venues du Moyen-Orient ou des États-Unis. L'euro resterait une monnaie solide, mais de second rang, et la zone euro n'accueillerait pas de nouveaux membres. Les rapports commerciaux avec les États-Unis et la Chine resteraient déséquilibrés et empreints de tensions.

Sur le plan social, l'Europe restreindrait quelque peu les dépenses de l'État-providence, limiterait à la marge les migrations, mais resterait une société accueillante et ouverte que déstabiliseraient Russes et Chinois. Les partis populistes prospèreraient mais accéderaient rarement aux affaires. Les États-Unis caresseraient l'idée d'une intervention directe dans les affaires intérieures de l'UE au profit de leurs alliés les plus conservateurs, sur le modèle sud-américain. Mais l'UE, au prix de concessions diverses (achat de gaz ou d'armes), parviendrait à éviter les crises intérieures les plus graves et le départ de Washington du Vieux Continent. Un scénario qui, au fond, n'est pas sans ressembler à notre réalité.

Un sursaut européen ?

Il est difficile de prédire lequel de ces futurs possibles s'imposera au Zelig qu'est l'Europe, tant les événements récents sont hétérogènes : la

Bulgarie annonce une adhésion à l'euro en 2026 et son voisin roumain a porté au pouvoir, de justesse, Nicusor Dan, le maire de Bucarest, candidat pro-européen. Mais, en Pologne, la droite nationaliste a remporté l'élection présidentielle et son euroscepticisme devrait peser dans la politique de Varsovie. Le chancelier Merz, nouveau dirigeant de droite allemand, semble vouloir relancer la construction européenne, mais sa majorité est étroite. En France même, l'élection de 2027 pourrait à nouveau opposer un candidat du Rassemblement national, critique de l'UE, à un adversaire issu d'un parti pro-européen.

Malgré ces incertitudes, le crépuscule de la puissance européenne n'est pas inéluctable. Le chemin qui permet de l'éviter, voire d'envisager une aube nouvelle, est semé d'embûches, mais il existe. On peut trouver amusant – et daté – le mot du satiriste américain Henri Louis Mencken qui définissait l'optimiste comme « celui qui achète un Juif et veut vendre un Écossais ». Mais l'optimisme naît parfois de la nécessité. Ukraine et Russie, Israël et Iran, États-Unis et Chine : le retour de la géopolitique est une réalité qui s'impose à tous les citoyens européens. « Tous les problèmes complexes, écrivait le même Mencken, possèdent une solution claire, évidente et… fausse. » Et si les Européens ne la choisissaient pas ?

Table des cartes

L'Europe de 1914

L'Europe de 1924

L'UE et les États candidats

L'Europe de 1954 scindée en deux

L'Europe américaine

Table des matières

Préface
Introduction

1 - Géographie de l'Europe
Une « annexe de l'Asie »
Un continent sans frontières
Un continent au climat modéré
Une identité récente, une influence mondiale
Un continent à la population hétérogène et vieillissante
Peuples et patries
Familles, je vous hais
Les enjeux migratoires
Berceau de la révolution industrielle, l'Europe lutte pour garder son rang
Une terre généreuse
Une riche économie
Sur la route de la servitude ?

2 - Politique de l'Europe
Européens, trop européens
Empires et nationalités
Libéraux et marxistes
Les institutions de l'Europe
Une unité imparfaite
L'expansion de l'UE
Des limites incertaines
« L'autre » Europe
Une Europe-forteresse ?
Les puissances militaires
Les alliances
Les États neutres

3 - L'avenir de la géopolitique européenne
La relation avec les États-Unis
Le lien transatlantique
Les États « atlantistes »
Europe ou Occident ?
La relation avec le Sud global
L'« Eurafrique »
Face à l'Orient

Le cas de la Chine
La relation avec la Russie
Un pays européen
L'Europe face à la Russie
Quelles frontières pour l'Europe ?

Conclusion

Dans la même collection

Florian Louis, *Qu'est-ce que la géopolitique ?*, 2022.

Jean-Éric Branaa, *Géopolitique des États-Unis*, 2022.

Isabelle Saint-Mézard, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique*, 2022.

Maxence Brischoux, *Géopolitique des mers*, 2023.

Pierre Andrieu, *Géopolitique des relations russo-chinoises*, 2023.

Camille Escudé, *Géopolitique de l'Arctique*, 2024.

Christophe Ayad, *Géopolitique du Hezbollah*, 2024.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Géopolitique du Nigeria*, 2024.

Laurence Nardon, *Géopolitique de la puissance américaine*, 2024.

Hugues Eudeline, *Géopolitique de la Chine*, 2024.

Sophie Muffat, *Géopolitique de la piraterie*, 2025.

Christine Dugoin-Clément, *Géopolitique de l'ingérence russe*, 2025.

Christophe Ayad, *Géopolitique du Hezbollah*, rééd. 2025.

Philippe Orliange, *Alisée Pornet*, Géopolitique du développement, 2025.

www.puf.com

Ouvrage numérisé et converti par

(59100 Roubaix)

1. Florian Louis, *Les Grands Théoriciens de la géopolitique*, Paris, Puf, 2014.

2. Karl Haushofer, qui développa l'idée – que l'on doit à un autre géopoliticien allemand, Friedrich Ratzel – d'espace vital, verra cependant son fils, impliqué dans le complot contre Hitler de 1944, fusillé par les nazis.

3. Kurban Saïd, *Ali et Nino*, Paris, Nil Éditions, 2002 [1937].

4. Les Azéris sont un peuple turcophone dont l'identité nationale est assez récente : les Soviétiques, qui intègrent le pays à l'URSS en 1922, ont voulu la promouvoir pour réduire le nationalisme panturc (pantouranisme).

5. Tony Judt, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Fayard/Pluriel, 2018.

6. Romain Rolland, développe ce thème dans son article pacifiste intitulé « Au-dessus de la mêlée », 1914.

7. Benoît XV, *Lettre aux chefs des peuples belligérants*, 1917.

8. Au moins 50 millions d’Européens sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Volksbund déterre chaque année en moyenne 10 000 corps de soldats allemands tués durant le conflit.

1. Denis de Rougemont, « Les origines de l'Europe », *Bulletin du Centre européen de la culture*, mars 1959.

2. Ce représentant d'une puissante famille de l'aristocratie russe aura, parmi ses descendants, le cinéaste Jacques Tati.

3. Sauf la partie nord, occupée par la Turquie en 1974, où elle a proclamé un État qu'elle est seule à reconnaître, la « République turque de Chypre du Nord ».

4. Emmanuel Le Roy Ladurie, « Le climat a une histoire », *L'Histoire*, décembre 1978.

5. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, III, livre XVII, chap. 17.

6. Arthur Rimbaud, « Ophélie », in *Le Cahier de Douais*, 1891.

7. Le joueur de tennis Jannik Sinner en est originaire.

8. Karl August Wittfogel, *Le Despotisme oriental*, Paris, Minuit, 1964.

9. Pour ce développement, voir Pierre Haroche, *Dans la forge du monde. Comment le choc des puissances façonne l'Europe*, Paris, Fayard, 2024.

10. Un mozarabe est un chrétien espagnol pendant l’occupation arabe.

11. Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, 1796.

12. Le plus ancien témoignage de la présence du judaïsme, un sarcophage découvert à Arles en 2009, date du IIIe siècle.

13. Premier État converti au christianisme en 301, avant même l'Empire romain, l'Arménie a choisi, comme d'autres Églises orientales (les coptes d'Égypte notamment) le christianisme monophysite, issu des débats théologiques du v^e^ siècle. Celui-ci considère que le Christ a avant tout une nature divine, contrairement au dogme catholique qui insiste sur la double nature, homme et Dieu, de Jésus. Les Arméniens étant fiers de cette antiquité de la foi chrétienne, on dit plaisamment qu'ils font parfois visiter des églises fondées avant le Christ…

14. Khabib Nurmagomedov, célèbre champion d’arts martiaux mixtes (MMA), est avar.

15. Bénédict Henderson, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2006.

16. Elle fera néanmoins plusieurs tentatives comme la baie de Maputo, les îles Nicobar, Bornéo avant d'obtenir, maigre succès, une concession dans le port chinois de Tianjin après sa participation à l'alliance des huit nations venues réprimer le mouvement des Boxers en 1901.

17. Acronyme de *kaiserlich und königlich*, « impérial et royal ».

18. Et, comme illustration de la domination européenne dans le domaine cynégétique mais aussi d'un certain déséquilibre psychologique, il a aussi tué, selon ses carnets de chasse, 274 889 animaux, dont des tigres, lions, éléphants et kangourous.

19. L’élection présidentielle roumaine, finalement gagnée en 2025 par le maire modéré de Bucarest, a vu ces idées prospérer.

20. Caroline de Gruyter, *Monde d'hier, monde de demain. Un voyage à travers l'empire des Habsbourg et l'Union européenne*, Paris, Actes Sud, 2024.

21. Jean-Pierre Bardet, Jacques Dupâquier, *Histoire des populations de l'Europe*, Paris, Fayard, 1997.

22. ONU, *World Population Prospects 2024*. Voir https://population.un.org/wpp.

23. Sur un texte de Jacques Lanzmann, il chante en 1966 : « Sept cents millions de Chinois, et moi, et moi, et moi… »

24. Le musée de préhistoire de Tautavel, dans les Pyrénées orientales, expose près de deux mille pièces.

25. « Quand la génétique redessine l'histoire de l'Europe », *National Geographic*, 1er août 2019.

26. Les hypothèses avancées vont des conflits, d'une maladie, de la consanguinité à celle d'une incapacité cognitive à s'adapter à des sociétés humaines plus larges et plus complexes.

27. European Commission, « Statistics on migration to Europe », 5 novembre 2024 ; voir : https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/statistics-migration-europe_en.

28. *Financial Times*, « How the EU mainstream shifted to the right on outsourcing migration », 7 octobre 2024.

29. Terme qui vient du milieu agricole et qui désigne la variété végétale dominante dans un biotope. Sa définition, très discutée en Allemagne, va du substrat judéo-chrétien jusqu'aux valeurs libérales des sociétés européennes modernes.

30. Hippolyte d'Albis, « L'immigration n'a globalement que peu d'impact sur le chômage et les salaires », *Le Monde*, 27 septembre 2024.

31. Relance de la natalité nécessaire mais difficile. Voir Gérard-François Dumont, « Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité », *Fondation pour l'innovation politique*, décembre 2024.

32. Le général de Gaulle remarquait plaisamment au sujet de la France : « Comment voulez-vous gouverner un pays où il existe 258 sortes de fromages ? »

33. « L’agriculture européenne en 10 chiffres-clés », Toute l’Europe, 30 janvier 2025 ; en ligne.

34. Voir, pour l'Empire français, la démonstration classique de Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français*, Paris, Albin Michel, 2005.

35. Maxence Brischoux, *Le Commerce et la Force*, Paris, Calmann-Lévy, 2021.

36. François Crouzet, *Histoire de l'économie européenne*, Paris, Albin Michel, 2010.

37. C’est le mot fameux du Premier ministre anglais Macmillan en 1959 : « *We never had it so good.* »

38. Abraham Maslow, « A theory of human motivation », *Psychological Review*, 1943, vol. 50, nº 4.

39. Andorre, Kosovo, Monaco, Monténégro, Saint-Marin, Vatican.

40. La coopérative belge a suivi les sanctions européennes contre Moscou et banni d'importantes banques russes après 2022.

41. Marc Alochet, Jean-Pierre Corniou, « L'industrie automobile européenne en 2035 », *Fondation pour l'innovation politique*, décembre 2024.

42. Maurice Druon, *La France aux ordres d'un cadavre*, Paris, Éditions de Fallois/Éditions du Rocher, 2000.

43. C’est ce que pense l’ancien secrétaire général de l’Otan Anders Fogh Rasmussen ; voir son article « Revenir sur le pacte vert européen serait une erreur géopolitique », *Le Monde*, 5 décembre 2024.

44. Clara Marguet, Camille Palat, « Relance du nucléaire civil dans le monde : l'Europe pourra-t-elle peser face à l'Asie ? », *Connaissance des énergies*, 27 février 2025.

1. Guillaume Lagane, « Irlande : vers la réunification de l'île ? », *Le Figaro*, 5 décembre 2022.

2. Alexandra Maclennan, *Histoire de l'Irlande. De 1912 à nos jours*, Paris, Texto, 2021.

3. Xavier Follebouckt, *Les Conflits gelés de l'espace postsoviétique*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2012.

4. Voir carte 2, p. 68.

5. Josette Durrieu, Florent Parmentier, *La Moldavie à la croisée des mondes*, Paris, Non Lieu, 2019.

6. Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1994.

7. Henry Kissinger, *A World Restored. Metternich, Castlereagh and the Problems of Peace, 1812-1822*, Boston/Cambridge, Houghton Mifflin Company/The Riverside Press, 1957.

8. Philippe Raynaud, « Experts et politiques dans le débat politique sur l'Ukraine », *Telos*, 9 avril 2024.

9. Francois Fejtö, *Requiem pour un empire défunt*, Paris, Tempus, 2014.

10. Karl Dietrich Bacher, *The Age of Ideologies: History of Political Thought in the 20th Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 1984.

11. Eric Hobsbawm, *The Age of Extremes: The Short Twentieth Century, 1914-1991*, Londres, Michael Joseph, 1994.

12. Olivier Wieviorka, *Histoire totale de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2023.

13. François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xx^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 1995.

14. Sujet du film *Good Bye Lenin!*, comédie allemande sortie en 2003 qui rencontra un grand succès.

15. Aux élections législatives de 2025, la carte des circonscriptions où le parti de droite radicale Alternativ für Deutschland (AfD) est arrivé en tête recouvre celle de l'ancienne RDA.

16. Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, automne 1989, nº 47.

17. Remarque typique du XX^e siècle mais que le libéralisme social européen a rendue obsolète. Les Pays-Bas ont été le premier État du monde à autoriser le mariage homosexuel en 2001. En 2024, vingt-deux États de l'UE autorisent une forme d'union pour les couples homosexuels.

18. Une ligue entre cités qui, dans la Grèce antique, administrait un sanctuaire.

19. Jacques Maritain, *L'Europe et l'Idée fédérale*, Paris, Mame, 1994.

20. Julien Knebusch, « Valery Larbaud, arpenteur et citoyen de l'Empire », *Cahiers Valery-Larbaud*, 2017, nº 53.

21. Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 2007.

22. Julian Jackson, *De Gaulle. Une certaine idée de la France*, Paris, Seuil, 2019.

23. Jeu de mots sur le *f* de fédéral et celui du juron britannique.

24. Cécile Leconte, *L'Europe face au défi populiste*, Paris, Puf, 2015.

25. Pour un récit partisan mais plein d'humour, voir Boris Johnson, *Unleashed*, Glasgow, William Collins, 2024.

26. Joseph Nye, « Le *soft power* de l'UE doit reposer sur la dimension déjà transnationale de la culture européenne », *Le Grand Continent*, 11 octobre 2019.

27. Gamze Avci, Ali Çarkoğlu (dir.), *Turkey and the EU. Accession and Reform*, Londres, Routledge, 2020.

28. Traité accepté par le sultan Mehmed VI – enterré à Damas en 1926 – et qui solde la défaite de l'Empire ottoman au sortir de la Première Guerre mondiale. Il attribue des territoires à l'Arménie, au Kurdistan et surtout à la Grèce (Thrace, Asie mineure). Il sera remplacé, après la défaite de la Grèce, par le traité de Lausanne, plus avantageux.

29. Marc Semo, *Turquie. La révolution du Bosphore*, Paris, Éditions du Cygne, 2009.

30. Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1999.

31. C’est à cette époque qu’il présente à Malaparte, comme celui-ci le relate dans *Kaputt* (1944), un bol de globes qui se révèlent être les yeux énucléés de partisans serbes.

32. Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2000.

33. Noel Malcolm, *Kosovo: A Short History*, New York, Harper, 1999.

34. Pour une histoire longue du conflit, voir Timothy Snyder, *Bloodlands*, New York, Basic Books, 2010.

35. Réalité qu'il ne faut pas exagérer : le président Zelenskyï, un comédien ayant fait fortune avant d'entrer en politique, est sans doute le premier chef d'État ukrainien à ne pas s'être enrichi au pouvoir.

36. Pauline Schnapper, « Le gouvernement britannique exclut tout retour dans le Marché unique », *Le Monde*, 31 janvier 2025.

37. En 2025, son parti, Reform UK, est en tête dans les sondages, porté par les questions migratoires et l'impopularité de la politique d'économie budgétaire du gouvernement Starmer.

38. Raphaël Chamoulaud, « Les pays membres de l'EEE », *Toute l'Europe*, 24 juillet 2023 ; en ligne.

39. L’opposant Sergueï Tikhanovski a ainsi été libéré en 2025 pour donner un gage aux Occidentaux.

40. Éric Hoesli, *À la conquête du Caucase. Épopée géopolitique et guerres d'influence*, Paris, Éditions des Syrtes, 2006.

41. Autre exigence : la dissolution du groupe de Minsk, un format diplomatique négociant sur le Haut-Karabakh au sein de l'OSCE.

42. Virginie Malingre, « La communauté politique européenne cherche sa voie », *Le Monde*, 25 mai 2023.

43. Geoffrey Parker, *La Révolution militaire. La guerre et l'essor de l'Occident, 1500-1800*, Paris, Gallimard, 1993.

44. James Sheehan, *Where Have All the Soldiers Gone? The Transformation of Modern Europe*, Boston, Houghton Mifflin, 2008.

45. Alfred Grosser, *L'Allemagne en Occident*, Paris, Fayard, 1985.

46. À l’exception de la France et du Royaume-Uni, qui conservent des capacités expéditionnaires.

47. En 2025, la France ne conserve plus que le Gabon et Djibouti.

48. Voir le succès du livre explicite du jeune Ole Nymoen, *Warum ich niemals für mein Land kämpfen würde*, Hambourg, Rowohlt, 2025.

49. Sans que les acteurs, tels des somnanbules, en aient conscience, comme le montre l'historien australien Christopher Clark, *The Sleepwalkers: How Europe Went to War in 1914*, Londres, Penguin, 2012.

50. Qui lisait Thucydide en traversant l’Atlantique en 1918.

51. Le *Dreikaiserbund*, « l'alliance des Trois Empereurs ».

52. Winston Churchill, *My Early Life*, 1930.

53. Amélie Zima, *L'Otan*, Paris, Puf, « Que sais-je ? », 2021.

54. Charles Zorgbibe, *Histoire de l'Otan*, Paris, Complexe, 2002.

55. Yves Bourdillon, « Il y a 75 ans, création de l'Otan, la plus efficace alliance défensive de tous les temps », *IREF*, 9 juillet 2024.

56. Laurence Defranoux, « Garanties de sécurité à l'Ukraine : pourquoi la réunion de la "coalition des volontaires" est importante », *Libération*, 10 avril 2025.

57. Nicolas Barotte, « Prise en étau entre la nouvelle donne en Ukraine et le nouveau chapitre Trump, l'Otan s'adapte », *Le Figaro*, 9 janvier 2025.

58. Élise Vincent, « À l'Otan, le malaise se répand entre les militaires américains et leurs alliés européens », *Le Monde*, 10 avril 2025.

59. Guillaume Lagane, « Proclamer sa neutralité : aveu de faiblesse ou choix habile ? », *Le Figaro*, 1er avril 2022.

1. Alexis Feertchak, « Protectionnisme, guerre, immigration : William McKinley, le président impérial dont veut s'inspirer Trump », *Le Figaro*, 28 janvier 2025.

2. André Kaspi, *Les Américains. Les États-Unis de 1607 à nos jours*, Paris, Seuil, 1986.

3. C’est du moins la thèse de George Orwell (« In defence of P. G. Wodehouse », *The Windmill*, juillet 1945, nº 2), même si David L. Leal (« P. G. Wodehouse as political humorist », Hoover Institution, 22 avril 2022) est d’un avis différent, faisant de l’écrivain, non un auteur apolitique, mais un critique constant du Parti conservateur.

4. Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre*, Paris, Puf, 2001.

5. Catherine Durandin, *Les États-Unis, grande puissance européenne*, Paris, Armand Colin, 2004.

6. Le chancelier Merz lui a très habilement offert le certificat de naissance en 1869 de son grand-père, Friedrich Trump.

7. Pete Hegseth, *The War on Warriors: Behind the Betrayal of the Men Who Keep Us Free*, Northampton (MA), Broadside Books, 2024.

8. Robert Kagan, *La Puissance et la Faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Paris, Plon, 2004.

9. Acronyme de « *Make America great again* », le slogan de campagne de Donald Trump.

10. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1981, t. I, p. 540.

11. Dans une interview du 15 avril 2025 au site UnHerd, James David Vance revient sur les critiques qu'il a adressées aux États européens pour leur inaction en mer Rouge face à la menace des Houthis, confessant qu'il regrettait la position américaine au moment de Suez.

12. Simon Tate, *A Special Relationship ? British Foreign Policy in the Era of American Hegemony*, Manchester, MUP, 2012.

13. Aujourd'hui, les sous-marins britanniques Vanguard sont construits en Angleterre tout comme les têtes nucléaires, mais les missiles Trident sont fabriqués, testés et entretenus aux États-Unis.

14. Zenonas Tziarras (dir.), *The Foreign Policy of the Republic of Cyprus*, Londres, Macmillan, 2022.

15. Cette situation explique la stupeur du Danemark face aux revendications territoriales des États-Unis sur le Groenland.

16. Pierre Buhler, *Pologne, histoire d'une ambition*, Paris, Tallandier, 2025.

17. Après 1918, le dirigeant polonais Pilsudski veut unir les peuples d'Europe de l'Est contre la Russie (c'est le prométhéisme) et fonder une république de l'entre-mers, l'Intermarium.

18. Mathias Döpfner, *The Trade Trap: How to Stop Doing Business with Dictators*, New York, Simon & Schuster, 2023.

19. Washington a refusé de garantir l'aptitude de l'Eurofighter – avion de chasse européen – à emporter des bombes nucléaires B61 de l'Otan, d'origine américaine.

20. Il devient la nouvelle norme de l'Otan après son adoption au sommet de La Haye en 2025, se décomposant en 3,5 % de dépenses militaires et 1,5 % de dépenses civiles liées à la défense (infrastructures par exemple).

21. Au début des années 1970, les États-Unis de Nixon, que conseille Kissinger, se rapprochent de Pékin pour isoler l'URSS.

22. Jean-Sylvestre Mongrenier, « Pour Donald Trump, stratégie et géopolitique sont solubles dans l'affairisme et le lucre », *Le Monde*, 5 mars 2025.

23. Maurice Vaisse, « Les propos du général de Gaulle en 1959 collent à l'actualité de 2025 », *Le Monde*, 6 mars 2025.

24. Richard Vinen, « Trump could be good for Europe: It’s time for the continent to look after itself », UnHerd, 9 janvier 2024.

25. Le risque de conflit avec la Russie, et de morts dans les rangs européens, serait un moyen d'exprimer la détermination du Vieux Continent, une rupture profonde avec le pacifisme qui a jusqu'ici prévalu.

26. Simon Kuper, « Can France really lead “the little West”? », *Financial Times*, 27 mars 2025.

27. Hermann von Keyserling, *Analyse spectrale de l'Europe*, Paris, Stock, 1931.

28. Benoît Peeters, *Le Monde d'Hergé*, Bruxelles, Casterman, 2004.

29. Le président Trump ne semble pas connaître ce soutien américain à l'UE.

30. La coopération d’Ankara avec Moscou a freiné le projet.

31. Système de combat aérien du futur.

32. D'après le *Financial Times* (1er décembre 2024), la France aurait d'ailleurs renoncé à empêcher l'utilisation de financements européens pour acquérir des armes produites en dehors du Vieux Continent. Sur l'enveloppe de 1,5 milliard d'euros (2025-2027), un tiers pourrait aller aux groupes américains, britanniques ou sud-coréens.

33. C'était la thèse de Michael Mandelbaum, *The Case for Goliath: How America Acts As the World's Government in the 21st Century*, New York, PublicAffairs, 2006.

34. Mahmoud Seklani, *La Population de la Tunisie*, Comité international de coopération dans les recherches nationales en démographie, Tunis, 1974.

35. Issue de cette minorité, la nageuse Kirsty Coventry a été nommée à la tête du Comité international olympique (CIO) en 2025.

36. Un accord de paix a été signé, sous l’égide de Washington, entre Kigali et la RDC en 2025.

37. Bruno Tertrais, « De l'Afrique vers l'Europe : un "grand déplacement" ? », Institut Montaigne, 1er juillet 2021.

38. Stephen Smith, *La Ruée vers l'Europe*, Paris, Grasset, 2018.

39. Davantage demain, avec le recul de l'aide américaine. Voir Philippe Orliange, Alisée Pornet, *Géopolique du développement*, Paris, Puf, 2025.

40. L’African Growth and Opportunity Act (AGOA) est aujourd’hui remis en question par Donald Trump, qui a frappé les États africains de droits de douane élevés.

41. James Barr, *A Line in the Sand: Britain, France and the Struggle That Shaped the Middle East*, New York, Simon & Schuster, 2012.

42. Fréderic Encel, *Géopolitique du sionisme*, Paris, Armand Colin, 2006.

43. Frédéric Encel, *Géopolitique de Jérusalem*, Paris, Flammarion, 1998.

44. Le président Macron dit envisager de reconnaître l'État de Palestine en 2025, projet finalement retardé par la « guerre des Douze Jours » entre Israël et l'Iran.

45. « Plus jamais c’est maintenant. »

46. *Die Linke* et *Bündnis Sahra Wagenknecht*.

47. Un bon exemple est la reconnaissance de l'État palestinien : douze des Vingt-Sept ont établi des relations diplomatiques avec l'Autorité palestinienne, les ex-membres du bloc soviétique depuis la proclamation d'indépendance de l'État de Palestine de 1988, les autres plus récemment (Suède en 2014, Espagne, Irlande et Norvège en 2024). La France, qui voulait annoncer cette reconnaissance en 2025, y a renoncé après le déclenchement de la guerre entre l'Iran et Israël.

48. Mathieu Duchâtel, *Géopolitique de la Chine*, Paris, Puf, 2017.

49. François Jullien, *Moïse ou la Chine. Quand ne se déploie pas l'idée de Dieu*, Paris, L'Observatoire, 2022.

50. Sun Yat-sen, le père de la Chine moderne, qui abolit l'empire en 1911 et fonde le Kuomintang, a été baptisé à Hong Kong.

51. Graham Allison, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, Paris, Odile Jacob, 2019.

52. Matt Ferchen, Frans-Paul van der Putten, « Désormais, c'est le futur gouvernement américain qui fait peser la plus grande menace sur la stratégie de l'Union européenne », *Le Monde*, 18 novembre 2024.

53. Vilnius a quitté le $17+1$ en 2021.

54. Michel Heller, *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Tempus, 2015.

55. Selon le mot du marquis Astolphe de Custine dans son célèbre ouvrage *La Russie en 1839*.

56. Formé d'États nouveaux tels que la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, ou agrandis, telle la Roumanie.

57. Paul Morand, *L'Europe russe annoncée par Dostoïevski*, Genève, P. Cailler, 1948.

58. Galia Ackerman, *Le Régiment Immortel ou la Guerre sacrée de Poutine*, Paris, Premier Parallèle, 2019.

59. Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris, Actes Sud, 2015.

60. Avec une faible fécondité de 1,41 enfant par femme.

61. Alexandra Saviana, *Les Scénarios noirs de l'armée française*, Paris, Robert Laffont, 2024.

1. Martin Quencez, « La gestion de Donald Trump de la question transatlantique a brutalisé les relations traditionnelles », *L'Opinion*, 3 novembre 2024.